

**LIRE PAGE 25 UNE INTERVIEW
DU CHEF DE L'O.L.P.**

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,20 BA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 120 m.
 Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique,
 13 fr.; Canada, \$ 0,95; Danemark, 3 kr.;
 Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce,
 20 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.
 Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
 1 fl.; Portugal, 14 esc.; Suède, 2,25 kr.;
 Suisse, 1 fr.; U.S.A., 95 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Les courants commerciaux cap 19

**5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 630572
Tél. : 246-72-23**

- *L'opposition gagne Bourges, Le Mans, Montpellier, Nantes, Rennes...*
- *Quatre ministres, MM. Brousse, Durafour, Haby et d'Ornano, sont battus*
- *M. Jacques Chirac l'emporte à Paris, où la majorité perd un secteur*

La « rançon » de la démocratie

Quand il aura restauré les libertés, le futur premier ministre de l'Inde devra s'attaquer aux immenses problèmes économiques et sociaux du pays. S'il ne s'y décidait pas, le maintien dans leur misère de millions d'êtres humains qui viennent de montrer leur pouvoir de réflexion face à la propagande gouvernementale aurait quelque chose de dérisoire, et serait encore plus décourageant, si possible, que dans le passé.

GÉRARD VIRATELLE.
(Lire la suite page 27.)

Cet engouement du public polo-

(Lire la suite page 4.)

(1) Là où les plus vieux maires se sont retirés (Bennes ou Saint-Chamond), leurs successeurs n'ont pas eu plus de succès que là où ils se sont maintenus (Montes ou Roanne).

S

d'être lucide

naïse est justifié. Wejoia, avec *L'Homme de marbre*, et Zanusel, avec un film qui pourrait avoir pour titre *Couleur muraille* ou *Cemoutage*, ont produit deux œuvres qui dévoilent de façon parfois impitoyable certaines vérités de la société. Ces deux listes d'aujourd'hui et détartrés les erreurs du passé. L'espoir, il réside dans l'audace de ces deux cinéastes qui se sont attaqués à des thèmes délicats — l'époque stalinienne pour Wejoia, la dégradation morale du corps unitaire pour Zanusel — et les ont traités sans beaucoup de concessions.

MANUEL LUCBERT.
In suite page 351

هكسان الأول

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Analyses et commentaires

Dans la presse parisienne

L'AURORA : voici l'obstacle dressé.

« Voici l'obstacle dressé de toute sa masse devant notre avenir de liberté ! Voici le parti de Mitterrand qui trompe les Français en leur faisant croire qu'il est le continuateur du socialisme et le continuateur de la gauche, alors que le guchisme du C.R.E.S. a corrompu sa doctrine ! »

« Voici le parti communiste affublé d'un masque libéral, alors que Marchais n'a pu monter la comédie du X.C.I. congrès que dans la mesure même où les hommes placés à tous les postes clés du parti, des cellules aux faubourgs du bureau politique, en passant par le comité central, sont restés des lâches, des lâches aveuglément disciplinés, aveuglément respectueux de n'importe quel ordre, s'il vient d'en haut. »

« Et voilà le parti que Mitterrand et Fabry hissent au pouvoir ! »

« Faire comprendre aux électeurs de la gauche radicale et socialiste à quel point on les a circonvenus, c'est la tâche dont l'assommoir commence ce matin. »

« Mais, pour la mener à bien, avant les législatives, il faudra que nos responsables aient des inspirations moins discutées que celles qui nous ont conduits où nous sommes. »

« L'appel que Raymond Barre lançait la nuit dernière tendait à rassembler ce qui fut au cours de cette campagne déplorablement dispersé. Mieux que bien d'autres, le premier ministre peut aujourd'hui et demain être entendu. »

(J. VAN DEN ESCH)

LE FIGARO : il faut changer de stratégie.

« Dans la débâcle générale, M. Chirac, presque seul, aux côtés de quelques autres, a remporté un succès. Grâce à lui, Paris, qui reste un symbole aux yeux du monde entier, n'a pas basculé dans l'opposition. Le chef du R.P.R. semble illustrer le propos de Jeanne d'Arc dans l'Alouette d'Arnould : « Dieu veut qu'on aie d'abord, messire ! La prière, c'est en plus. » Malgré attaques et manœuvres, il mérite certainement d'être élu maire de Paris. »

« Quelle leçon tirer, pour l'avenir, de cet échec décevant ? Elle est simple : il faut changer de stratégie. »

« M. Lecanuet ou M. Fourcade ont évidemment raison de déplorer la capture de la France en deux blocs opposés. Mais peut-on, en ce matin, que les espoirs d'un renforcement des centres ont été encouragés ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que les tentatives d'ouverture n'ont pas été couronnées de succès. La position des socialistes, leur attachement à l'union de la gauche, la réalité d'une coalition socio-communiste de plus en plus soudée, contraignent, de gré ou de force, à modifier des démarches qui ne mènent pas la victoire. En province et à Paris, les élections municipales fournissent la preuve et la contre-preuve de la nécessité d'une révision décevante. »

« Pour autant sur le même chemin, c'est de toute évidence, faire des prochaines élections législatives la répétition — cette fois irréversible — des élections d'hier. Il faut changer de route. C'est de la majorité elle-même, de sa résolu-

A LA TÉLÉVISION

Sur Antenne 2 à minuit passé...

La concurrence aura eu dimanche un effet cocasse, inattendu : à 21 heures, en pleine soirée électorale, on a éteint la télé, bien obligé, pour allumer la radio. A ce moment-là, sur les trois chaînes, il y avait au choix un western avec Kirk Douglas, Jacques Martin et ses amis, ou une série policière américaine. Autre détail piquant, seul visible sous le signe d'Antenne 2, mal cadré lui — on s'en doutait que le pied, — le non d'Europe 1 s'élevait en lettres énormes dans le dos de Jean-Pierre Elkabbach. A ses côtés, saillie Wagram. Etienne Mougeotte jouait les maîtres de maison.

Marseille, Lille, Villeurbanne, Rennes, les premiers résultats étaient tombés en grêle sur nos écrans. On eût vu successivement sur le second, puis sur le premier, chaîne M. François Mitterrand, quand, vers 20 h. 35, dans le studio de TF1, le ton s'est mis à monter soudain, fouettant notre curiosité. Béziers passait à l'opposition ; M. Brousse était battu ; on parlait d'un raz de marée de l'opposition en province ; on s'interrogeait même sur le sort de Paris ; le S.F.P.R. s'annonçait l'union de la gauche l'emporterait sur le R.P.R. ; suspense

dans le dix-huitième, où M. d'Ornano... Et là-dessus, au revoir, à tout à l'heure, allez donc faire un tour en cinéma, ou au music-hall, et revenez plus tard.

Quand on s'est réveillés, M. Chirac était maire de Paris et M. d'Ornano affirmait, sous les huées des invités de la salle Wagram, que la majorité l'avait emporté à Paris : dans de nouvelles conditions : les reports de voix laissent à désirer.

Il allait bientôt reprendre et développer, ce thème sur l'autre chaîne, où le débat, résumant de M. Marchais à M. Guéhenno, les tenants de la République, ne concernait déjà plus ou peu ces municipales. L'œil fixé sur l'horizon 78, on s'interrogeait avec M. Lecanuet sur la possibilité de changer le mode de scrutin. La proportionnelle, soudain, semblait tenter réformateurs et républicains indépendants. A Mitterrand, quand, vers 20 h. 35, dans le studio de TF1, le ton s'est mis à monter soudain, fouettant notre curiosité. Béziers passait à l'opposition ; M. Brousse était battu ; on parlait d'un raz de marée de l'opposition en province ; on s'interrogeait même sur le sort de Paris ; le S.F.P.R. s'annonçait l'union de la gauche l'emporterait sur le R.P.R. ; suspense

La controverse sur les sondages d'opinion

Le directeur de l'IFOP répond aux critiques

Le *Quotidien de Paris* a consacré une page au débat sur les sondages d'opinion dans la campagne municipale de Paris, publiant en particulier une interview de M. Jean-Marie Lech, directeur de l'Institut français d'opinion publique (IFOP).

Dans son analyse du vote de gauche, M. Lech relève « la surprise la plus importante » :

« Il y a eu, dit-il, dans cette campagne électorale parisienne des sondages effectués dans leur objet qui ne se sont pas matérialisés, le jour du scrutin, en votes à gauche. Une partie du public, qui avait l'intention de voter à gauche, n'est pas venue voter le jour des élections. »

Au sujet du vote en faveur des listes écologistes, le directeur de l'IFOP s'exprime ainsi :

« Le vote vert a été un vote d'indivision sociale a priori, un vote de coin blanc. Deuxième surprise, le vote vert n'a pas beaucoup plus soulevé l'enthousiasme que le vote à gauche. »

Il en vient au problème général des sondages et déclare :

« Lorsque les sondages d'opinion deviennent des outils de campagne électorale, et non plus simplement des moyens de connaissance du public, on perturbe les règles de la vie politique. Contre l'avis des sondages, les sondages sont devenus des événements. (...) Ayant été l'un des enjeux de la campagne électorale, les sondages et les sondages en sortent égarés. (...) Après d'un sondage effectué quinze jours avant une élection avec les résultats de l'élection et dire : les sondages se sont trompés, ou parler de « Waterloo des sondages », relève du procès d'intention. L'objet des sondages est de fournir une information au moment où le sondage est fait, il n'est pas de donner le résultat du vote. Chercher à faire coïncider les deux choses est une attitude pernicieuse. »

« Paris-Match » : les limites des instituts

De son côté, *Paris-Match*, qui avait publié un sondage établi par Public-A.S., note, dans son numéro du 25 mars, que « le sondage publié la semaine dernière par *Paris-Match* avait

Comment Mitterrand est devenu Mitterrand

L'HUMANITE : de bon augure.

« Personne ne peut s'y tromper, ce scrutin recèle une portée politique exceptionnelle. Les hommes du pouvoir en avaient parfaitement conscience, qui sont intervenus dans la campagne, égroutant le cas de leurs candidats malheureux. Les électeurs aussi qui ont vu dans cette consultation une occasion d'affirmer avec netteté leur condamnation de la politique gouvernementale. Le plan Barre a du plomb dans l'aile. Sans doute serait-il imprudent de vendre la peau du porc. Il n'en reste pas moins que, un an avant la date prévue pour les législatives, les élections municipales sont de bon augure et semblent prouver que la majorité est déjà minoritaire dans le pays. »

(RENÉ ANDRIEU)

LIBERATION : le libéralisme mitterrandiste.

« Ce matin, la France s'est réveillée avec une majorité gauche. La poussée à gauche du premier tour a pris dans certaines régions, comme la Bretagne ou l'Est, l'allure d'un véritable raz de marée dans les villes de plus de trente mille habitants. (...) »

« On attendait la gauche, elle est là. De manière plus imprévisible qu'il n'était généralement prévu. Le pays profond a choisi le libéralisme mitterrandiste. Le score de la gauche nous installe dans un « affrontement » préélectoral non-stop. La campagne continue. »

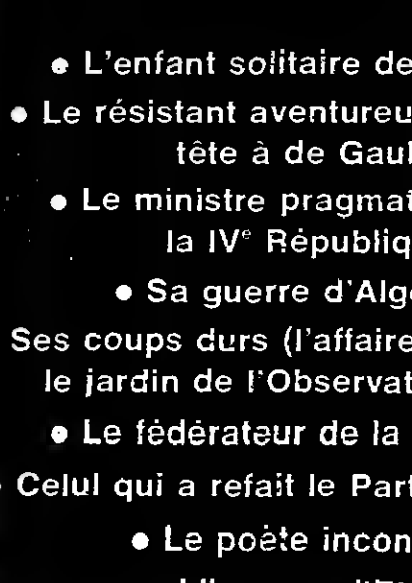
ROUGE : dehors Giscard !

« Il serait criminel de dilapider le potentiel de combat en offrant un répit à la bourgeoisie. Il est possible, nécessaire et urgent d'entreprendre la contre-offensive immédiate contre le plan Barre, et de répondre à la volonté des travailleurs de chasser Giscard et ce gouvernement. (...) Les votes en faveur du P.S. et du P.C. signifient clairement : « Non au plan Barre ! Dehors Giscard ! »

« Les militants ouvriers, politiques et syndicaux ont les moyens de répondre sans délai à cette aspiration. Les syndicats peuvent organiser la mobilisation dans la perspective d'une grève générale. Le P.S. et le P.C. peuvent refuser de cautionner le Parlement où trône une majorité décevante. (...) Le P.S. et le P.C. ont le devoir de se porter immédiatement au pouvoir. (...) »

« Ils ont le moyen de chasser Giscard. Il ne leur manque que la volonté. »

(BUREAU POLITIQUE DE LA L.C.R.)



François MITTERRAND
ou la tentation de l'histoire

PAR FRANZ-OLIVIER GIESBERT

- L'enfant solitaire de Jarnac
- Le résistant aventureux qui tient tête à de Gaulle
- Le ministre pragmatique de la IV^e République
- Sa guerre d'Algérie
- Ses coups durs (l'affaire des Fuites, le jardin de l'Observatoire, etc.)
- Le fédérateur de la gauche
- Celui qui a refait le Parti Socialiste
- Le poète inconnu
- L'homme d'Etat

366 pages 45 F

SEUIL

Un phénomène de rejet

(Suite de la première page.)

A tort ou à raison, ce genre d'argument, comme celui de l'« aventure collectiviste », ne prend plus. Il faut que la majorité trouve autre chose. Qu'elle s'unisse, bien sûr, et qu'elle trouve d'abord un « bon » programme de réformes, qu'elle cesse de rêver qu'il s'agit d'un « choix de société » sans définir clairement la société qu'elle prétend bâtir, qu'elle adopte surtout ses propres lois et ses propres projets. Si l'étoile princière ou législatrice, ne perdrait pas son temps à dire ce qu'il faut faire, la loi ferait, si elle le ferait, si elle le ferait. » (2)

Qu'elle tienne compte des réalités, et d'abord de cette poussée de la gauche que le pouvoir a si souvent minimisée. Ne conduisait-elle lors d'élections législatives, elle l'aurait conduit qu'un mur brisé ne pouvait donner une véritable image du pays. Se reconstruisait-elle lors des élections cantonales de l'an dernier, il affirmait qu'il s'agissait d'une consultation locale sans portée politique. Il a fallu que le courant devienne raz-de-marée pour qu'il admette enfin que toute élection est politique.

Quelle analyse sérieusement les causes profondes de cette poussée qui n'est pas due seulement à la discipline des électeurs socialistes et radicaux de gauche, déjà sensible aux élections cantonales, et à celle plus traditionnelle des électeurs communistes. En province on a joué les abus de la centralisation bureaucratique — quelle erreur psychologique que de la mettre au passif d'un éventuel gouvernement de gauche alors qu'elle est déjà vécue chaque jour par les citoyens et les responsables locaux. Partout, l'émergence de nouvelles couches, comme on disait autrefois, qui, ayant le pouvoir social, technique, voire économique, aspirent naturellement, selon une loi historique bien connue, à posséder aussi ou à partager le pouvoir politique. S'est heurtée à l'inertie ou au refus des notables. La gauche elle-même n'est pas toujours à l'abri de ce conservatisme-là.

La victoire de la gauche rend plus improbable des élections anticipées, encore qu'elle ne facilitera pas l'action immédiate du gouvernement. Le pays va vivre dans un climat de campagne électorale permanente, ou sein même de la majorité. Les propos de M. Chirac sur la « révolution » et la « détermination » ne peuvent laisser aucun doute à M. Barre et à M. Giscard d'Estaing. La guerre continue. C'est au président qu'il appartient, entre deux risques, de choisir la moindre. Le courant d'opposition n'a ni se développer ou va-t-il refluer ? Sauver la gauche a gagné avec une faible marge de voix. Un renversement est toujours possible. Encore faut-il que la majorité fasse ce qu'elle n'a pas fait qu'elle commence par le commencement : qu'elle trouve des candidats viables. Qu'elle nomme à des électeurs qui ne sont pas des inconnus, qu'elle leur croit un langage d'adultes, qu'elle marie des arguments qui puissent convaincre et non des énoncés vanaux qui ne font plus peur qu'elle parle moins du programme commun et un peu plus du sien, si elle peut s'en donner un.

Si le président, le gouvernement, la majorité, n'en sont pas capables, mieux vaudrait attendre la fin de l'automne. Un remaniement du gouvernement, allége de ministres malheureux, ne suffirait pas à le rendre plus crédible. Le phénomène de rejet qui vient de se produire serait plus irréversible dans un an.

Au-delà des élections d'her et de demain, le vrai problème, le problème de fond, est de savoir ce que, face, d'une part, à l'inflation et au chômage, d'autre part à la crise des valeurs traditionnelles, l'Occident peut offrir comme avenir et comme idéal aux générations nouvelles.

Pour les gouvernements européens, il s'agit de leur imprévoyance et leur manque d'imagination. J. F.

(2) Jean-Jacques Rousseau, Du contrat social, livre I.

La victoire de la gauche

(Suite de la première page.)

Le P.C. l'emporte à Tulle (Corrèze) et Lons-le-Saunier (Jura) et le P.S. enlève Auch (Gers), Guéret (Creuse) et Saint-Lô (Manche). Pour que le P.S. prenne le Saint-Chamond ou M. Pinay, ministre de l'éducation, a été mis en échec par un directeur d'école socialiste, Verdon Orault. A Saint-André (Gers), le P.C. a battu le P.S. (M. Barre, d'Orléans, Chirac, Labbe, Péronnet ont été élus, mais un peu tard, unanimement à déplorer cette division explique que l'on ne puisse citer que peu de villes de moyenne importance qui soient passées de la majorité à l'opposition. Saint-Raphaël, Chinon et Pécamp ont ainsi été enlevés aux radicaux de gauche qui, en revanche, gagnent notamment Gourdon, Lure, Maugué, Villeneuve-sur-Lot, Thouars et Saint-Denis de la Réunion. Le P.S. qui n'a d'autre part, plus d'un conseil municipal du Puy.

La défaite du centre n'est pas seulement illustrée par le nombre des villes de plus de trente mille habitants dont le contrôle lui échappe (110 sur 13 pour le C.D.S., 2 sur 4 pour les radicaux, 1 sur 2 pour les réformateurs, 4 sur 4 pour les centristes), mais aussi par le sort malheureux qu'ont connu ses représentants au gouvernement. Le parti radical doit déplorer non seulement l'obligation qui a été faite à Mme Giroud

(47,94 % au lieu de 48,35 %, à Mont-de-Marsan 157,08 % au lieu de 60,04 %). Voilà bien les résultats d'une division qui ne sévit pas qu'à Paris, et que MM. Barre, d'Orléans, Chirac, Labbe, Péronnet ont été élus, mais un peu tard, unanimement à déplorer cette division explique que l'on ne puisse citer que peu de villes de moyenne importance qui soient passées de la majorité à l'opposition. Saint-Raphaël, Chinon et Pécamp ont ainsi été enlevés aux radicaux de gauche qui, en revanche, gagnent notamment Gourdon, Lure, Maugué, Villeneuve-sur-Lot, Thouars et Saint-Denis de la Réunion. Le P.S. qui n'a d'autre part, plus d'un conseil municipal du Puy.

De tels arguments mille fois utilisés n'ont eu aucun rendement et l'on peut constater que la dynamique unitaire a joué à gauche tout aussi bien au second tour qu'au premier. Si l'on considère les villes où des « primaires » s'étaient jouées le 13 mars entre communistes et socialistes, on observe qu'au second tour le nombre des voix obtenues par le candidat unique a été supérieur au total de celles que les deux concurrents avaient recueillies sept jours plus tôt. C'est le cas non seulement lorsque la liste du P.C. est parvenue à être supérieure au total de celles que les deux concurrents avaient recueillies sept jours plus tôt. C'est le cas non seulement lorsque la liste du P.C. est parvenue à être supérieure au total de celles que les deux concurrents avaient recueillies sept jours plus tôt.

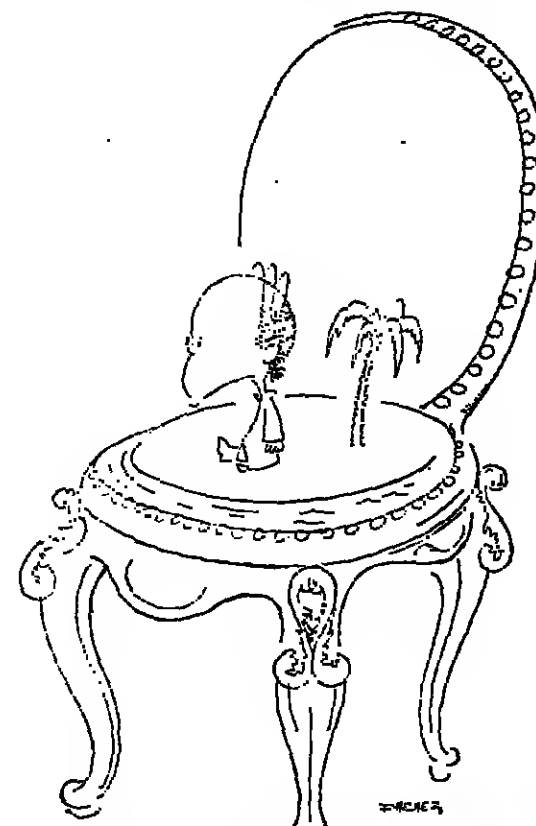
La victoire de la gauche rend plus improbable des élections anticipées, encore qu'elle ne facilitera pas l'action immédiate du gouvernement. Le pays va vivre dans un climat de campagne électorale permanente, ou sein même de la majorité. Les propos de M. Chirac sur la « révolution » et la « détermination » ne peuvent laisser aucun doute à M. Barre et à M. Giscard d'Estaing. La guerre continue. C'est au président qu'il appartient, entre deux risques, de choisir la moindre. Le courant d'opposition n'a ni se développer ou va-t-il refluer ? Sauver la gauche a gagné avec une faible marge de voix. Un renversement est toujours possible. Encore faut-il que la majorité fasse ce qu'elle n'a pas fait qu'elle commence par le commencement : qu'elle trouve des candidats viables. Qu'elle nomme à des électeurs qui ne sont pas des inconnus, qu'elle leur croit un langage d'adultes, qu'elle marie des arguments qui puissent convaincre et non des énoncés vanaux qui ne font plus peur qu'elle parle moins du programme commun et un peu plus du sien, si elle peut s'en donner un.

Si le président, le gouvernement, la majorité, n'en sont pas capables, mieux vaudrait attendre la fin de l'automne. Un remaniement du gouvernement, allége de ministres malheureux, ne suffirait pas à le rendre plus crédible. Le phénomène de rejet qui vient de se produire serait plus irréversible dans un an.

Au-delà des élections d'her et de demain, le vrai problème, le problème de fond, est de savoir ce que, face, d'une part, à l'inflation et au chômage, d'autre part à la crise des valeurs traditionnelles, l'Occident peut offrir comme avenir et comme idéal aux générations nouvelles.

Pour les gouvernements européens, il s'agit de leur imprévoyance et leur manque d'imagination. J. F.

(2) Jean-Jacques Rousseau, Du contrat social, livre I.



(Dessin de CHÉNÈZE.)

de se retirer du combat dans le 15^e arrondissement de Paris après le premier tour, mais aussi les échecs qu'ont subis dimanche M. Brousse à Sèvres et M. Durand à Saint-Denis. Ne serait-il pas « convenable » dans de telles conditions de remanier, et sans trop tarder, l'équipe de M. Barre ? Le tout est de savoir si le remaniement proportionné au mal et s'il suffirait de faire changer de mains quelques portefeuilles pour atténuer l'ampleur de l'échec. Un échec qui est celui du premier ministre mais aussi celui de M. Giscard d'Estaing, directement atteint par la progression de l'opposition plus encore que par le cinquantaine de son candidat dans le dix-huitième arrondissement de Paris. Jamais depuis son élection, le 19 mai 1974, le président de la République n'avait eu à faire face à une conjoncture politique et électorale aussi redoutable. Ce n'est pas demain que les partisans du chef de l'Etat et ceux de M. Chirac cessent de se rendre mutuellement responsables de leur commune défaite.

RAYMOND BARRILLON.

La vertu du changement

Par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Si les élections municipales s'étaient déroulées à Paris selon le système de la représentation proportionnelle, la gauche aurait emporté trente-cinq sièges (au lieu de quarante). La majorité, de son côté, occuperait aujourd'hui cinquante-neuf sièges (dont trente pour les listes Chirac, vingt-cinq pour les listes d'Orléans) au lieu de soixante-neuf (dont cinquante-deux pour M. Chirac, dix-sept pour M. d'Orléans). Et on comprendrait, en outre, onze élus écologistes, trois d'extrême gauche, trois jacobins et deux d'extrême droite.

Chacun va pouvoir méditer sur ces chiffres et calculer aussi, dans nombre de grandes villes, le résultat qu'aurait donné un scrutin à la R.P. Car il est clair que le débat sur la loi électorale va reprendre au sein de la majorité, même s'il doit finalement être de pure forme. Il paraît difficile, en effet, que à moins d'un an d'une consultation aussi décisive que la seront, de toute façon, les élections législatives de mars 1978, la majorité prenne le risque de changer le régime ou le jeu. Certains pourtant y songent dans ses rangs et s'apprêtent à réclamer qu'un référendum.

L'exemple de Paris montre clairement ce qu'il serait possible d'attendre d'un retour à la représentation proportionnelle. La représentation des écologistes qui sont, après tout, porteurs d'une fraction de la volonté populaire, et des petits groupes d'extrême gauche, d'extrême droite, et jacobins, ne serait que juste. Elle s'écroulerait, évidemment, aux dépens des deux grandes coalitions. Si l'on admet toutefois que l'extrême gauche et les écologistes se retrouveraient le plus souvent aux côtés de la gauche, tandis que l'extrême droite (listes Le Pen et monarchistes) s'alignerait souvent à la majorité, les deux camps s'établiraient respectivement à quarante-neuf et cinquante-neuf sièges (au lieu de quarante et soixante-neuf), les trois jacobins restant à « ailleurs ». C'est dire que la représentation proportionnelle, à

Paris tout au moins, sert la gauche. Cependant, elle entraînerait le « rééquilibrage » de la majorité, souhaité par le président de la République et les « giscardiens », puisque ces derniers auraient recueilli vingt-cinq sièges (au lieu de dix-sept), les « chiraquiens » n'en occupant que trente (au lieu de cinquante-deux).

Dans ces conditions, on le voit, même si les centristes et les républicains indépendants continuent de souhaiter un scrutin qui comporte une dose plus ou moins forte de représentation proportionnelle, ils n'ont à peu près aucune chance d'être amenés du leurs partisans gauchistes.

La seconde injustice du mode de scrutin en vigueur pour les législatives tient au découpage des circonscriptions qui, l'évolution démographique aidant, apparaît dépassé et inique. Là aussi, il ne faut pas s'attendre à une rampe en châtelet d'un système qui favorise la majorité. La gauche, pour l'emporter, doit donc vaincre ses adversaires malgré la loi et malgré le découpage.

Il n'y a pas de bonne loi électorale ou plutôt il n'existe pas de loi électorale éternellement bonne. Au fil des années, tout mode de scrutin finit par accentuer jusqu'à l'intolérable ses défauts, ses injustices. C'est le cas, après vingt ans, pour le système actuellement en vigueur. La seule vertu en cette matière, c'est le changement. Une loi qui changerait obligatoirement tous les dix ans, faisant alterner le système majoritaire et la représentation proportionnelle, n'assurerait-elle pas davantage l'alternance et ne servirait-elle pas mieux l'équité ?

Utopie sans doute, mais pourquoi faut-il que la politique, en France, ne se pose que tous les dix ans, sous la forme d'épreuve de force et de tout ou rien — et, par l'augmentation des minorités, ne conduise dans le miroir brisé du mode de scrutin et du découpage qu'une image toujours brouillée et truquée de la volonté populaire ?

Pour lire les résultats

Nous publions dans les pages qui suivent les résultats du second tour des élections municipales, département par département.

Pour chacun de ceux-ci, nous donnons l'ensemble des villes de plus de trente mille habitants dont le contrôle lui échappe (110 sur 13 pour le C.D.S., 2 sur 4 pour les radicaux, 1 sur 2 pour les réformateurs, 4 sur 4 pour les centristes), mais aussi par le sort malheureux qu'ont connu ses représentants au gouvernement. Le parti radical doit déplorer non seulement l'obligation qui a été faite à Mme Giroud

Après avoir présenté les résultats par ordre décroissant du nombre des voix recueillies par les listes, et mentionné le nombre des élus que celles-ci ont obtenus, nous rappelons

les résultats du premier tour, puis nous indiquons la composition politique du nouveau conseil municipal (par ordre décroissant du nombre des sièges détenus par les formations qui y sont représentées) ainsi que celle du conseil sortant.

Nous précisons toujours quel est le sort du maire sortant.

Divers tableaux et cartes illustrent l'évolution ou la stabilité politique des villes de plus de trente mille habitants.

Les variations de population ayant une incidence directe sur l'effectif des conseils municipaux, il n'est pas rare que le nombre des conseillers nouvellement élus ne corresponde pas à celui des sortants.

ABRÉVIATIONS

act. loc.	action locale (défense des intérêts locaux, municipalité et électorales de même nature)	int. comm.	Intérêts communaux
act. mun.	action municipale	L.C.R.	Ligue communiste révolutionnaire
adj. s.	adjoint sortant	L.O.	Lettre ouverte
anc. c. m.	ancien conseiller municipal	m.	maire
anc. dep.	ancien député	maj.	majorité
anc. m.	ancien maire	M.D.S.F.	Mouvement démocrate socialiste de France
anc. min.	ancien ministre	ml.	ministère
anc. secr. E.	ancien secrétaire d'Etat	mod.	modéré
anc. sén.	ancien sénateur	mod. maj.	modéré favorable à la majorité
app.	apparenté	mov. dém.	Mouvement des démocrates (M. Michel Jobert)
ARC	Association pour la renaissance de la Corse	m. s.	maire sortant
ball.	ballottage	M.S.L.	Mouvement des socialistes libéraux (M. Olivier Stime)
Cent. dem.	Centre démocrate	N.A.F.	Nouvelle Action française (royalistes)
C.D.S.	Centre des démocrates sociaux	non ins.	non inscrit
C.D.P.	Centre Démocratique et Progressiste	prés. cons. gén.	président du conseil général
centrist.	centriste	prés. cons. rég.	président du conseil régional
cent. droit.	centre droit	O.C.T.	Organisation communiste des travailleurs
cent. gauche.	centre gauche (la Fédération des radicaux de gauche et des radicaux favorables à la majorité)	opp.	opposition
Cent. ind.	Centre indépendant (ex-Affiliée républicaine indépendante et libérale)	pers.	personnelles candidates sur les listes de l'Union de la gauche
Cent. rep.	Centre républicain	P.C.	parti communiste
C.I.R.	Convention des institutions républicaines	P.D.S.	parti de la démocratie socialiste (M. Emile Muller)
C.N.F.P.	Centre national des indépendants et paysans	P.F.E.	Parti fédératif européen
c. n. s.	conseiller sortant	P.L.	Progrès et Liberté (M. Jacques Soustelle)
c. s.	conseiller sortant	P.L.F.	Parti libéral de France
dém.	démocrate	P.S.	parti socialiste
dep.	député	P.S.U.	parti socialiste unifié
dir. cent.	directeur central	rad.	radical (favorable à la majorité)
dir. droite.	directeur droite	rad. gauche.	radical de gauche
dir. gauche.	directeur gauche	réform.	réformateur
dir. maj.	directeur majorité	républ.	républicain
dir. min.	directeur minorité	R.I.	Rassemblement indépendant
dir. s.	directeur sortant	R.P.R.	Rassemblement pour la République
E.L.	Eclaireurs-Libéraux (autonomistes alsaciens)	s. étiqu.	sans étiquette
ent.	entente	secr. E.	secrétaire d'Etat
ent. mun.	entente municipale	secr. gén.	secrétaire général
ext. s.	extrême droite	sén.	sénateur
ext. g.	extrême gauche	soc.	socialiste
F.S.D.	Fédération des socialistes démocrates (M. Eric Sturmann)	soc. ind.	socialiste indépendant
F.N.	Front national (M. Jean-Marie Le Pen)	souff.	souffrant
F.P.	Front populaire (gauchistes d'opposition)	suff. expr.	suffrages exprimés
GAM	Groupe d'action municipale	suff. maj.	suffrages exprimés
Gauche dém.	Gauche démocratique (réservée aux sénateurs)	supp.	supplément
gauch.	gauchiste	U.D.B.	Union démocratique bretonne
gauch. diss.	gauchiste dissident	U.D.R.	Union des démocrates pour la République
gauch. maj.	gauchiste favorable à la majorité	U.G.S.D.	Union de la gauche socialiste et démocrate (pour les socialistes et les radicaux de gauche uniquement)
gauch. opp.	gauchiste opposé à la majorité	U.J.P.	Union des jeunes pour le progrès (jeunes gauchistes non R.P.R.)
ind.	indépendant (la Fédération des C.N.L.P. et des E.L.)	Un. cent.	Union centriste (réservée aux sénateurs)
ins.	insérée	Un. dém.	Union démocratique
		Un. g.	Union de la gauche

A Paris

LE DEUXIÈME TOUR

PARIS : M. Chirac sera maire, mais avec une opposition renforcée

Le conseil municipal de Paris se réunira, vendredi matin 25 mars pour élire le maire de la capitale. Il y a tout lieu de penser que M. Chirac sera le seul candidat de la majorité et qu'il sera élu. Au second tour, les listes qu'il parrainait ont enlevé cinquante des cent neuf sièges du conseil; celles patronnées par M. d'Ornano — qui est lui-même éliminé dans le 18^e arrondissement — ont quinze sièges, tandis que la gauche en enlève quarante. M. Chirac peut compter sur la neutralité bienveillante des quatre élus du premier tour dans le 7^e arrondissement où M. Frédéric Dupont, républicain indépendant, avait réussi à présenter la seule liste d'union de la capitale, en association avec un centriste et un R.P.R. Il peut espérer trouver aussi des alliés sur la liste de M. de Bénouville lui-même député apparenté au R.P.R. élue dans le 12^e arrondissement avec la bénédiction de M. d'Ornano et après avoir devancé au premier tour celle officiellement présentée par le R.P.R. Bref, M. Chirac a obtenu ce qu'il voulait, mais, comme l'a constaté M. d'Ornano, à quel prix!

Comparés au potentiel électoral de la majorité présidentielle (censée rassembler les gaullistes, les giscardiens et les centristes) tel qu'on pouvait l'envisager dans chaque arrondissement à partir des résultats de 1971, les résultats de 1977 ne sont pas brillants. Déperdition de voix dans près de la moitié des arron-

dissements et régression en pourcentage des suffrages exprimés, jusqu'à 10 points dans les 9^e et 9 points dans les 2^e et 3^e qui forment un seul secteur. Du coup, la majorité conduite dans ce secteur par M. Jacques Dominati, député, conseiller sortant, secrétaire général des républicains indépendants, est éliminée. Ce n'est guère que dans les 5^e et 17^e arrondissements que le cru majoritaire de 1977 retrouve une proportion de suffrages analogue à celle de 1971.

Divisée le 13 mars, la majorité ne présentait plus qu'une seule liste dans chacun des secteurs et ballottage le 20 mars. Ses résultats d'un tour à l'autre progressent en voix et en pourcentage, sauf dans les 6^e et 16^e arrondissements. Et pour cause! Les électeurs n'avaient d'autre choix, après l'application de la règle d'élimination au-dessous de 12,5 % des inscrits et de l'accord sur les désistements, que de voter pour la seule liste en présence à moins de voter blanc ou d'aller se promener. Il y a beaucoup de défections: 45,62 % d'abstentions dans le 16^e, 45,57 % dans le 6^e. On tombe ensuite à 36,82 % dans le 6^e et, au contraire, à une mobilisation plus grande dans les 13^e (28,04), 12^e (28,27 %) et 18^e (28,31 %) où la compétition était réelle et serrée. Sur l'ensemble de Paris, l'abstentionnisme atteint 32,47 %.

La majorité perd donc du deuxième secteur (2^e et 3^e arrondissements) et ne parvient pas

à enlever le 16^e arrondissement où la gauche sortante avait été élue en 1971 à la faveur d'une élection triangulaire due au maintien d'une liste centriste. Elle progresse d'un tour à l'autre de 3389 voix mais d'un peu plus de 1 point en pourcentage alors que les écologistes avaient rassemblé ici plus de 6 % des suffrages le 13 mars. Si l'on se souvient des hésitations de M. Le Tac, député R.P.R., et de ses amis, à se désister pour MM. d'Ornano et Chirac, on peut imaginer que des suffrages gaullistes ont manqué à l'appel!

En revanche, la majorité conserve avec 1200 voix d'avance le 10^e arrondissement (M. Marcus, R.P.R.) et, avec son millier de suffrages en plus, le 14^e (M. de la Malène).

Ces résultats seront analysés de deux façons: pour M. d'Ornano, ils montrent que la majorité a pâti de ses divisions; pour M. Chirac, ils prouvent que, grâce à leur implantation et à leur comportement politique, les élus du R.P.R. sont mieux à même de résister à la poussée de la gauche que leurs alliés, et parfois concurrents de la majorité. Pour faire cette démonstration, les amis de M. Chirac n'ont pas hésité à diversifier leurs listes de telle sorte que dans le nouveau conseil, avec 19 sièges en plus, il n'y a plus que 31 R.P.R. au lieu de 35 dans le précédent. Les centristes, les C.N.I. et surtout les apolitiques sont plus nombreux.

L'union de la gauche, pour qui s'était désistée

l'extrême gauche, progresse par rapport à 1971 et dans tous les arrondissements par rapport à ses résultats du 13 mars. D'un tour à l'autre, ses gains varient de plus de 11 points (17^e arrondissement) à plus de 16 points (5^e arrondissement). On constate que, dans les arrondissements où elle était présente, à l'exception du 17^e arrondissement, l'union de la gauche progresse dans une proportion égale à la somme des pourcentages de l'extrême gauche et des écologistes au premier tour et davantage encore dans les 9^e, 10^e, 19^e et 20^e arrondissements. Comme il y a tout lieu de penser que les forces de l'écologie n'ont pas unanimement voté pour la gauche — bien qu'ils penchaient dans ce sens selon M. Brice Lalonde — c'est donc que des électeurs du centre et même du R.P.R. n'ont pas hésité à donner leurs suffrages à des socialistes et des communistes pour manifester leur opposition à la majorité. Ainsi, M. Dapray, proche collaborateur de M. Mitterrand dans les 2^e et 3^e arrondissements, avec 985 voix d'avance seulement et, comme on l'a vu ci-dessus, de MM. Baillet (P.C.) et Estier (P.S.) dans le 18^e arrondissement.

L'union de la gauche gagne dix sièges dans une ville où l'évolution démographique la dessert. C'est un succès qui vaut bien celui de M. Chirac.

ANDRÉ LAURENS.

1^{er} SECTEUR

1^{er} et 4^e arrondissements
Insc. 36 026; suff. expr. 22 506.
Chirac (4 élus): M. Pierre-Charles Krieg, dép. c.s. (R.P.R.); Mme Monique Garnier-Lançon, c.s. (R.P.R.); M. André Mennier (apolitique); Robert Grilhou (C.N.I.), 12 970.
Un. g.: Mme Marie-Thérèse Bidjeck (P.C.), 10 558.
Au premier tour: Un. g. (Mme Bidjeck), 7 084; Chirac (M. Krieg), 6 559; d'Ornano (M. Galland, 5 315; écol. (M. Delarue), 2 617; ext. g. (M. Rousseau), 778; Jobert (M. Chastang), 390; Le Pen (M. de la Souche), 376; apol. et mod. (M. Baudouin), 259; royaliste (M. O'Driscoll), 127.

2^e SECTEUR

2^e et 3^e arrondissements
Insc. 33 113; suff. expr. 21 267.
Un. g. (4 élus): M. Georges Dayan (P.C.); Pierre Dabedies (républicain de progrès); Jack Lang (app. U.G.S.D.), 12 576.
D'Ornano: M. Jacques Dominati, dép. c.s. (R.I.), 11 711.
Au premier tour: Un. g. (M. Dayan), 8 763; d'Ornano (M. Dominati), 7 717; Chirac (Mme Chourau, rad.), 2 847; écol. (Mme Maurice), 2 271; ext. g. (Mme Allain), 698; Le Pen (M. Charpentier), 404; Jobert (M. Michel), 379; apol. et mod. (M. Cohen), 181; royaliste (M. Giraud), 73; Paris pour tous (Mlle Fossorier), 0.

3^e SECTEUR

5^e arrondissement
Insc. 41 261; suff. expr. 23 553.
Chirac (4 élus): M. Jacques Chirac, dép. (R.P.R.); Jean Tiberi, dép. c.s. (R.P.R.); Florian

Delbarre (apolitique); Roger Romani, c.s. (R.P.R.), 16 098.
Un. g.: Mme Cécile Goldet (P.S.), 12 436.

Au premier tour: Chirac (M. Chirac), 11 196; un. g. (Mme Goldet), 6 222; d'Ornano (Mme Jungers, R.I.), 4 179; écol. (M. Lalonde), 4 107; ext. g. (M. Mailaud), 628; Jobert (Mlle Charpentier), 489; Le Pen (M. Duprat), 317; Don Quichotte (M. Dupont), 236; Les Femmes dans la cité (Mme Chateaux), 226; royaliste (M. Coustenoble), 51.

4^e SECTEUR

6^e arrondissement
Insc. 38 851; suff. expr. 22 425.
Chirac (4 élus): M. Pierre Bas, dép. c.s. (R.P.R.); François Collet, c.s. (R.P.R.); Raymond Dohet, c.s. (Nouveau Contrat social); Pierre Récamier (apolitique); 12 932.
Un. gauche: M. Alain Barrau (P.S.), 8 493.

Au premier tour: Chirac (M. Bas), 8 808; gauche (M. Barrau), 5 218; d'Ornano (M. Saint-Marc, C.D.S.), 5 068; écol. (M. Hensch), 3 235; Jobert (M. Altier), 476; ext. g. (M. Alzenberg), 444; Le Pen (M. Duclos), 356; royaliste (M. Aumont), 58.

5^e SECTEUR

7^e arrondissement
Union anticolluctiviste pour la gestion municipale (4 élus au premier tour): M. Edouard Frédéric-Dupont, dép. c.s. (R.I.); Philippe Mithouard, c.s. (C.D.S.); Jean-Philippe Hublin (R.P.R.); Jean Maguin (R.I.).

6^e SECTEUR

8^e arrondissement
Insc. 29 214; suff. expr. 12 571.
Chirac (4 élus): M. Mau-

rice Couve de Murville, dép. (R.P.R.); Raymond Bourthine (C.N.I.); François Lebel (R.P.R.); Roger Monnet (apol.), 12 297.
D'Ornano: M. Philippe Tolin (qui s'était retiré après le premier tour), c.s. (C.D.S.), 274.

Au premier tour: Chirac (M. Couve de Murville), 7 411; d'Ornano (M. Tolin), 5 272; gauche (M. Lesage, P.S.), 2 945; écol. (Mlle Dorville), 1 887; Le Pen (M. Bayvet), 462; Jobert (M. Millet), 431; ext. g. (M. Le Bre), 258; apol. et mod. (Mme Aobin-Linais), 207; royaliste (M. Dubois), 56.

7^e SECTEUR

9^e arrondissement
Insc. 38 858; suff. expr. 24 626.
Chirac (4 élus): M. Gabriel Kasperik, dép. c.s. (R.P.R.); Raymond Colbeau, c.s. (R.P.R.); Mme Jacqueline Nebout (rad.); M. Edmond Poli (apolitique), 12 218.

Un. gauche: M. Stephan Regiani (P.S.), 9 408.
Au premier tour: Chirac (M. Kasperik), 9 541; gauche (M. Regiani), 8 447; d'Ornano (M. de la Fournière, R.I.), 4 311; écol. (Mlle Rouxel), 1 592; apol. et mod. (M. Cortegiani), 972; ext. g. (Mlle Couquill), 645; rep. dém. ind. (M. Babib), 585; Le Pen (M. Silve), 439; royaliste (M. Peres), 71.

8^e SECTEUR

10^e arrondissement
Insc. 50 968; suff. expr. 33 597.
Chirac (4 élus): M. Claude-Gérard Marcus, dép. c.s. (R.P.R.); Léon Cros, c.s. (R.P.R.); Jean Romanetti (C.N.I.); Claude Chailat (apolitique), 17 405.
Un. gauche: M. Alain Lhostis, c.s. (P.C.), 16 197.

Au premier tour: gauche (M. Lhostis), 11 730; Chirac (M. Marcus), 10 369; d'Ornano (M. Villeneuve, ss. écol.), 5 349; ext. g. (M. Prager), 1 013; Le Pen (M. Kohler), 711; Jobert (Mme Temple), 645; apol. et mod. (M. Simakis), 208; royaliste (M. Cornu), 107.

9^e SECTEUR

11^e arrondissement
Insc. 61 339; suff. expr. 36 082.
Un. gauche (4 élus): M. Maurice Berlemont, c.s. (P.C.); Georges Sarre, c.s. (P.S.); Guy Gennesseaux (M.R.G.); Mmes Liliane Brodelle, c.s. (P.C.); Thérèse Elmer (P.S.); M. Roland Wlos, c.s. (P.C.), 29 810.

Chirac: M. André Fanton, dép. (R.P.R.), 26 172.
Au premier tour: gauche (M. Berlemont), 22 848; Chirac (M. Fanton), 13 849; d'Ornano (M. Babes, ss. écol.), 6 988; écol. (M. Fromus, ss. écol.), 6 988; ext. g. (M. Thoraval), 1 705; Le Pen (M. Bousquet), 1 137; Jobert (M. Perinetti), 1 130.

10^e SECTEUR

12^e arrondissement
Insc. 63 731; suff. expr. 38 462.
D'Ornano: M. Union (6 élus): M. André Planche, c.s. (R.P.R.); Fernand Rombach (sans étiquette); Paul Perrin (C.D.S.); Jean-Pierre Burtiez (R.I.); Bernard Tielez (rad.); Pierre de Benouville, dép. (app. R.P.R.), 30 290.

Un. gauche: M. Jean-Baptiste Bouis (P.S.), 28 172.
Au premier tour: Gauche (M. Bouis), 19 631; 12^e (M. Planche), 13 973; Chirac (M. Magaud, R.P.R.), 13 596; écol. (M. Sockeel), 5 824; ext. g. (Mlle Golum), 1 969; Jobert (M. Rochet), 1 299; Le Pen (M. Chausset), 991.

11^e SECTEUR

13^e arrondissement
Insc. 68 709; suff. expr. 32 201.
D'Ornano: M. Union (6 élus): M. André Voguet, c.s. (P.C.); Louis Monlinet, c.s. (P.S.); Mme André Delbos, c.s. (P.C.); M. Jean-Pierre Welterlin (P.S.); M. Jean-Pierre Welterlin (P.S.); Mme Danièle Soummer (P.C.); M. Daniel Benassaya, c.s. (P.S.); Claude Masson (P.C.), 35 478.

Chirac: M. Claude Arisse (R.P.R.), 26 723.
Au premier tour: Gauche (M. Voguet), 26 723; Chirac (M. Arisse), 13 530; d'Ornano (M. Dubail), 9 641; écol. (Mme Bardin), 7 170; ext. g. (M. Eiten-schenik), 2 284; Jobert (M. Tremblay), 1 430; Le Pen (Mme Fenucci), 835; royaliste (M. Renouvin), 224.

12^e SECTEUR

14^e arrondissement
Insc. 83 785; suff. expr. 57 618.
Chirac (7 élus): M. Christian de la Malène, dép. c.s. (R.P.R.);

13^e SECTEUR

15^e arrondissement
Insc. 132 466; suff. expr. 89 002.
Chirac (11 élus): Mme Nicole de Hanteleque, dép. c.s. (R.P.R.); M. Jacques Maréte, c.s. (R.P.R.); Claude Roux, dép. c.s. (R.P.R.); Bernard Rocher, c.s. (R.P.R.); Antoine Veil, c.s. (R.P.R.); Georges Escudé (centriste); Claude-André Debrion, c.s. (R.P.R.); Michel Jannot (C.N.I.); Guy Longeville (rad.); Alain Bise (R.P.R.), 51 072.

Un. g.: M. André-Marie Rocque (P.S.), 37 930.
Au premier tour: Chirac (M. de Hanteleque), 27 724; gauche (M. Rocque), 26 028; d'Ornano (Mme Giroud, rad.), 21 274; écol. (Mme Schmeiter), 9 461; ext. g. (Mlle Ponceau), 2 523; Jobert (M. Galy-Dejean), 2 320; Le Pen (M. Le Pen), 1 703.

14^e SECTEUR

16^e arrondissement
Insc. 103 813; suff. expr. 45 748.
D'Ornano (9 élus): M. Pierre

15^e SECTEUR

17^e arrondissement
Insc. 104 920; suff. expr. 68 271.
Chirac (8 élus): M. Philippe Lafay (R.P.R.); Mme Hélène Mussoffe, dép. (R.P.R.); M. Jean de Fréumont, dép. c.s. (R.P.R.); Robert Casso, c.s. (apolitique); Maurice Weill, c.s. (apolitique); Mme Micheline Elieyrie (écologiste); M. Pierre Chedot, c.s. (R.P.R.); Serge Jeanneret (apolitique); 44 610.
Un. g.: Mme Colette Kahn (P.S.), 23 661.

Au premier tour: Chirac (M. Lafay), 26 843; gauche (Mme Kahn), 18 411; d'Ornano (M. Garson, C.D.S.), 15 788; écol. (M. Guillemain), 6 760; ext. g. (M. Topolanski), 1 979; Jobert (Mme Paulvet), 1 574; Le Pen (Mme Baekeroot), 1 244.

16^e SECTEUR

18^e arrondissement
Insc. 112 199; suff. expr. 78 347.
Un. g. (9 élus): M. Louis Baillet, dép. c.s. (P.C.); Claude

Répartition des sièges dans les dix-huit secteurs

ARR.	P.C.	P.S.	M.R.G.	DIV. G.	GAULL. B.P.P.	CENT. C.D.S.	RAD.	R.I.	R.P.R.	C.N.I. (ind.)	S. ET.
1 ^{er} et 4 ^e	1	1		1 (1)	1 (2)				2	1	1
2 ^e et 3 ^e									3		1
5 ^e						1 (3)			2		1
6 ^e						1			2	1	1
7 ^e									2	1	1
8 ^e									2	1	1
9 ^e									2	1	1
10 ^e									2	1	1
11 ^e									4	1	1
12 ^e									4	1	1
13 ^e									4	1	1
14 ^e									4	1	1
15 ^e									4	1	1
16 ^e									4	1	1
17 ^e									4	1	1
18 ^e									4	1	1
19 ^e									4	1	1
20 ^e									4	1	1
TOTAL	22	14	2	1	1	11	3	8	31	5	11

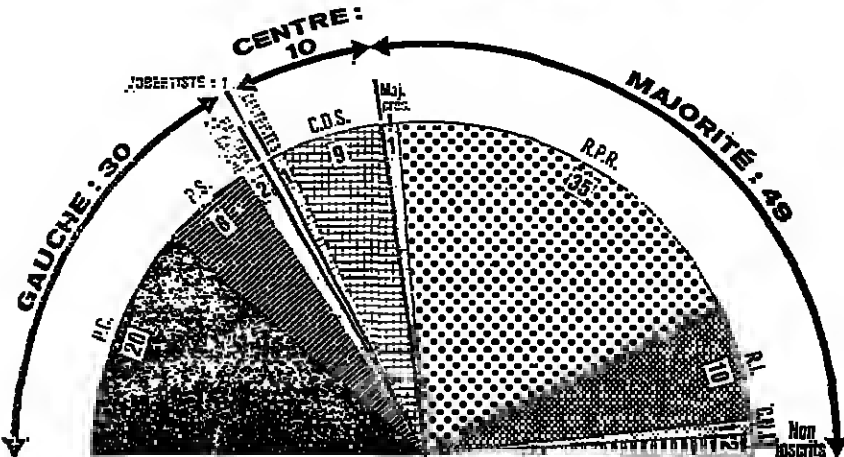
(1) M. Jack Lang, app. U.G.S.D.

(2) M. Pierre Gabezies.

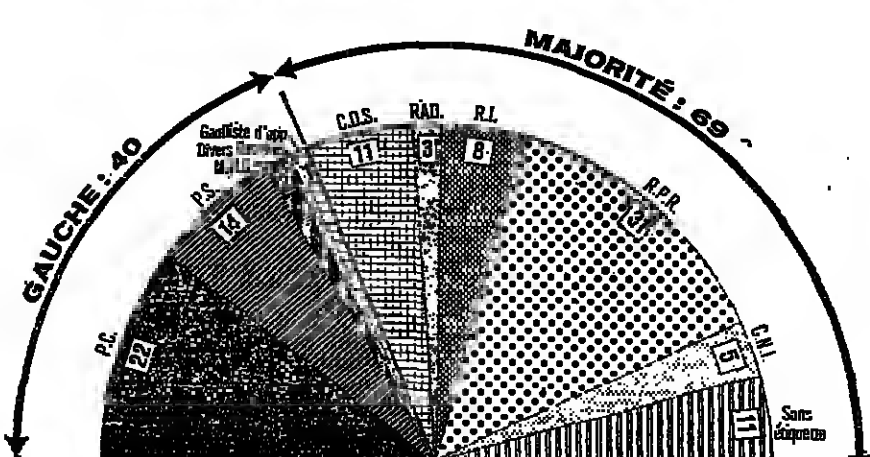
(3) M. Raymond Dohet, Nouveau Contrat Social.

(4) Dont Mlle Coutard, Démocrate.

Conseil sortant



Nouveau conseil



CHALAN

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Dans la région parisienne

ESSONNE

Bettier, c. s. (P.S.) ; Mme André Lefèvre, c. s. (P.C.) ; MM. Daniel Vaillant (P.S.) ; Jean Gajer, c. s. (P.C.) ; Lionel Joseph (P.S.) ; Mme Monique Brown (P.C.) ; M. Bertrand Deland (P.S.) ; Mme Noëlle Guilbon (P.C.), 41 063.

D'Ornano : M. Roger Chénand, dép. (R.I.), 37 254.

An premier tour : gauche (M. Baillou), 30 248 ; d'Ornano (M. d'Ornano), 30 725 ; Chirac (M. Le Tard), 13 135 ; écol. (Mme Gaudrat), 6 048 ; extr. g. (M. Vrain), 2 248 ; La Pen (M. Cabanac), 1 482 ; Robert (M. Frenot), 1 186 ; comité d'action des pensionnés (M. Livron), 7.

17^e SECTEUR

Insc. 12 738 ; suff. expr. : 48 892.

Un. g. (8 élus) : MM. Henri Eschlin, dép. (P.C.) ; Pierre Guédon, c. s. (P.S.) ; Pierre Matthei, c. s. (M.R.G.) ; Mme Michèle Camous, c. s. (P.C.) ; Mlle Françoise Durand (P.C.) ; M. Jean Liard, c. s. (P.C.), 28 386.

D'Ornano : Mme Annie Bonchans (sans étiquette), 20 612.

An premier tour : gauche (M. Eschlin), 21 369 ; d'Ornano (Mme Bonchans), 9 380 ; Chirac (M. Ailland), 4 424 ; écol. (Mme Arnoux), 4 389 ; extr. g. (Mme Légal), 1 716 ; Robert (M. Lefèvre), 1 388 ; La Pen (M. Pauty), 1 018 ; Rien que des femmes (Mme Guillerm), 578 ; royaliste (M. Bessière), 165 ; Pollution et renouveau (M. Funderbuel), 8.

18^e SECTEUR

Insc. 94 856 ; suff. expr. : 68 039.

Un. g. (7 élus) : MM. Henri Maillat, c. s. (P.C.) ; Michel Charvet (P.S.) ; Mme Christiane Schwartzbard, c. s. (P.C.) ; Noëlle Martier (P.S.) ; Mme Michel Fergnec, c. s. (P.C.) ; André Lianes (P.S.) ; Mme Lydia Monbet (P.C.), 38 068.

D'Ornano : M. Claudié Gombeyre, Steiner (R.I.), 26 981.

An premier tour : gauche (Mme Schwartzbard), 28 718 ; d'Ornano (M. Gombeyre), 13 882 ; Chirac (M. Herbulot), 10 642 ; écol. (Mme Fernandez), 6 104 ; extr. g. (M. Bennatmar), 2 102 ; Robert (M. Boles), 1 578 ; La Pen (M. Lefort), 1 294 ; Pour le gouvernement ouvrier et paysan (M. Assouline), 139.

M. Robert Lakota (P.C.), président du conseil général de l'Essonne, ne cachait pas ce lundi 21 mars, à la préfecture d'Evry, sa grande satisfaction au vu des résultats plus que favorables à l'opposition à l'issue du second tour. En effet, l'union de la gauche l'emporte dans presque toute la zone urbanisée du nord du département : Yerres, Orsay, Montgeron et Etampes.

Seule Brunoy a résisté, n'accordant que 9 sièges sur 27 à la gauche, en raison sans doute du maintien au second tour d'une liste écologiste. Fait original : M. René Mennesson, maire adjoint sortant, tête de la liste modérée qui a remporté 18 sièges, n'a lui-même été élu. En revanche, M. Georges Thévenon (mod.), conseiller général et maire sortant d'Orsay perd sa municipalité au profit de l'union de la gauche. L'opposition a gagné dans toutes les villes de plus de neuf mille habitants où elle était en ballottage favorable.

An sud du département ainsi la gauche s'implante, pulvérise Etampes sur un maire communiste. Dans cette sous-préfecture, l'opposition a confirmé sa victoire du premier tour, puisque la liste menée par M. Gérard Lefranc (P.C.), conseiller général, a emporté 9 sièges sur les 11 qui restaient en ballottage. Ce dernier, âgé de vingt-quatre ans, sera vraisemblablement le plus jeune maire et conseiller général de l'Essonne.

Enfin Les Ulis, commune nouvellement créée entre Orsay et Brunoy-sur-Yvette, a élu, dit-on, de surcroît (en vain) le siège de M. Thévenon, enregistrant également le succès de la gauche qui s'était traduit, dès le premier tour, par l'acquisition de la préfecture et de cinq villes de plus de trente mille habitants (Evry, Athis-Mons, Corbeil-Essonnes, Sainte-Geneviève-des-Bois et Savigny-sur-Orge pour le P.C. ; Massy pour le P.S.), tandis que les modérés gardaient Viry-Châtillon.

BRUNOY

Insc. 12 968 ; suff. expr. : 10 047.

Act. loc. (M. Mennesson, mod.), 4 550 ; 18 ELUS.

Un. g. (M. Jacob, rad. g.), 4 532 ; 9 ELUS.

Écol. (M. Gavarvy, div. g.), 892.

M. Prédet, sén. non ins. m. s. ne se représentait pas.

An premier tour : P.C.-rad. g. (M. Mennesson), 1 559 ; P.S. (M. Gypars), 1 531 ; mod. (M. Ducas), 1 487 ; mod. (M. Cockerton), 1 271 ; écol. (M. Gavarvy), 1 181.

Nouveau conseil : 18 mod. maj. 5 P.S., 4 rad. g.

Sortants : 21 mod. maj., 4 R.I., 2 R.P.R.

ETAMPES

Insc. 10 588 ; suff. expr. : 7 812.

Un. g. (M. Lefranc, P.C. cons. g.), 3 888 ; 9 ELUS.

Mod. maj. (M. Albert, adj. s.), 3 836 ; 2 ELUS.

M. Barrière, mod. maj. m. s. ne se représentait pas.

An premier tour : Un. g. (M. Lefranc, P.C.), 3 883 ; 16 ELUS ; mod. maj. (M. Albert), 2 251 ; mod. (M. Créange), 1 387.

Nouveau conseil : 15 P.C., 9 P.S., 2 mod., 1 P.S.U.

Sortants : 18 mod. maj., 4 R.I., 2 R.P.R.

MONTGERON

Insc. 14 229 ; suff. expr. : 11 380.

Un. g. (M. Hardoin, P.S. cons. g.), 5 784 ; 27 ELUS.

MAJ. (M. Jossé, R.P.R., adj. s.), 5 532.

M. Cachat, mod. maj. m. s. ne se représentait pas.

An premier tour : Un. g. (M. Hardoin, P.S.), 4 947 ; mod. maj. (M. Jossé, R.P.R.), 2 650 ; mod. (M. Pernet, rad.), 1 340 ; act. loc. (M. Cornu), 378.

Nouveau conseil : 15 P.S., 9 P.C., 3 rad. g.

Sortants : 21 mod. maj.

ORSAY

Insc. 8 489 ; suff. expr. : 8 505.

Un. g. (M. Laurent, P.S.), 3 410 ; 27 ELUS.

MOD. MAJ. (M. Thévenon, mod. cons. g.), m. s.), 3 062.

An premier tour : mod. maj. (M. Thévenon, mod.), 2 560 ; P.S. (M. Laurent), 1 993 ; P.C. (M. Détras), 1 507.

Sortants : 13 mod. maj., 7 div. 2 P.S.U., 2 P.S.

Nouveau conseil : 15 P.S., 9 P.C., 2 P.S.U., 2 P.S.

Sortants : 21 mod. maj., 4 R.I., 2 R.P.R.

YERRES

Insc. 13 968 ; suff. expr. : 10 192.

Un. gauche (M. Lucas, P.S.), 5 824 ; 27 ELUS.

Cent. g. (Mme Charbonneau), 4 192.

M. Delmet (P.S.U.), qui ne se représentait pas, 111.

M. Sanouillet, cent. m. s. ne se représentait pas.

An premier tour : Un. g. (M. Lucas, P.S.), 4 819 ; mod. (M. Cosme, mod. maj.), 3 602 ; P.S.U. (M. Aubry), 1 362.

Nouveau conseil : 14 P.S., 11 P.C., 2 rad. g.

Sortants : 11 div. g., 7 P.C., 6 P.S., 4 R.P.R.

HAUTS-DE-SEINE

Dans quatorze villes de plus de 30 000 habitants et dans douze autres communes, le premier tour avait été décisif. Dans les premières, le parti communiste avait acquis les municipalités de Nanterre, Bagneux, Colombes, Gennevilliers, Levallois-Perret et Malakoff ; le P.S. celles de Suresnes, le R.P.R. celles d'Asnières, Boulogne-Billancourt et Neuilly ; les R.I. celle de Courbevoie ; les modérés favorables à la majorité celles de Clamart, Montreuil et Puteaux.

Tout compte fait, les élections municipales dans ce département se sont caractérisées par une grande stabilité puisque les électeurs d'une seule commune n'auront pas reconduit la municipalité sortante : à Antony, M. Suant (mod. maj.) a été battu par M. Aubry (P.C.), édile sortant, qui lui avait enlevé l'an dernier son poste de conseiller général. La gauche a donc marqué un point. A Chichy, le maire sortant M. Levillain (P.S.) ne se représentant pas, une primaire avait opposé socialistes et communistes. Les socialistes l'ont finalement emporté. Dans trois villes, les écologistes ont arbitré le second tour du scrutin. Les voix des « verts » se sont partagées entre la gauche et la majorité, et la mobilisation des abstentionnistes a permis à M. Baume (R.P.R.) président du conseil général, de retrouver son mandat à Rosel-Malmaison, ainsi que M. Gauer (R.I.) à Meudon et M. Menand (M.D.S.F.), qui affrontait M. Ducloux (P.C.), député, à Issy-les-Moulineaux. Celui-ci a échoué de 44 voix.

A Châtigny-Malabry, les socialistes gardent les commandes, à Châtillon, M. P. Massand (R.P.R.), ancien ministre, n'a pu l'emporter devant M. Le Dauphin (P.C.), maire sortant. A Fontenay-aux-Roses, la liste de la majorité a été élue, alors que M. Dollivet, maire sortant, n'était pas reconduit dans son mandat. M. Goldner (C.D.S.) est réélu à Sceaux, M. Roche (R.P.R.) à Vanves, et à Bourg-la-Reine, où M. Thienlin (C.D.S.) ne se représentant pas, M. Nombot prendra sa succession.

ANTONY

Insc. 34 888 ; suff. expr. : 25 428.

Un. g. (M. Aubry, P.C. cons. g.), 13 837 ; 35 ELUS.

MAJ. (M. Suant, app. R.P.R. m. s.), 11 549.

An premier tour : Un. gauche (M. Aubry, P.C.), 11 824 ; maj. (M. Suant, app. R.P.R.), 7 886 ; act. loc. (M. Bismessier), 4 788.

Nouveau conseil : 16 P.C., 11 P.S., 5 M.R.G., 2 s. étig., 1 P.S.U.

Sortants : 19 mod. maj., 7 soc. ind., 5 cent. dém., 4 U.D.R.

ISSY-LES-MOULINEAUX

Insc. 27 468 ; suff. expr. : 20 228.

MAJ. (M. Menand, M.D.S.F. m. s.), 10 141 ; 33 ELUS.

Un. g. (M. Ducloux, P.C. dép. c. g.), 10 087.

An premier tour : Un. g. (M. Ducloux), 6 788 ; maj. (M. Menand), 6 715 ; écol. (M. Philippart), 1 775.

Nouveau conseil : 9 R.P.R., 8 M.D.S.F., 4 s. étig., 3 R.I., 3 C.D.S.

Conseil sortant : 13 soc. ind., 10 cent. dém., 7 s. étig., 1 P.C., 1 P.S., 1 M.R.G.

CHÂTIGNY-MALABRY

Insc. 17 132 ; suff. expr. : 12 108.

Un. g. (M. Vons, P.S. m. s.), 5 641 ; 31 ELUS.

MAJ. (M. Boué, R.P.R. m. s.), 5 467.

An premier tour : Un. gauche (M. Vons), 5 361 ; maj. (M. Boué), 3 751 ; maj. (M. Dupuy), 1 744 ; div. g. (P.S.U. Mme Libessart), 788.

Nouveau conseil : 16 P.S., 14 P.C., 1 M.R.G.

Sortants : 18 P.S., 12 mod. maj., 2 P.C.

MEUDON

Insc. 31 161 ; suff. expr. : 21 943.

MAJ. (M. Gauer, R.I. m. s.), 11 301 ; 35 ELUS.

Un. g. (M. Neuville, P.S.), 10 642.

An premier tour : maj. (M. Gauer), 9 880 ; m. g. (M. Neuville), 8 264 ; écol. (M. Delpit), 3 773.

Nouveau conseil : 9 s. étig., 8 C.D.S., 7 M.D.S.F., 6 R.I., 5 R.P.R.

Sortants : 11 s. étig., 8 soc. ind., 6 R.I., 6 cent. dém., 2 U.D.R., 1 rad., 1 C.N.I.

CLICHY

Insc. 25 518 ; suff. expr. : 9 808.

P.S. (M. Roche, P.S.), 9 805 ; 33 ELUS.

Le maire sortant M. Levillain (P.S.) ne se représentait pas.

An premier tour : P.S. (M. Roche), 7 388 ; P.C. (M. Schmaus), 1 201 ; maj. (Mme Botton, R.P.R.), 2 898.

Nouveau conseil : 17 P.S., 8 M.R.G., 8 div. g.

Sortants : 20 P.S., 11 div. g.

RUBILLON

Insc. 38 150 ; suff. expr. : 28 667.

MAJ. (M. Baume, R.P.R. dép. m. s. prés. du cons. g.), 15 438 ; 37 ELUS.

Un. g. (M. Dufour, P.C.), 13 177.

An premier tour : maj. (M. Baume), 13 524 ; un. g. (M. Dufour),

11 659 ; écol. (M. Legeur), 3 274.

Nouveau conseil : 24 s. étig., 7 R.P.R., 5 C.D.S., 1 R.I.

Sortants : 22 s. étig., 7 R.P.R., 5 cent. dém., 3 div. g.

BOURG-LA-REINE

Insc. 11 765 ; suff. expr. : 8 408.

Maj. (M. Nombot, C.D.S. cons. g.), 4 368 ; 27 ELUS.

Un. g. (M. Forette, P.C.), 2 883.

Écologie (M. Fralet), 1 184.

M. Thienlin, C.D.S., ne se représentait pas.

An premier tour : maj. (M. Nombot), 3 878 ; Un. g. (M. Forette), 2 947 ; écol. (M. Fralet), 1 178.

Nouveau conseil : 14 C.D.S., 13 R.P.R.

Conseil sortant : 15 ind. et cent. dém., 12 U.D.R. et div.

CHATILLON

Insc. 17 065 ; suff. expr. : 12 691.

Un. gauche (M. Le Dauphin, P.C. m. s. cons. g.), 6 751 ; 27 ELUS.

Maj. (M. Massand, R.P.R.), 5 919.

An premier tour : Un. gauche (M. Le Dauphin), 6 000 ; maj. (M. Massand), 4 761 ; majorité (M. Germond, R.I.), 767 ; div. g. (Mme Camille), 588.

Nouveau conseil : 13 P.C., 6 P.S., 4 s. étig., 1 M.R.G., 1 P.S.U.

Conseil sortant : 14 P.C., 5 P.S., 5 P.A.U., 3 cent. dém.

FONTENAY-AUX-ROSES

Insc. 14 889 ; suff. expr. : 11 178.

Maj. (M. Dollivet, mod. m. s.), 5 301 ; 26 ELUS.

M. Dollivet est battu.

Un. gauche (M. Le Ball, P.S.), 5 177.

Écologie (M. Grielen), 697.

An premier tour : Un. gauche (M. Le Ball), 4 416 ; maj. (M. Dollivet), 4 325 ; écol. (M. Grielen), 1 818.

Nouveau conseil : 14 div. maj., 6 R.P.R., 4 R.I., 1 P.S.

Conseil sortant : 18 s. étig., 11 soc. ind.

SCEAUX

Insc. 13 945 ; suff. expr. : 9 468.

Maj. (M. Goldner, C.D.S. m. s.), 5 471 ; 27 ELUS.

Un. gauche (M. Bross, P.S.), 3 857.

An premier tour : majorité (M. Goldner), 3 612 ; Un. gauche (M. Bross), 3 224 ; act. locale (M. Weber), 2 592.

Nouveau conseil : 15 s. étig., 9 C.D.S., 3 R.P.R.

Conseil sortant : 15 s. étig., 9 cent. dém., 3 U.D.R.

VANVES

Insc. 14 624 ; suff. expr. : 11 086.

Maj. (M. Roche, R.P.R. m. s.), 5 754 ; 27 ELUS.

Un. gauche (M. Thibault, P.S.), 5 271.

An premier tour : maj. (M. Roche), 5 180 ; P.S. (M. Thibault), 3 009 ; P.C. (Mme Bataillon), 1 918 ; ext. g. (M. Pinaud), 328.

Nouveau conseil : 11 R.P.R., 7 C.D.S., 7 s. étig., 2 R.I.

Conseil sortant : 10 mod., 9 U.D.R., 6 s. étig., 3 C.N.I.

(Lire la suite page 8.)

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT RIVE GAUCHE

VENTES

Mardi

EXPOSITION

S. 1. - Livres anciens et modernes, tal. 16. Livres mod. illustrés.

S. 4. - Affiches publiées 1800-1823.

S. 18. - Meubles, objets d'art 18^e.

S. 12. - Tableaux anc. et modernes, meubles anciens.

VENTES

Palais Galliera - Expo. 21-23 h.

S. 1. - Coll. J. Borel, tableaux sul. à chaux, tableaux sculpt. modernes.

VENTES

Anc. coll. H. de Rothschild, bijoux, bijoux turques de Chine, les manières et s'ajoutent aux 18^e tableaux, Bruxelles et Gobelins 10^e et 17^e.

CHALMETTE Cadeaux :

la garniture de bureau



le meuble de rangement aussi à votre convenance. (téléphone, disques, HI-FI, T.V., dossiers suspendus)

CHALMETTE

PARIS
17, Bd Maiesherbes, 75008
Tél. 265-10-89
55, Bd Raspail, 75006
Tél. 548-45-23

BRUXELLES
247, Galerie Port Louise
Tél. (02) 11-44-23
24, Cours de Vincennes, 75012
Tél. 307-99-21



EUROPARTENAIRE

le groupe bancaire international pour vos affaires dans le monde.

CREDIT LYONNAIS et ses partenaires

BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK

Dans la région parisienne

LE DEUXIÈME TOUR

SEINE-SAINT-DENIS

Le premier tour, l'élection avait été acquise dans dix-huit villes de plus de 30 000 habitants et dans seize autres communes. Pour les premières, le résultat avait été à l'avantage du P.C. à Bobigny, Aubervilliers, Aulnay, Bagneux, Le Blanc-Mesnil, Bondy, La Courneuve, Drancy, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin, Rosny-sous-Bois, Saint-Denis, Saint-Ouen, Sevran (enlevé au P.S.), Stains, et à l'avantage des socialistes à Epinay et Livry-Gargan.

Au second tour, la majorité perd les deux seules communes de plus de 30 000 habitants qu'elle détenait : à Cagny, M. Raymond Valmet, député (R.P.R.), conseiller général et maire sortant, est battu de 178 voix par M. Claude Favretto (P.C.) en raison du mauvais report des voix centristes qui s'étaient portées au premier tour sur la liste de M. Freschard (C.D.S.), à Noisy-le-Grand, Mme Marie-Thérèse Goutmann, sénateur (P.C.), élimine M. Marius Séréille, conseiller général (mod. maj.) et maire sortant, malgré le report incomplet sur son nom des suffrages obtenus au premier tour par la liste socialiste conduite par M. Colomer (P.S.).

Si la majorité résiste victorieusement au Bourget, elle doit céder à la gauche Neuilly-sur-Marne, commune enlevée par M. Jacques Mahéas, conseiller général (P.S.), et Villepinte qui revient à M. Ange Baragiolli (P.C.).

A Villepinte, le succès de la gauche inespéré avant le premier tour et à peine envisagé avant le second a provoqué la surprise des premiers intéressés. Témoin ce candidat inscrit pour le principe sur la liste socialiste de M. Maitras et qui se retrouve conseiller municipal. Il devra faire chorus avec ses amis et centristes, sans fausse note, car si la gauche a éliminé le maire sortant, M. Robert Calméjane, ancien député U.D.R., conseiller général, elle devra compter avec une forte minorité (treize conseillers sur vingt-sept).

Le parti socialiste enlève donc deux villes et progresse partout, mais cède Sevran au P.C. qui gagne cinq maires.

Les élections municipales de 1977 avaient donné vingt-deux communes au P.C., six au P.S. et douze à la majorité. Le scrutin de mars 1977 attribue vingt-sept mairies au P.C., sept au P.S. et six à la majorité, chiffres qui correspondent parfaitement à la répartition des sièges au conseil général de la Seine-Saint-Denis.

GAGNY

Insc. : 21 347 ; suff. expr. : 16 400.
Un. gauche (M. Favretto, P.C.), 8 229 ; ... 31 ELUS.
Maj. (M. Valmet, R.P.R.), 8 229 ; ... 31 ELUS.
C.D.S. mod. maj., 3 083.
M. Kremser, mod. maj., m. s. ne se représentait pas.
Au premier tour : P.S. (M. Mahéas, cons. gén.), 3 881 ; Un. dém. (M. Sens, P.C.), 2 865 ; maj. (M. Morin, R.P.R.), 2 835.
Nouveau conseil : 15 P.S., 14 P.S., 2 div. g.
Sortants : 14 R.P.R., 12 mod. maj., 3 C.D.S., 2 R.I.

NOISY-LE-GRAND

Insc. : 15 514 ; suff. expr. : 11 839.
Un. g. (Mme Goutmann, P.C. sén.), 6 123 ; ... 31 ELUS.
Maj. (M. Séréille, mod. maj., cons. gén. m. s. R.P.R., R.I., C.D.S.), 5 716.
Au premier tour : Maj. (M. Séréille), 4 569 ; Un. dém. (Mme Goutmann), 3 623 ; P.S. (M. Colomer), 3 294.
Nouveau conseil : 15 P.C., 13 div. g., 2 P.S.U., 1 gaul. opp.
Sortants : 18 mod. maj., 9 R.P.R.

LE BOURGET

Insc. : 6 075 ; suff. expr. : 4 499.
Maj. (M. Cadot, mod. maj., adj. s.), 2 514 ; ... 27 ELUS.
Un. g. (M. Gonzalez, P.C., cons. gén. m. s. R.P.R., R.I., C.D.S.), 1 397.
M. Houyoux, mod. maj., m. s. ne se représentait pas.
Au premier tour : Maj. (M. Cadot), 2 027 ; Un. g. (M. Gonzalez), 1 397 ; div. g. (M. Fatini), 439.
Nouveau conseil : 22 mod. maj., 5 div. g.
Sortants : 21 mod. maj.

NEUILLY-SUR-MARNE

Insc. : 13 416 ; suff. expr. : 8 672.
Un. gauche (M. Mahéas, P.S. cons. gén.), 6 470 ; ... 27 ELUS.
Maj. (M. Morin, R.P.R., R.I., C.D.S. mod. maj.), 3 083.
M. Kremser, mod. maj., m. s. ne se représentait pas.
Au premier tour : P.S. (M. Mahéas, cons. gén.), 3 881 ; Un. dém. (M. Sens, P.C.), 2 865 ; maj. (M. Morin, R.P.R.), 2 835.
Nouveau conseil : 15 P.S., 8 P.C., 3 div. g., 1 P.S.U., 1 rad. g., 1 gaul. opp.
Sortants : 9 mod. maj., 2 R.P.R., 5 C.D.S., 3 R.I., 2 soc. ind.

VILLEMOMBLE

Insc. : 17 943 ; suff. expr. : 13 756.
Un. gauche (M. Maitras, P.S.), 6 643 ; ... 14 ELUS.
Maj. (M. Calméjane, R.P.R., anc. dép. cons. gén. m. s.), 6 686.
M. Calméjane est battu.
Au premier tour : Maj. (M. Calméjane), 5 563 ; P.S. (M. Maitras), 3 569 ; Un. dém. (Mme Seron, P.C.), 2 198 ; mod. maj. (M. Tabard), 1 818.
Nouveau conseil : 11 P.S., 2 pers., 3 mod. maj., 3 C.D.S., 2 R.P.R., 2 R.I., 1 rad.
Sortants : 20 R.P.R., 4 mod. maj.

VILLEPINTÉ

Insc. : 3 700 ; suff. expr. : 6 676.
Un. gauche (M. Baragiolli, P.C.), 3 486 ; ... 27 ELUS.
Maj. (M. Lefort, cons. gén. R.P.R., cons. gén. m. s. R.I., C.D.S. mod. maj.), 3 192.
Au premier tour : Un. gauche (M. Baragiolli, P.C.), 2 905 ; maj. (M. Lefort, cons. gén. R.P.R., m. s.), 2 859 ; div. g. (M. Louis), 307.
Nouveau conseil : 14 P.C., 7 P.S., 4 pers., 3 rad. g.
Sortants : 21 mod. maj., 3 R.P.R.

VAL-DE-MARNE

Le premier tour avait été décisif dans onze villes de plus de trente mille habitants et dans trente autres communes. Dans les premières, les listes à dominante communiste avaient été élues ou réélues à Champigny, Choisy, Fontenay, Ivry, Villejuif, Ville-neuve-Saint-Georges et Vitry, les têtes de liste socialistes l'avaient emporté à Alfortville et l'Hay-les-Roses, et les républicains indépendants à Maisons-Alfort et Vincennes.

Au second tour, M. Pierre Billotte, député R.P.R. et maire de Créteil depuis 1968, est battu par M. Laurent Cathala, conseiller général socialiste, qui conduisait une liste comprenant des radicaux de gauche mais pas de communistes. La liste de gauche a bénéficié du report des voix communistes malgré les divergences du premier tour, tandis que le maire sortant retrouvait l'équivalent des voix recueillies, le 13 mars, par son ancien adjoint, M. Renaud, qui ne s'était pas désisté. Ce fut un report insuffisant. La population de Créteil ayant beaucoup augmenté, plus de dix mille personnes se sont inscrites sur les listes électorales entre 1971 et 1977 et ont modifié le rapport des forces dans la ville. La gauche a recueilli à Créteil trois mille voix de plus que M. Mitterrand en 1974.

A Saint-Maur-des-Fossés, M. Noël, maire sortant, de la majorité, ancien député (div. gauche), avait été largement distancé au premier tour par M. Beaumont, appartenant également à la majorité. M. Noël avait appelé ses administrés à voter au deuxième tour pour l'union de la gauche. Le report des voix modérées a cependant bénéficié à M. Beaumont.

A Saint-Mandé, M. Bertrand, sénateur R.P.R., est réélu, après avoir écarté au premier tour M. Robert-André Vivien, ancien ministre et député R.P.R.

La gauche enlève à la majorité plusieurs municipalités de petites communes comme Boissy-Saint-Léger, Joinville-le-Pont, Villiers-sur-Marne, et entre au conseil municipal de Thiais.

CRÉTEIL

Insc. : 32 411 ; suff. expr. : 23 804.
U.G.A.D. (M. Cathala, P.S. cons. gén.), 13 582 ; ... 37 ELUS.
Maj. (M. Billotte, dép. R.P.R., m. s.), 10 012.
Au premier tour : Maj. (M. Billotte), 12 778 ; P.S. rad. g. (M. Cathala), 6 751 ; P.C. gaul. opp. (P.S.U. (M. Germa, P.C.), 8 088 ; act. loc. (M. Renaud), 2 865.
Nouveau conseil : 23 P.S., 7 rad. g., 7 pers.
Sortants : 12 non ins., 9 R.P.R., 7 gaul. maj., 2 C.D.S., 1 R.I., 1 C.N.I.P., 1 rad.

SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Insc. : 47 537 ; suff. expr. : 34 763.
Maj. (M. Beaumont, R.I.), 19 825 ; ... 39 ELUS.
Un. g. (M. Houriez, P.C.), 14 938.
M. Noël, m. s. cons. g., ne se représentait pas au second tour.
Au premier tour : majorité (M. Beaumont), 14 621 ; Un. g. (M. Houriez), 11 083 ; majorité (M. Noël, cent. g.), 2 657.
Nouveau conseil : 22 mod. maj., 8 R.P.R., 5 R.I.-C.N.I.P., 2 C.D.S., 3 rad.
Sortants : 17 ss. étq., 12 R.P.R., 4 C.N.I.P., 3 C.D.S., 1 R.I.

BOISSY-SAINT-LÉGER

Insc. : 4 686 ; suff. expr. : 3 604.
Un. g. (M. Guillemaud, P.S.), 1 906 ; ... 23 ELUS.
Maj. (M. Martin, act. loc.), 1 542.
M. Rougier, mod. maj., m. s. ne se représentait pas.
Au premier tour : P.S. (M. Guillemaud), 1 373 ; act. loc. (M. Martin), 1 037 ; P.C. (M. Louis), 782 ; act. loc. (M. Fournier), 233.
Nouveau conseil : 13 P.S., 8 P.C., 1 P.S.U., 1 div. g.
Sortants : 12 mod. maj., 11 P.S.

JOINVILLE-LE-PONT

Insc. : 10 843 ; suff. expr. : 7 823.
Union g. (M. Gibout, P.C.), 4 035 ; ... 27 ELUS.
Maj. (M. Derou, mod. maj.), 3 836.
M. Garbary, C.N.I.P., m. s. ne se représentait pas.
Au premier tour : Un. gauche (M. Gibout), 3 078 ; Maj. (M. Derou), 2 186 ; Act. loc. (M. Oyarzabal), 1 558 ; Ecol. (M. Achanter), 593 ; Act. loc. (M. Ribetti), 307.
Nouveau conseil : 14 P.C., 9 P.S., 2 P.S.U., 3 rad. g.
Sortants : 27 mod. maj.

LE PLESSIS-TRÉVISE

Insc. : 8 017 ; suff. expr. : 4 177.
Maj. (M. Roussillon, mod. maj., m. s.), 2 591 ; ... 23 ELUS.
Un. g. (M. Pegibare, P.C.), 1 618.
Au premier tour : mod. maj. (M. Roussillon), 2 107 ; 4 ELUS ; Un. g. (M. Pegibare, P.C.), 2 108 ; (M. Brunier, 788 ; m.), (M. Milszack), 534.
Nouveau conseil : 37 mod. maj.
Sortants : 22 non-ins., 1 P.S.

SAINT-MANDÉ

Insc. : 14 142 ; suff. expr. : 8 565.
Maj. (M. Bertrand, sén. R.P.R., m. s.), 5 757 ; ... 27 ELUS.
Un. g. (M. Vessillier, P.S.), 2 708.
Au premier tour : Maj. (M. Bertrand), 3 752 ; Maj. (M. Vivien, R.P.R.), 2 642 ; Un. g. (M. Vessillier), 2 012 ; Ecol. (M. Ysnel), 825.
Nouveau conseil : 11 R.P.R., 9 C.D.S., 4 mod. maj., 3 C.N.I.P.
Sortants : 11 R.P.R., 8 C.D.S., 5 C.N.I.P., 2 rad., 2 non-insc.

SANTENY

Insc. : 1 163 ; suff. expr. : 863.
Maj. (M. Gaillet, P.S.), 428 ; ... 13 ELUS.
Un. g. (M. Butoy, P.S.), 74.
M. Gauchard, mod. maj., m. s. ne se représentait pas au second tour.
Au premier tour : Mod. maj. (M. Gauchard), 392 ; act. loc. (M. Bouille), 388 ; Ecol. (M. Vermet), 102 ; ss. étq. (M. Kessler), 63 ; act. loc., 22.
Nouveau conseil : 13 mod. maj.
Sortants : 12 non ins.

THIAIS

Insc. : 13 481 ; suff. expr. : 9 845.
Maj. (M. Hivernaud, R.P.R., m. s.), 4 858 ; ... 11 ELUS.
Union g. (M. Davisse, P.C.), 7 ELUS.
M. Hivernaud, m. s. et Davisse ne sont pas élus.
Au premier tour : Maj. (M. Hivernaud), 4 786 ; 7 ELUS ; Un. g. (M. Davisse), 4 787 ; 2 ELUS.
Nouveau conseil : 18 maj. (R.P.R. mod. maj., R.I.), 7 P.S., 1 P.S.U., 1 P.C.
Sortants : 14 mod., 8 R.P.R., 4 C.D.S.

VILLIERS-SUR-MARNE

Insc. : 12 012 ; suff. expr. : 8 900.
Maj. (M. Delaporte, P.S.), 4 977 ; ... 27 ELUS.
Maj. (M. Rouy, m. s. div. g.), 3 880.
Au premier tour : Div. g. (M. Rouy), 3 921 ; P.S. (M. Delaporte), 2 466 ; P.C. (M. Hédonin), 2 537 ; maj. (M. Laval), 858.
Nouveau conseil : 12 P.S., 10 P.C., 3 P.S.U., 2 rad. g.
Sortants : 27 ss. étq.

VAL-D'OISE

Alors que le premier tour de scrutin avait bénéficié aux municipalités sortantes, notamment dans les trois villes de plus de trente mille habitants, Argenteuil, Garges-les-Gosses et Sarcelles, puis que quatorze d'entre elles avaient été reconduites dans le 13 mars, le second tour aura apporté des modifications dans la carte politique du département. A Franconville, la liste d'union de la gauche dirigée par Mme Brunet (P.C.) succède à la municipalité sortante (majorité), malgré le retrait d'une troisième liste également favorable à la majorité.

A Saint-Gratien, le retrait de M. Léon Hovnanian (cent. g.) n'empêche pas le succès de la liste d'union de la gauche, dirigée par un socialiste.

A Pontoise et à Montmorency, ce sont les maires sortants, têtes de liste, qui ont été les victimes de ce second tour, en perdant son siège au conseil municipal, après avoir perdu celui de conseiller général, M. Chauvin, sénateur, C.D.S., est mis en cause dans son dernier mandat. Vingt-quatre de ses colistiers ont été élus au premier tour. Trois candidats de l'union de la gauche, parmi lesquels M. Jean-Marc Grabarsky (P.S.), tête de liste, et Mme Lecuir (P.S.), qui avait battu M. Chauvin aux élections cantonales de 1976, viennent compléter le nouveau conseil municipal. A Montmorency, M. Naschovitch (R.P.R.) auquel s'était ralliée, pour le second tour, la liste de M. Masclet (C.D.S.) n'a pas été réélue.

Saint-Ouen-l'Aumône et Taverny sont également passées à gauche : M. Echavide (mod. maj.), maire sortant de Taverny, est battu, et M. Tréyer (mod. maj.), adjoint au maire de Saint-Ouen-l'Aumône, ne se représentait pas.

Enfin, au sein du Syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, l'assemblée municipale qui regroupe les communes de la nouvelle agglomération, les communes de Menoucourt, Courdimanche, Pierrelaye, Saint-Ouen-l'Aumône, Vauréal, ont voté à gauche. M. Gourmelen (R.I.), maire sortant d'Oisy, réélu, devrait néanmoins conserver son mandat de président du Syndicat communautaire.

PONTOISE

Insc. : 14 347 ; suff. expr. : 9 930.
Un. g. (M. Grabarsky, P.S.), 5 540 ; ... 3 ELUS.
Maj. (M. Chauvin, C.D.S., m. s.), 4 219.
Au premier tour : Maj. (M. Chauvin, C.D.S., m. s.), 4 220 ; 24 ELUS ; Un. g. (M. Grabarsky, P.S.), 4 772 ; 27 ELUS.
Nouveau conseil : 24 mod. maj., 2 P.S., 1 P.C.
Sortants : 4 P.S., 5 div. g., 10 C.D.S., 4 mod. maj., 2 rad.

maj. (M. Masclet, C.D.S.), 1 777 ; Ecol. (M. Beauvais), 1 119.
Nouveau conseil : 25 maj., 2 P.S.
Sortants : 11 R.P.R., 9 mod. maj., 4 R.I., 3 C.D.S.

SAINT-GRATIEN

Insc. : 11 943 ; suff. expr. : 8 832.
Un. g. (M. Cavellier, P.S.), 4 594 ; ... 27 ELUS.
Maj. (M. Logeais, cent.), 4 210.
M. Hovnanian, m. s. cent. g., s'est retiré entre les deux tours.
Au premier tour : Act. loc. (M. Hovnanian, cent. g.), 2 826 ; P.S. (M. Cavellier), 2 820 ; mod. (Mme Courbis), 1 574 ; mod. (Mme Aquilina), 1 249.
Nouveau conseil : 15 P.S., 10 P.C., 2 rad. g.
Sortants : 16 rad. g., 6 div. g., 5 P.S.

SAINT-OUEN-L'AUMONE

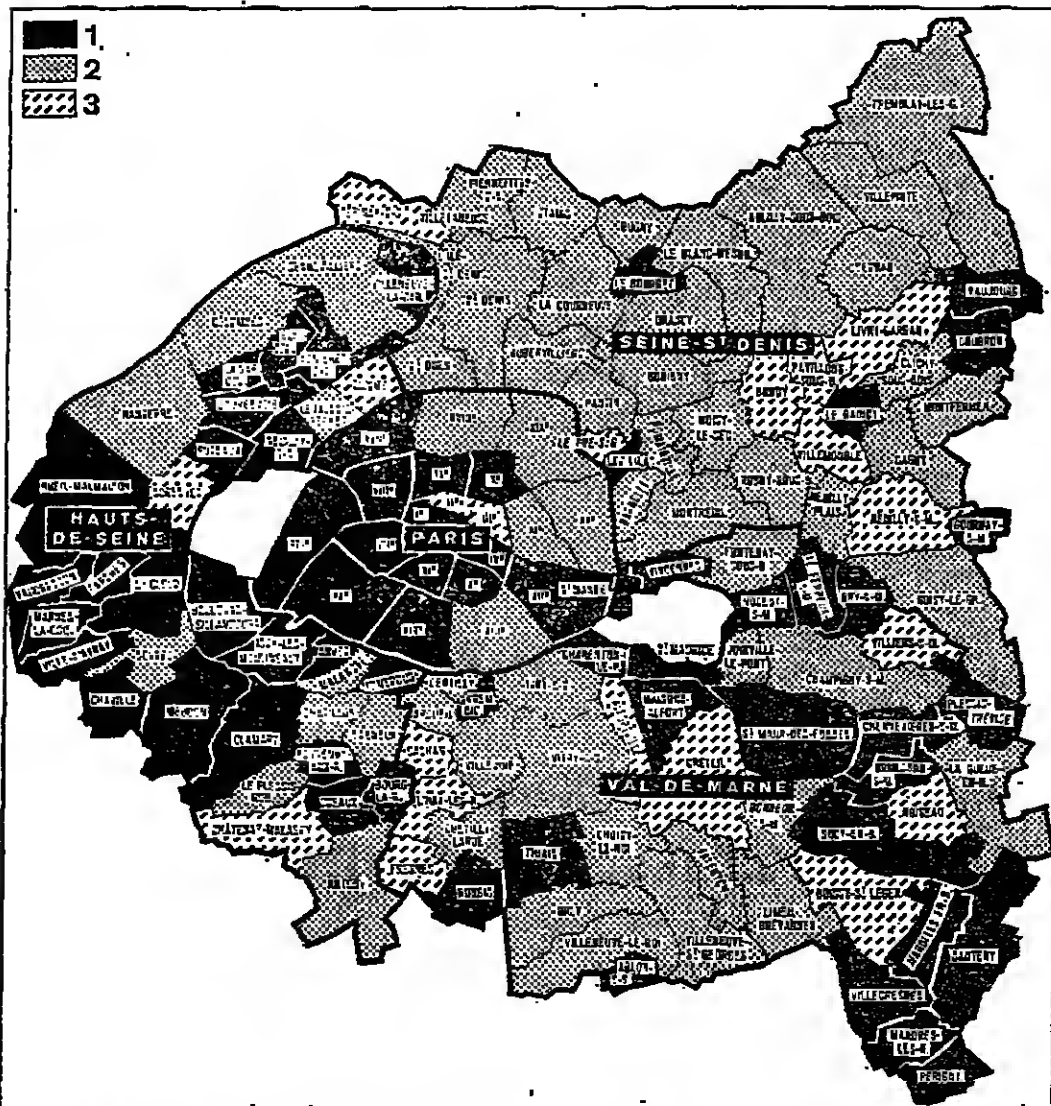
Insc. : 5 191 ; suff. expr. : 5 583.
Un. g. (M. Richard, P.S.), 3 097 ; ... 27 ELUS.
Maj. (M. Tréyer, mod. maj.), 2 437.
M. Lecomte, m. s. R.I. ne se représentait pas.
Au premier tour : Maj. (M. Tréyer, mod. maj.), 3 175 ; P.S. (M. Richard), 1 718 ; P.C. (M. Eugene), 1 285.
Nouveau conseil : 15 P.S., 9 P.C., 3 div. g.
Sortants : 10 mod. maj., 4 R.P.R., 3 P.S., 3 Div. g., 2 C.D.S., 1 R.I.

TAVERNY

Insc. : 9 858 ; suff. expr. : 7 489.
Un. g. (M. Le Coadic, P.S.), 4 028 ; ... 27 ELUS.
Maj. (M. Echavide, m. s. mod. maj.), 3 402.
Au premier tour : maj. (M. Echavide, mod. maj.), 2 340 ; P.S. (M. Le Coadic), 2 113 ; P.C. (M. Arallier), 1 621 ; act. loc. (M. Béguler, mod. maj.), 1 160.
Nouveau conseil : 15 P.S., 12 P.C.
Sortants : 11 mod. maj., 9 R.P.R., 3 P.S., 2 C.D.S., 1 div. g., 1 rad.

MONTMORENCY

Insc. : 11 466 ; suff. expr. : 8 392.
Maj. (M. Naschovitch, m. s. cons. gén. R.P.R.), 3 767 ; 25 ELUS.
Un. g. (M. Amarens, P.S., P.C. rad. g.), 3 395 ; ... 2 ELUS.
Ecol. (M. Beauvais), 1 094.
M. Naschovitch, m. s. est battu.
Au premier tour : Un. g. (M. Boissel, P.S.), 2 714 ; maj. (M. Naschovitch, R.P.R.), 2 403 ; cent.



1. Municipalités appartenant à la majorité ; 2. Municipalités appartenant au parti communiste ; 3. Municipalités appartenant au parti socialiste.

(Publité)

CHARLIE HEBDO

LE JOURNAL DE L'INTELLIGENTIA

PAR TOUT. TOUS LES JOURS. 4F50

YVELINES

LE CHESNAY

ELANCOURT

MARLY-LE-ROI

MAUREPAS

Monde
documents
DE MARS
la série société
LE CAULLIERE

GAULLISTE
de l'économie
EN FRANCE
: 2,50 F
(six numéros) : 25 F

◆ **CHELLES**

1 div. cent., 1 CDS, 1 rad. g.
Sortants : 11 mod. maj. 6
R.P.R., 4 P.S., 3 CDS, 1 R.I.

NEMOURS. — Insc. : 5425 ;
suff. expr. : 4307. — Un g. (M.
Gratier, P.S., adj. s.), 2235.
..... 27 ELUS
Maj. (M. Dailly, rad., vice-pré-
sident du Sénat, m. s.), 1993.
An premier tour : Maj. (M.
Dailly, rad.), 1578 ; P.S., div. g.
(M. Gratier, P.S.), 1133 ; P.C.
(M. Classe), 755 ; mod. (M. Walner-
ner), 661.
Nouveau conseil : 16 P.S., 11
P.C.
Sortants : 6 P.S., 4 div. g., 4
mod. maj., 3 mod., 2 rad., 1 R.I.

COULOMMIERS. — Ins.,
6979; suff. expr., 4970. — Un.
g. (M. Jéhan, P.S., cons. gén.),
2534 23 ELUS.
Maj. (M. Flornoy, R.P.R., dép.,
m. el. 2285) 4 ELUS. M. Flornoy

An premier tour: Un g.
 (M. Jehan, P.S.), 2355; maj.
 (M. Flornoy, R.P.R.), 1601; mod.
 maj. (M. Erbreteau), 900.
 Nouveau conseil : 11 P.S.,
 5 P.C., 5 extr. g., 2 R.P.R., 2 mod.
 maj., 1 rad. g., 1 div. g.
 Sortants : 12 R.P.R., 7 mod.
 maj., 3 ind., 2 div. g., 2 C.D.S.,
 1 P.S.

10322: *infa.*
 10323: suff. *expr.* 6971.
 (M. Séramy, C.D.S. m.s.).
 3616 27 ELUS.
 Mod. (M. Champetier de
 Ribes), 1691.
 Un. g. (M. Bodin, P.S.), 1969.
 An. premier tour : maj.
 (M. Séramy, C.D.S.), 3448; mod.
 (M. Champetier de Ribes), 1894;
 Un. g. (M. Bodin, P.S.), 1770.
 Nouveau conseil : 12 mod.
 3 maj., 5 EL., 5 div. cent., 3 C.D.S.,
 1 R.P.R.
 3 Sorbents : 3 mod. div., 5 div.
 g., 4 cent. g., 4 C.D.S., 4 R.P.R.,
 1 mod. ind.

LAGNY-SUR-MARNE. — Trs.:
3 776; suff. expr.: 6 560. — Maj.
(M. Lallemand, mod. maj., m. s.)
274 21 ELUS.
M. Lallemand n'est pas élu.
Un g. (M. Lenoir, P.S.), 3 196.
..... 8 ELUS.
Au premier tour: Un g. (M.
Lenoir, P.S.), 2 579; maj. (M.
Lallemand, mod. maj.), 2 407;
mod. maj. (M. Polet), 1 624.
Nouveaux conseillers: 11 div. maj.,
2 R.P.R., 3 P.C., 2 P.S., 2 div. g.

OZOHÉ - LA - FERRIÈRE . --
Ins. : 5 491 ; suff. expr. : 4 109. --
Un. g. (M. Le Care, P.S.), 3 122.
..... 27 ELUS.
Maj. CM. Beaudet, soc. ind.
m. s.), 1 396 ; mod. (M. Giraud).
538.

An premier tour : M^l. M.
Baudoulet, soc. ind., 1231 ; P.S.,
rad. g. (M. Le Caré, P.S.), 1178 ;
P.C., P.S.U. (M. Denin, P.C.),
1031 ; mod. (M. Girand), 616.
Nouveau conseil : 13 P.S., 10
P.C., 1 rad. g., 1 ext. g.
Sortants : 6 div. g., 5 mod. maj.,
4 ind. 3 R.P.R., 2 P.S., 1 soc. ind.,
1 rad. 1 C.D.S.
PONTAULT - COMBAULT. —

Ins. 6 737: suff. expr.: 6463. —
Un. gauche (M. Hancin, P.S.),
4 095. — 27 ELUS
Maj. (M. Cristol, R.I.), 2 237.
— M. Pestel, rad. m. s., ne se re-
présentait pas.
An premier tour: P.S. (M. Hancin),
2 019; P.C. (M. "Barberet"),
1 606; maj. (M. Cristol, R.I.),
1 402; rad. g. (M. Boisramé),
1 346.
Voix au second tour: 11 P.S., 9 P.C.,
7 div. gauche.
Séances: 14 mod. maj., 8 P.S.,
2 rad. 1 div. g. 1 cent. 2 C.D.S.
PROVINS. — Ins. 7 025: suff.

486C — Maj. (M. Peyrefitte, R.P.R., anc. min. m. s.),
 2533 21 ELUS
 Un. gauche (M. Valentin, P.C.),
 2224 2 ELUS
 Au premier tour: maj. (M. Peyrefitte, R.P.R.), 2324, 4 ELUS;
 Un. gauche (M. Valentin, P.C.),
 1774; mod. (M. Ruppel), 655.
Nouveau conseil: 14 mod. maj.,
 6 R.P.R., 3 div. cent., 2 div. d.,
 1 C.D.S., 1 P.C., 1 P.S.
Sénat: 12 mod. maj.,
 6 R.P.R., 4 C.D.S., 3 Ind., 1 div. g.

◆ VERSAILLES

Insc. 51531; suff. expr. 37935.
Maj. (M. Damien, C.D.S.),
23 035 39 ELUS
Un g. (M. David, P.S.), 14900.
M. Mignot, sén. C.N.I. m. s.
se présentait sur la liste de
M. Damien.
Au premier tour : maj. (M. Da-
mien, C.D.S.), 15737; Un g.
(M. David, P.S.), 11729; div.
maj. (M. Sinniger), 6086; maj.
(M. Destreman, R.I.), 4378.
Nouveau candidat : S. RPD

Sortants : 15 div. maj.,
1 RPR, 7 CDS, 2 rad, 1 RI,
1 CNR

◆ **POISSY**

Inscr. 30 017 ; suff. expr. 14 633.
Un. & CM. Tricaré, P.C.
548 31 ELUS
Maj. CM. Pinel, R.F.R., m. s.),
090.
Au premier tour : Un. g.
(M. Tricaré), 5 855 ; maj. (M. Pi-
nel), 5 823 ; écol. (M. Poll), 2 369.
Nommés conseill. : 13 P.C.,
13 P.S., 4 div. g., 1 rad. g.
Sortants : 21 div. maj.

ACHÈRES.
Insc. 7161; suff. expr. 2410.
Un. g. (M. Soulat, P.C.).
276 1 ELU
Au premier tour Un. g.
M. Soulat, 2895, 28 ELUS.
Boulay (H. Esn, m.), 2772
Nouveaux Conseillers, 14 P.C.
P.S., 6 div. g. 1 P.S.U.
Sortants: 12 div. mal. 5 mod.
R.P.R., 2 R.I., 2 C.D.S.

Insc. 8 048; suff. expr., 4416.
Un g. (M. Monquault), P.C.;
306 : 27 ELUS
Maj. (Mme Mirochnikoff,
C.D.S., m. a., 2011
An premier tour : Un g.
M. Monquault), 1988; maj.
Mme Mirochnikoff), 1629; div.
(M. Ouseau), 586.
Nouveau conseil : 13 P.O.,
0 P.S., 3 rad.-g., 1 P.S.U.
Sortants : 5 P.S., 6 P.C.,
C.D.S., 5 div. oppo., 2 R.P.R.,
div. maj.

BOUGIVAL.

Insc. 1823; suff. expr. 3540.
Maj. (M. Vieljeux, R.P.R., m.
a.), 1880 23 ELUS
Un. g. (M. de Loof, P.S.), 1140.
Mod. (M. Camberlain), 730.
Au premier tour : majorité
(M. Vieljeux), 1457; Un. g.
(M. de Loof), 1088; mod.
(M. Camberlain), 849.
Nouveaux conseil : 21 div. maj.,
1 R.P.R., 1 div. g.
-Sortants : 18 div. maj., 4 R.P.R.,

**CARRIÈRES-
SOUS-POISSY**

Insc. 3453; suff. expr., 2528.
Un g. (Mme Lebas, P.C.),
2288 26 ELUS.
Maj. (M. Chemin, div. maj.),
1194 (M. Le Gonidec) 1 ELU
M. Berthier, R.P.R., m. a. se
représente sur la liste de
M. Chemin.
Au premier tour : Un. gauche
(Mme Lebas), 948; maj. (M. Chem-
min), 774; mod. écol. (M. Bras),
748.
Nouveau conseil : 15 P.C., 6 P.S.,
5 div. g., 1 div. maj.

Sortants : 7 div. maj. 6 R.P.,
6 div. opp. 3 div. mod. 1 C.D.S.

CARRIÈRES SUR-SEINE

Insc. 5 887; suff. expr. 4 424.
Un. g. + écol. (M. Sausserd,
P.S.), 2 222 27 ELUS
Maj. (M. Bourson, dép. R.I. m.
C. 1 287.

Az. 1^{er} tour : majorité
(M. Bourson), 1 863; Un. g.
(M. Sausserd), 1 610; écologie
(M. Freydt), 514.

Nouveaux conseillers : 10 P.C.,
10 P.S. 6 écol. 1 div. g.
Sortants : 6 div. opp. 7 C.D.S.

div. maj., 4 R.P.R., 2 R.I.

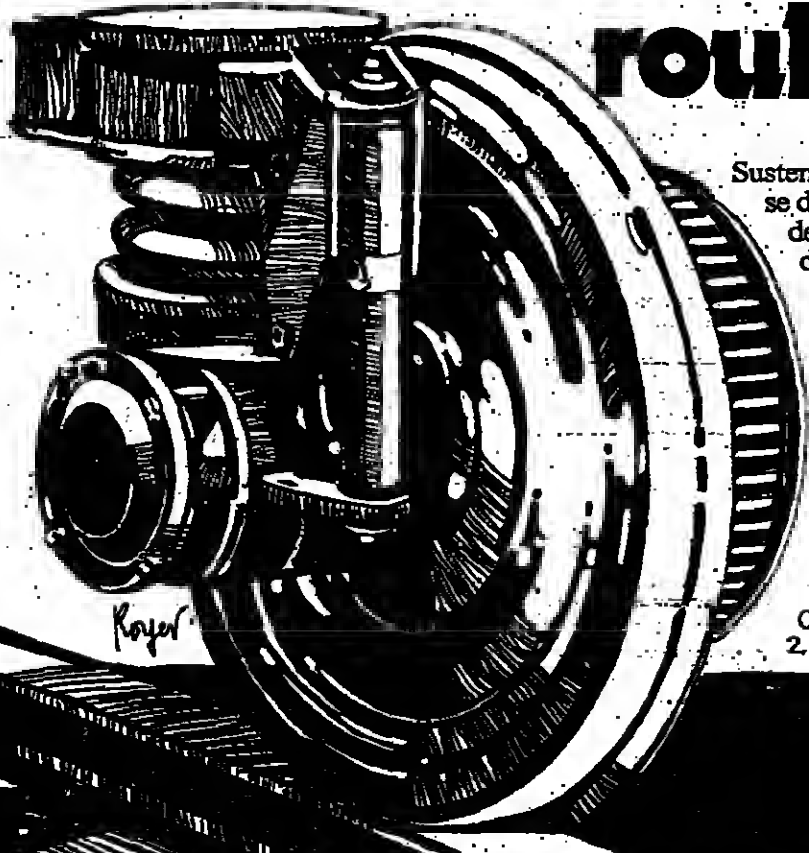
**LA CELLE-
SAINT-CLOUD**

Insc. 14282; suff. expr., 6508.
Maj. (M. Duchesne, R.P.R., m.
aj.), 4360 27 ELUS
Un. g. (M. Gelly, P.S.), 3213.
Ecol. (M. Bodu, mod.), 2885.
Au premier tour : majorité
(M. Duchesne), 3771; div. maj.
(M. Bodu), 2147; P.S. (M. Gelly).

ODOUL
Garde-meubles
208 10-3C
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIXE

Le Monde
dossiers et documents
NUMÉRO DE MARS
Il comprend dans la série société
LE MOUVEMENT GAULLISTE
et dans la série économie
LE SYNDICALISME EN FRANCE
Le numéro : 2,50 F
Abonnement un an (dix numéros) : 25 F

Dans 30 ans sur quoi ferons-nous rouler les trains?



Sustentation magnétique, coussin d'air, monorail? Sur quoi les trains se déplaceront-ils demain? Une certitude : l'ensemble roue-rail autorisé dès aujourd'hui des vitesses supérieures à 300 km/h dans des conditions de sécurité et d'économie dont aucun autre système ne paraît encore capable.

C'est le résultat de perfectionnements apportés ces dernières années à la suspension et à la stabilité des bogies.

C'est donc autour de la roue que s'orientent les recherches de pointe de Francorail-MTE l'un des leaders mondiaux de la construction ferroviaire : les bogies sont ainsi repensés en fonction des 400 km/h des rapides du XXI^e siècle.

Ces recherches, actuellement uniques au monde, serviront les trains de demain : Francorail-MTE les teste aujourd'hui avec le concours de la SNCF.

Il est temps que les Français connaissent le nom de ce leader mondial qui construit le présent et conçoit l'avenir du chemin de fer, puisque ce leader est français.

Francorail-MTE, GIE régi par l'ordonnance du 23.9.1967, regroupe Carel-Fouché-Languépin, Creusot-Loire, De Dietrich, Jeumont-Schneider et MTE.
2, rue de Lénine - 75008 PARIS.

Francorail MTE conçoit les trains de demain.

DES MUNICIPALES AUX LÉGISLATIVES

Y a-t-il plusieurs électors sociaux ?

par ROLAND CAYROL et JEROME JAFFRE (*)

La croissance électorale du parti socialiste est l'un des phénomènes dominants de la vie politique française. En même temps qu'elle irrite ou inquiète ses partisans et ses adversaires, cette croissance pose au P.S. lui-même une question centrale : ne risque-t-elle pas d'aboutir à un changement de la nature même du parti ? Quelle correspondance, quelle adéquation peut-il donc exister entre un parti défendant des positions anticapitalistes, résolu à « changer la vie » de manière profonde, et un électoralat représentant près du tiers du corps électoral français ?

La question vaut d'autant plus d'être posée que le P.S. a été amené à intégrer parmi ses électeurs des citoyens qui, il y a très peu de temps encore, votaient à droite. Il n'y a bien sûr pas de mystère : on ne progresse qu'en récupérant d'anciens adversaires. Et, de fait, si l'on cumule deux enquêtes menées par la SOFRES en septembre et en novembre derniers (1), on découvre que 19 % de l'électorat socialiste actuel — près d'un cinquième

— est composé de Français et de Françaises qui, au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1974 encore, ont voté pour M. Valéry Giscard d'Estaing. Dès lors, notre question se précise : cette masse d'électeurs latents est-elle vraiment reliée aux idées de la gauche socialiste, ou bien rejoint-elle un parti « attrape-tout », un parti de gouvernement, sans pour autant modifier en profondeur ses attitudes politiques ? Autrement dit, ne risque-t-elle pas de constituer une sorte de « ventre mou » de la gauche, une entrave sérieuse à l'action réformatrice d'une gauche parvenue au pouvoir en bonne partie grâce à elle ?

Une sociologie significative

Premier niveau d'interrogation : celui de la composition sociologique de l'électorat du P.S. Le tableau suivant, réalisé sur la base du cumul des deux enquêtes précitées, permet tout à la fois de cerner de manière assez précise ce qu'est aujourd'hui la base électorale du P.S. et aussi de constater l'apport original de ces « nouveaux socialistes », qui votaient encore Giscard d'Estaing le 19 mai 1974 (2).

COMPOSITION DE L'ÉLECTORAT SOCIALISTE (EN %)

ENSEMBLE DES ÉLECTEURS P.S.	Seuls électeurs P.S. ayant voté Giscard d'Estaing le 19-5-1974	Ensemble de la population électorale française
SEXE		
Hommes	51	49
Femmes	46	52
ÂGE		
18 à 24 ans	37	33
25 à 49 ans	39	33
50 ans et plus	25	40
CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE OU CHEF DE FAMILLE		
Agriculteurs	9	9
Petits commerçants, artisans	7	8
Cadres sup., prof. libérales	17	7
Cadres moyens, employés	21	21
Ouvriers	21	28
Intellect., retraités	19	27
ACTIVITÉ DE LA PERSONNE INTERROGÉE		
Travaille à son compte	28	36
Salarié du secteur privé	48	47
Salarié du secteur public	25	17
RELIGION		
Catholique, pratiquants réguliers	16	19
Catholique, pratiquants occasionnels	20	16
Catholiques non pratiquants	55	47
Autres religions	4	4
Sans religion	5	14
CATÉGORIE D'AGGLOMERATIONS OU RESIDENCE		
Communes de moins de 2 000 h.	28	28
Communes de 2 000 à 50 000 h.	15	15
Communes de 50 000 à 100 000 h.	16	13
Communes de plus de 100 000 h.	25	23
Agglomération parisienne	16	16
INTERET POUR LA POLITIQUE		
Beaucoup	13	15
A peu	46	36
Très peu	28	32
Pas du tout	13	17

OFFICIERS-MINISTRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, le JEUDI 31 MARS 1977, à 14 heures

UN APPARTEMENT sis à PARIS-8*

30, rue Marbeuf
4 pièces, 2 caves, 1 chambre, le tout d'une superficie d'environ 389 m²
MISE A PRIX : 400.000 FRANCS
S'adresser à M^{rs} Jacques SCHMIDT, avocat, 17, rue Flandre, 75017 Paris, tel. 204-14-12

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 31 MARS 1977, à 14 h.

UN IMMEUBLE à PARIS (4*)

12, RUE SIMON-LÉFRANC

compr. citra bâtiment d'une superficie totale de 420 m² environ
M. à P. : 200.000 F. - S'adr. M^{rs} BAILLY, Dupont, Paris-16, tel. 204-14-12. Tous avis acceptés près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Clichy et sur les lieux pour visiter

Adj. au Tribunal de Commerce à Paris, le 31 mars 1977, à 14 h. 15 - Fonds

OBJETS ET OUTILLAGE MÉCANIQUE

BAIL PAVILLON : rez-de-chaussée 3 pièces, cuisine, atelier atelier, garage, cuisine - LE TOUT D'UNE CONTENANCE DE 243,25 m²

à ARCUEIL (Val-de-Marne), 20, rue Louis-Frédéric

Mise à prix 10.000 F. - S'adr. M^{rs} BAILLY, Dupont, Paris-16, tel. 204-14-12. Tous avis acceptés près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Clichy et sur les lieux pour visiter

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, le JEUDI 31 MARS 1977, à 14 heures

UN TERRAIN sis à PARIS 20*

d'une superficie totale d'environ 1.500 m²

59 et 61, rue de Bagnolet

Mise à prix : 2.000.000 de francs

S'adresser pour tous renseignements à M^{rs} Jacques SCHMIDT, avocat, 17, rue Flandre, 75017 Paris, tel. 204-14-12.

Deux constatations s'imposent à cet égard. Tout d'abord, grâce d'ailleurs, pour une bonne part, à ces nouveaux électeurs, le P.S. apparaît aujourd'hui comme le seul grand parti interclassiste, qui reproduit assez fidèlement — comme jadis l'U.D.R. — l'image de la structure sociale française. Sans doute est-il plus jeune, plus ouvrier (et cadre moyen), et un peu plus masculin que la société française dans son ensemble, mais le P.S. s'en rapproche désormais étonnamment.

Et puis, l'autre leçon de ces chiffres, c'est la relative homogénéité, l'originalité de la prévalence de ces tout nouveaux socialistes. Ce sont plus souvent des cadres supérieurs et des membres des professions libérales, des personnes travaillant à leur compte, des catholiques pratiquants, des gens ne s'intéressant que modérément à la politique qui, dans la période 1974-1975, ont rejoint l'électorat socialiste. Tout se passe donc comme si c'était bien un milieu homogène, une couche sociale spécifique qui avait « basculé » récemment en direction du vote socialiste.

Or, l'on va s'apercevoir que les différences sociologiques (entre, par exemple, cadres supérieurs, cadres moyens, employés, et ouvriers) et, plus encore, les différences d'origines politiques (entre électeurs P.S. ayant voté Mitterrand ou Giscard d'Estaing le 19 mai 1974) ne sont pas sans rapport avec les attitudes politiques de ces électeurs. En effet, il n'y a pas aujourd'hui un électoralat socialiste, mais plusieurs, qui cohabitent sans toujours donner la même signification à leur intention de vote.

Comment changer la vie ?

L'électorat socialiste est idéologiquement et politiquement composé de tout ce qui n'est ni plus encore homogène. Pour illustrer cette diversité, et les problèmes politiques qu'elle pose par rapport à une éventuelle expérience gouvernementale de gauche, nous prendrons quatre séries d'exemples, portant tour à tour sur la politique économique, les structures économiques et sociales, les relations avec le monde extérieur, la politique sociale et l'univers proprement politique et partisan. Dans le domaine économique, deux préoccupations dominent chez les Français, comme il est normal : la lutte contre la hausse des prix et la lutte contre le chômage. Or, si l'on demande aux électeurs socialistes, d'une part,

ATTITUDES FAVORABLES A L'ÉGARD DES NATIONALISATIONS (en %)

Secteur d'activité économique à nationaliser	ÉLECTEURS DU P.S.			Électeurs du P.S. ayant voté le 19 mai 1974	
	Ensemble des électeurs P.S.	Cadres sup.	Cadres moy. et employés	Giscard d'Estaing	Mitterrand
Énergie	69	75	51	47	88
Pharmacie	79	77	73	57	75
Industrie	49	45	53	37	50
Aéronautique	67	69	73	60	72
Informatic	44	38	48	39	46
Automobile	52	51	57	41	53

Mais des différences significatives se manifestent à l'intérieur même de l'électorat socialiste. Ces différences ne sont pas négligeables selon que les électeurs du P.S. appartiennent à telle ou telle couche sociale : par exemple, ce sont les cadres moyens et employés qui apparaissent comme les plus favorables — davantage que les ouvriers — à toutes les nationalisations proposées ; surtout, les cadres supérieurs socialistes sont, de leur nette majorité, hostiles à la nationalisation de l'automobile et de l'industrie automobile.

Mais les différences sont aussi, et surtout, liées à l'origine politique de ces électeurs : les socialistes « ex-giscardiens » de 1974. Ceux-ci acceptent beaucoup mieux que ceux-là toutes les nationalisations proposées, y

compris l'automobile, voire l'informatic. Et si l'on demande aux uns et aux autres, au cas où la gauche irait au-delà du programme de la gauche, si cela constituerait « un danger grave pour la démocratie », il se trouve 53 % de socialistes « ex-giscardiens » pour faire une réponse positive contre 30 % seulement des mitterrandiens.

Toujours au niveau des structures, si l'on s'interroge non plus sur la propriété de l'entreprise, mais sur l'évolution des relations sociales à l'intérieur même des entreprises, si l'on demande, par exemple, quelle doit être « la participation de salariés au fonctionnement des entreprises où ils travaillent », on retrouve le même type d'opposition. Les électeurs socialistes disent en effet souhaiter :

	Socialistes « ex-giscardiens »	Socialistes « mitterrandiens »	(en %)
Maintenir les relations actuelles direction-salariés	23	14	
Consulter systématiquement les salariés	43	25	
Associer salariés et dirigeants à la conduite des entreprises	24	39	
Laisser les salariés diriger eux-mêmes les entreprises	6	10	

DEPUIS 100 ANS PIANOS toutes marques neufs et d'occasion

LABROUSSE

41 bis, bd des Batignolles, 337.66.34 - 221, Fbg-Saint-Honoré, 622.13.55
33, rue de Rivoli, 272.91.24 - 101, av. du Général-Leclerc, 540.88.80

Les socialistes nouvellement venus au vote de gauche continuent à préférer un système privilégiant le maintien du statu quo, ou la consultation systématique du personnel, alors qu'une moitié des mitterrandiens de 1974 acceptent des formules de co-gestion, voire d'autogestion.

Ainsi, ces nouveaux socialistes ne constituent-ils pas seulement un apport original sur le plan sociologique. Sur le plan de la transformation sociale et économique de la France aussi, ils demeurent — pour le moment — plus identiques, la lecture du tableau suivant est de ce point de vue très éclairante : elle révèle notamment un beaucoup moins grande sympathie des « nouveaux socialistes » à l'égard du parti communiste, une moins grande confiance dans le P.S. lui-même, et un contraire une sympathie plus marquée à l'égard de ce qui s'appellerait encore à l'époque de l'enquête (novembre dernier), l'U.D.R.

Au centre-gauche ?

Ce moindre radicalisme des socialistes « ex-giscardiens » se manifeste tout aussi nettement à l'interrogation sur l'évolution de la société civile. Ainsi, 63 % des ex-giscardiens estiment-ils que « le

mariage à l'essai constitue un danger pour la solidité des familles futures » (contre — tout de même — 53 % des mitterrandiens). Ainsi, 59 % d'entre eux estiment que la libéralisation des mœurs rend les familles plus fragiles (contre 46 % des mitterrandiens). Ainsi, dans un tout autre domaine, 58 % trouvent-ils « pas normal » qu'il y ait des mariages d'état (contre 39 % des mitterrandiens) (4).

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que l'univers directement politique et partisan de tous ces socialistes ne soit pas non plus identique. La lecture du tableau suivant est de ce point de vue très éclairante : elle révèle notamment un beaucoup moins grande sympathie des « nouveaux socialistes » à l'égard du parti communiste, une moins grande confiance dans le P.S. lui-même, et un contraire une sympathie plus marquée à l'égard de ce qui s'appellerait encore à l'époque de l'enquête (novembre dernier), l'U.D.R.

UNIVERS POLITIQUE DES ÉLECTEURS SOCIALISTES (en %)

OPINIONS SUR LES PARTIS	Ensemble des électeurs P.S.		Électeurs P.S. ayant voté le 19 mai 1974	
	Giscard d'Estaing	Mitterrand	Giscard d'Estaing	Mitterrand
Ont une « bonne opinion » de P.C.F.	42	16	55	
Ont une « bonne opinion » de l'U.D.R.	14	27	18	
Ont une « très bonne opinion » du P.S.	25	16	32	
SITUATION DES ÉLECTEURS SUR UN AXE GAUCHE-DROITE :				
SE SITUENT AUX MEMES :				
Extrême gauche	1	1	—	
Gauche	61	44	58	
Centre gauche	16	36	9	
Centre droit	4	13	2	
Droite	1	—	—	
Extrême droite	2	3	1	

On mesure, les mitterrandiens se situent eux-mêmes beaucoup plus nettement à « gauche » que les ex-giscardiens qui les ont rejoints. On aurait pu penser également, à partir des mêmes enquêtes, que les premiers sont beaucoup plus réservés que les seconds envers M.M. Chirac et Pompidou, et beaucoup plus favorables à M. Mitterrand.

Les ex-giscardiens croient d'ailleurs moins à une victoire de la gauche en 1978 : 48 % seulement la pronostiquent en septembre dernier, contre 67 % des mitterrandiens.

Alors ? Que conclure de la constatation permanente, quel que soit le domaine étudié, cette diversité du « peuple » socialiste ? Le P.S. doit-il craindre les risques que peut lui faire courir « l'élargissement » de son propre programme — une partie de ses soutiens électoraux bien peu enthousiasmés par ce programme, ou peut-être, au contraire, par les énergies qu'il a su différencier et orienter ? Il ne faut pas négliger à cet égard l'homogénéisation

que peut provoquer la durée : nous ne sommes pas encore en 1978...

Et puis, le rôle de la direction du P.S. la marque que les leaders imprimèrent l'action du parti, peuvent aussi être décisifs. À cet égard, il apparaît, à la lecture de notre dernier tableau, que M. François Mitterrand est un excellent « catalyseur social » pour l'électorat socialiste, mais un « catalyseur politique » moins efficace : cadres supérieurs, cadres moyens et employés, ouvriers, votant P.S., sont également favorables au développement de l'action de M. Mitterrand. En revanche, les « ex-giscardiens » ne lui sont pas totalement acquis.

LES ÉLECTEURS DU PARTI SOCIALISTE ET LEURS LEADERS (en %)

Souhaitent voir jouer un rôle important au cours des mois au années à venir	ÉLECTEURS P.S.			Électeurs P.S. ayant voté le 19 mai 1974	
	Ensemble des électeurs P.S.	Cadr. sup.	Cadr. moy. et employés	Giscard d'Estaing	Mitterrand
F. Mitterrand	76	76	75	53	86
M. Rocard	53	72	67	39	56
P. Mauroy	34	48	43	21	41
G. Defferre	38	21	40	30	41

A un niveau de notoriété différent, M.M. Defferre et Mauroy apparaissent bénéficier de soutiens nettement moins équilibrés à la fois sur le plan social et politique. Quant à M. Rocard, il a acquis une image très particulière dans l'électorat du P.S. : extrêmement apprécié des cadres supérieurs, presque autant appuyé par les « ex-giscardiens » que par les mitterrandiens de 1974, mais moins apprécié par les ouvriers. Cette situation peut s'interpréter comme un handicap pour l'ancien leader du P.S., dans la mesure où il est peu souhaitable pour un dirigeant socialiste de moins bien réussir dans la classe ouvrière que chez les cadres. Elle peut aussi constituer un atout, puisque les couches nouvelles de l'électorat P.S. — et les couches à gagner en profondeur, puisque notre étude montre leur réserve politique — sont précisément celles qui appuient le plus volontiers M. Rocard.

Cela peut se révéler d'autant plus important que la moitié de ces nouveaux électeurs socialistes ex-giscardiens se disent prêts à voter de nouveau, en cas d'élection présidentielle, pour le P.S.

* Respectivement maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris et directeur des études politiques à la SOFRES.

(1) Ce qui permet de travailler sur un échantillon national de plus de quatre-vingt-sept électeurs socialistes, ou plus exactement électeurs de l'U.D.R. (Union de la gauche socialiste et démocrate, regroupant le P.S. et les radicaux de gauche).

(2) La colonne « Ensemble des électeurs du P.S. » englobe dans les enquêtes du P.S. ayant voté Giscard d'Estaing le 19 mai 1974. Le contraste serait plus fort encore si l'on opposait les électeurs P.S. ayant voté Giscard d'Estaing aux seuls électeurs P.S. ayant voté Mitterrand, en novembre 1976.

(3) Enquête SOFRES, novembre 1976.

(4) Enquêtes Sofres, septembre 1976.

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Dans les autres départements

socialistes

AIN

BOURG-EN-BRESSE — Insc. 16 328; suff. expr. 16 328. Un. g. (M. Robin, P.S.). 23 ELUS. M. Barbet, C.D.S., m. s. 23 ELUS. Au premier tour: Un. g. (M. Robin), 5 711; M. Barbet, 5 711; M. Robin, 5 711; M. Barbet, 5 711. Nouveau conseil: 10 P.S., 10 P.C., 7 div. g., 3 P.S.U., 3 rad. g. Sortants: 10 C.D.S., 10 rad. g., 3 R.I., 3 R.P.R.

AMBERIEU-EN-BUGEY — Insc. 6 531; suff. expr. 6 531. Un. g. (M. Marcel, mod. maj.). 19 ELUS. Un. g. (M. Marcel, mod. maj.). 19 ELUS. Au premier tour: Un. g. (M. Marcel), 1 699; ELUS: M. Marcel, 1 699; M. Marcel, 1 699. Nouveau conseil: 13 mod. maj., 10 P.S. et div. g. Sortants: 7 div. g., 5 R.I., 4 ext. g., 2 mod. maj., 2 P.S., 1 P.C.

BELLEGAARD — Insc. 4 488; suff. expr. 4 488. Un. g. (M. Dinet, P.S.). 8 ELUS. M. Dinet, P.S., adj. s., 2077. 8 ELUS. M. Petit, R.P.R., mod. maj., 1 806. M. Chanel, div. g., m. s. ne se représentait pas. Au premier tour: P.S. (M. Dinet), 2 128; 17 ELUS: P.C. (M. Dinet), 2 090; 2 ELUS. Nouveau conseil: 17 P.S., 10 P.C. Sortants: 10 mod. maj., 7 cent. g., 5 P.S., 5 P.C.

BELLEY — Insc. 3 731; suff. expr. 3 731. Un. g. (M. Chabert, P.S.). 17 ELUS. M. Chabert, P.S., mod. maj., R.P.R., 1 369. M. Vullod, a. élig., m. s. ne se représentait pas. Au premier tour: M. Chabert, mod. maj., 1 556; 17 ELUS: Un. g. (M. Chabert, P.S.), 1 594; 3 ELUS. Nouveau conseil: 17 mod. maj., 6 P.S. et 3 P.C. Sortants: 23 mod. maj.

OYONNAX — Insc. 10 500; suff. expr. 10 500. Un. g. (M. Chavanne, P.C.). 23 ELUS. M. Chavanne, P.C., m. s. ne se représentait pas. Au premier tour: Un. g. (M. Chavanne), 3 888; 26 ELUS: cent. (M. Collobert), 2 994; act. loc. (M. Barbet), 664. Nouveau conseil: 13 P.C., 7 P.S., 7 div. g. Sortants: 10 mod. maj., 7 C.D.S., 4 R.I., 4 div. g., 2 R.P.R.

CHATEAU-THÉRIER — Insc. 8 024; suff. expr. 8 024. Un. g. (M. Rossi, rad. min. m. s.). 32 ELUS. Un. g. (M. Rossi, rad. min. m. s.). 32 ELUS. Au premier tour: Un. g. (M. Rossi), 3 115; 32 ELUS: M. Rossi, 3 115. Nouveau conseil: 21 mod. maj., 4 P.C., 3 P.S. Sortants: 17 mod. maj., 8 P.S., 2 P.C. CHAUNY — Insc. 8 533; suff. expr. 8 533. Act. loc. (M. Bri. non. soc. ind. m. s.). 37 ELUS. Un. g. (M. Bonneau, P.S.). 28 ELUS. Au premier tour: act. loc. (M. Bonneau), 2 497; Un. g. (M. Leblanc, rad. min. m. s.). 12 ELUS. Nouveau conseil: 17 div. g., 9 mod. maj., 14 mod. maj., 7 P.C., 5 P.S. Sortants: 14 mod. maj., 7 P.C., 5 P.S.

BIRSON — Insc. 7 816; suff. expr. 7 816. Un. g. (M. Mahoudeau, P.C.). 21 ELUS. M. Mahoudeau, P.C., m. s., 3 322. M. Mahoudeau, P.C., m. s., 3 322. Au premier tour: Un. g. (M. Mahoudeau), 3 004; 8 ELUS: M. Mahoudeau, 3 004; M. Mahoudeau, 3 004. Nouveau conseil: 10 P.C., 10 P.S., 7 div. g. Sortants: 8 P.C., 9 P.S., 9 P.S.U., 1 mod. maj.

SOISSONS — Insc. 18 088; suff. expr. 18 088. Un. g. (M. Lefranc, P.S.). 30 ELUS. Act. loc. (M. Lefranc, mod. maj.). 30 ELUS. M. Lefranc, P.S., adj. s., 5 473. M. Lefranc, P.S., adj. s., 5 473. Au premier tour: Act. loc. (M. Lefranc), 5 771; 4 ELUS: Un. g. (M. Lefranc), 5 771; 4 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 10 P.C., 4 mod. maj. Sortants: 21 div. maj.

TERGIER — Insc. 1 513; suff. expr. 1 513. Un. g. (M. Rioblan, P.C.). 5 ELUS. Act. loc. (M. Rioblan, mod. maj.). 5 ELUS. Au premier tour: Section de Vion: Un. g. (M. Rioblan), 548; 1 ELU: act. loc. (M. Rioblan), 548; 1 ELU: act. loc. (M. Rioblan), 548. Nouveau conseil: 5 mod. maj., 7 P.C., 5 P.S. Sortants: 27 div. maj.

LE MINISTRE AU COMMERCE EXTÉRIEUR — Insc. 1 447; suff. expr. 1 447. Un. g. (M. Rioblan, P.C.). 5 ELUS. Act. loc. (M. Rioblan, mod. maj.). 5 ELUS. Au premier tour: Section de Vion: Un. g. (M. Rioblan), 548; 1 ELU: act. loc. (M. Rioblan), 548; 1 ELU: act. loc. (M. Rioblan), 548. Nouveau conseil: 5 mod. maj., 7 P.C., 5 P.S. Sortants: 27 div. maj.

ALLIER — Insc. 21 018; suff. expr. 21 018. Un. g. (M. Lacroix, R.I.). 31 ELUS. Un. g. (M. Lacroix, R.I.). 31 ELUS. Au premier tour: M. Lacroix, R.I., 1 701; Un. g. (M. Lacroix), 1 701; Un. g. (M. Lacroix), 1 701. Nouveau conseil: 12 div. maj., 8 R.I., 5 R.P.R., 4 rad. g., 3 C.D.S., 1 C.N.P. Sortants: 11 mod. maj., 4 div. d., 4 R.I., 5 R.P.R., 2 C.D.S.

CUSSET — Insc. 6 730; suff. expr. 6 730. Un. g. (M. Prunier, P.S.). 23 ELUS. M. Prunier, P.S., mod. maj., 1 716. M. Prunier, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Prunier, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Prunier, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

LA POSTOLLE — Insc. 6 730; suff. expr. 6 730. Un. g. (M. Prunier, P.S.). 23 ELUS. M. Prunier, P.S., mod. maj., 1 716. M. Prunier, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Prunier, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Prunier, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE — Insc. 6 802; suff. expr. 6 802. Un. g. (M. Bouffier, P.S.). 23 ELUS. M. Bouffier, P.S., mod. maj., 1 716. M. Bouffier, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Bouffier, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Bouffier, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

DIGNE — Insc. 6 802; suff. expr. 6 802. Un. g. (M. Bouffier, P.S.). 23 ELUS. M. Bouffier, P.S., mod. maj., 1 716. M. Bouffier, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Bouffier, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Bouffier, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

CHATEAU-ARNOUX — Insc. 3 619; suff. expr. 3 619. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

FORCALQUIER — Insc. 3 239; suff. expr. 3 239. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

CHATEAU-ARNOUX — Insc. 3 619; suff. expr. 3 619. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

MANOSQUE — Insc. 10 202; suff. expr. 10 202. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

SISTRON — Insc. 3 239; suff. expr. 3 239. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

ALPES-MARITIMES — Insc. 3 239; suff. expr. 3 239. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

NICE — Insc. 3 239; suff. expr. 3 239. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

2^e secteur — Insc. 3 239; suff. expr. 3 239. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

3^e secteur — Insc. 3 239; suff. expr. 3 239. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

LE CANNET — Insc. 3 239; suff. expr. 3 239. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

GRASSE — Insc. 3 239; suff. expr. 3 239. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

ARDÈCHE — Insc. 3 239; suff. expr. 3 239. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

SAINT-LAURENT-DU-VAIR — Insc. 3 239; suff. expr. 3 239. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

SAINT-LAURENT-DU-VAIR — Insc. 3 239; suff. expr. 3 239. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

SAINT-LAURENT-DU-VAIR — Insc. 3 239; suff. expr. 3 239. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

HAUTES-ALPES — Insc. 4 896; suff. expr. 4 896. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

HAUTES-ALPES — Insc. 4 896; suff. expr. 4 896. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

HAUTES-ALPES — Insc. 4 896; suff. expr. 4 896. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

HAUTES-ALPES — Insc. 4 896; suff. expr. 4 896. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

HAUTES-ALPES — Insc. 4 896; suff. expr. 4 896. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

HAUTES-ALPES — Insc. 4 896; suff. expr. 4 896. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

HAUTES-ALPES — Insc. 4 896; suff. expr. 4 896. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

HAUTES-ALPES — Insc. 4 896; suff. expr. 4 896. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

HAUTES-ALPES — Insc. 4 896; suff. expr. 4 896. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

HAUTES-ALPES — Insc. 4 896; suff. expr. 4 896. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

HAUTES-ALPES — Insc. 4 896; suff. expr. 4 896. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

HAUTES-ALPES — Insc. 4 896; suff. expr. 4 896. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

TOURNON — Insc. 5 472; suff. expr. 5 472. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

TOURNON — Insc. 5 472; suff. expr. 5 472. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

TOURNON — Insc. 5 472; suff. expr. 5 472. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

TOURNON — Insc. 5 472; suff. expr. 5 472. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

TOURNON — Insc. 5 472; suff. expr. 5 472. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

TOURNON — Insc. 5 472; suff. expr. 5 472. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

TOURNON — Insc. 5 472; suff. expr. 5 472. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

TOURNON — Insc. 5 472; suff. expr. 5 472. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

TOURNON — Insc. 5 472; suff. expr. 5 472. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

TOURNON — Insc. 5 472; suff. expr. 5 472. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

TOURNON — Insc. 5 472; suff. expr. 5 472. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

TOURNON — Insc. 5 472; suff. expr. 5 472. Un. g. (M. Escane, P.S.). 23 ELUS. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. M. Escane, P.S., mod. maj., 1 716. Au premier tour: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS: M. Escane, P.S., 1 716; 23 ELUS. Nouveau conseil: 13 P.S., 12 P.C., 1 rad. g., 1 mod. maj., 9 div. g., 2 R.I., 1 C.D.S.

(M. Dorjéon), 1 415; ext. g. (Mme Nicod, P.S.U.), 307. Nouveau conseil: 16 P.S., 11 P.C. Sortants: 10 P.S., 5 cent. g., 4 mod. maj., 3 P.C., 3 R.P.R., 2 R.I.

Accord entre les fédérations socialistes et communistes des Ardennes a été respecté dans toutes les communes intéressées et le second tour a conforté les succès enregistrés au premier tour par les listes de la gauche.

Trois conseillers généraux favorables à la majorité en ont été les principaux bénéficiaires. A Fumay, l'union de la gauche a remporté cinq et un des six-trois sièges. A Sarcilly, conseiller général, maître sortant, a été réélu. A Vervins, l'union de la gauche a remporté six et un des six-trois sièges. A Vervins, l'union de la gauche a remporté six et un des six-trois sièges.

A Châtillon, le maire sortant, M. Didié, a été réélu. A Châtillon, le maire sortant, M. Didié, a été réélu. A Châtillon, le maire sortant, M. Didié, a été réélu.

A Châtillon, le maire sortant, M. Didié, a été réélu. A Châtillon, le maire sort

D'UNE REGION A L'AUTRE

DÉBAT EXEMPLAIRE EN BASSE SEINE

- Les industriels : tout à la mer
- Les marins : sauver les poissons

La situation de la basse Seine est exemplaire. D'un côté, des industriels qui veulent se débarrasser de leurs résidus au moindre coût (solution classique : tout mettre à la mer, sinon difficultés économiques à prévoir et spectre du chômage). De l'autre, les marins-pêcheurs, autres utilisateurs de la mer, qui devront mettre sac à terre si le poisson disparaît.

Les chalands chargés de phosphogypse, ce résidu de la fabrication d'engrais phosphatés, contiennent cette année encore à descendre la Seine et à se débiter de leur douloureuse cargaison entre Le Havre et Honfleur.

Après une enquête d'utilité publique menée au Havre et dans vingt-quatre communes du littoral normand, M. Boidin, préfet de région, a signé un décret autorisant les trois usines de la basse Seine à poursuivre en 1977 les déversements en mer. Cela en dépit d'une âpre bataille juridique qui oppose marins-pêcheurs et écologistes aux industriels. Tout le monde attend à présent que la commission d'enquête désignée dépose ses conclusions : probablement vers le milieu de cette année.

En attendant, au cours de l'année 1976, ce sont un million trois cent mille tonnes de phosphogypse qui se sont jetées aux eaux déjà fort polluées de l'estuaire de la Seine. « Vous ne joignez pas la complexité du pollueur », dit M. Cadel, directeur de l'entreprise Cofaz, au Havre, mais nous reconnaissons volontiers que ces rejets en mer ne sont pas satisfaisants. Pourquoi ne pas chercher à se servir des phosphogypses ? » C'est, en effet, la bonne question à laquelle les trois usines productrices d'engrais (Cofaz au Havre ; Gesa ; Grand-Quevilly ; au A.P.C. à Grand-Couronne) s'efforcent de répondre. Déjà, en 1976, on a pu réutiliser environ deux cent mille tonnes de phosphogypse. Les trois entreprises mènent leurs études séparément et y consacrent des crédits importants : Gesa y aura dépensé 20 millions de francs entre 1965 et 1982. Il existe actuellement six pistes de recherches, dont une seule a débouché sur une réalisation industrielle.

Les carreaux de plâtre : la Gesa a investi 40 millions de francs dans la construction d'un atelier qui transforme le phosphogypse en plâtre, en association avec la société Lambert. La poudre produite au Grand-Quevilly alimente trois usines, qui moulent les carreaux près de Rennes, de Strasbourg et de Lille. D'une capacité de 300 000 tonnes, cette unité ne produit actuellement que 150 000 tonnes, permettant d'écouler environ le quart des phosphogypses que rejette l'usine. Mais ce faible tonnage représente déjà le quart des besoins français en carreaux de plâtre pour 1977.

Le « geste insensé »

Bien que ce marché soit en expansion, les concurrents de la Gesa n'envisagent pas de monter un équipement similaire. « Ce serait un geste insensé sur le plan économique », nous a dit l'un d'eux. Avec la hausse du coût de l'énergie nécessaire au séchage, puis à la calcination des gypses, ce produit n'est plus compétitif par rapport au plâtre naturel.

Le ciment au gypse : la Gesa et la Cofaz poursuivent, depuis 1972, des essais en association avec des cimentiers pour remplacer les 3 % de gypse naturel inclus dans les ciments par des phosphogypses.

Les remblais routiers : des essais sur le comportement des phosphogypses utilisés directement comme remblais sont menés par la direction de l'équipement de Seine-Maritime depuis l'automne 1976. Cette utilisation se heurte à deux difficultés : la solubilité du gypse dans l'eau et le coût du transport. Les sous-bassements routiers : La Gesa fabrique du gypse et de soude

(10 000 tonnes/an). Ce produit remplace la chaux, accélère la prise et augmente la durée des sous-bassements routiers. Une quinzaine de chantiers, dont la rocade autour de Caen, l'utilisent ou l'ont utilisé.

Le Cofaz, de son côté, participe à un essai consistant à substituer au gravier un mélange de cendres, de chaux et de gypse pour les accès routiers du nouveau pont de Caudebec.

Les engrais : pour certains engrais peu concentrés on réintroduit du phosphogypse en complément des matières actives. Le débouché serait peu important.

Les matériaux de construction : c'est certainement la formule de l'avenir. On s'y travaille à A.P.C. L'idée de base provient de la contradiction qu'il y a à sécher le phosphogypse à grands frais pour faire du plâtre et à rajouter de l'eau pour le gâcher. Les études sont menées discrètement à Toulouse.

Quels que soient les résultats de ces recherches, les débouchés du phosphogypse ne pourront se développer que lentement, si l'on engrais peu concentrés ou réintroduit. Raison de plus pour les mener sans relâche.

JACQUES GRAAL.

POUR LES DAUPHINS ET LES MARSOUINS. Le Fonds mondial pour la nature a lancé un appel pour une protection accrue des dauphins et des marsouins. Entre 5 et 7 millions de ces animaux ont péri dans les vingt dernières années lorsque les pêcheurs de thon les ont ramassés avec leurs prises dans leurs filets. (A.F.P.)

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

UN « MAUVAIS » RAPPORT SUR LE BRUIT DE CONCORDE ?

Londres (A.F.P.). — Les chances de Concorde d'obtenir le feu vert des autorités de New-York, pour atterrir sur l'aéroport Kennedy, pourraient être sérieusement compromises par la « fuite » d'un rapport confidentiel britannique sur le niveau sonore de l'appareil, révèle l'hebdomadaire britannique L'Observer.

Selon ce dernier, un rapport du conseil consultatif du bruit, rendu en décembre au ministère de l'équipement et de l'environnement, et concluant qu'il y a « peu de chances de rendre l'appareil supersonique moins bruyant », est actuellement étudié par le gouverneur de New-York, M. Hugh Carey, adversaire résolu de Concorde.

Le rapport conclut que Concorde émettait un niveau sonore supérieur de plus de 20 décibels aux appareils subsoniques dans un rayon de 10 à 20 kilomètres de l'aéroport Dulles de Washington. Il recommande l'interdiction totale de vol de Concorde pendant la nuit, la soirée et en début de matinée.

LA MANCHE PAR AEROGLOSSIER. Les aéroglisseurs exploités sur la Manche par Seaspeed, filiale des chemins de fer britanniques, ont, en 1976, assuré 31 % du transport des automobiles et 30 % du transport des voyageurs entre la France et l'Angleterre, annonce l'Union internationale des chemins de fer. Sur 5104 traversées, ils ont transporté 711 000 voyageurs et 110 000 véhicules.

DES « GREVES SURPRISES » DANS LA NAVIGATION FLUVIALE. — La fédération nationale des ports et docks (C.N.P.D.) faisant allusion à la longue grève de la batellerie le mois dernier, affirme qu'elle entend « poursuivre l'action sous des formes appropriées » pour améliorer les rémunérations et les conditions de travail des trois mille salariés de la profession. Affirmant qu'ils travaillent 81 heures 30 pour 40 heures de salaire, la C.N.P.D. invite les marins à faire « des grèves surprises, limitées et répétées ».

A PROPOS DE...

Le transfert des services administratifs en province

Aménageurs, démenageurs...

Le gouvernement est décidé à renforcer la décentralisation du secteur tertiaire qui, à l'avenir, créera beaucoup plus d'emplois que le secteur industriel. Des contrats de décentralisation devraient être conclus à cette fin avec chaque ministère. Cette idée, lancée par la DATAR il y a quatre ans, n'a pas jusqu'à maintenant donné des résultats très satisfaisants, les administrations parisiennes se montrant fort réservées à tout transfert.

Un nouvel épisode de ces difficultés est illustré par l'affaire du Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA) du ministère de l'équipement dont le gouvernement, à la fin de l'année dernière, a décidé la décentralisation dans la ville nouvelle du Val d'Aurelle, dans l'Eure.

Le personnel du SETRA s'oppose au transfert de la division « informatique » de ce service, prévue pour 1979-1980. Il a manifesté son mécontentement en bloquant la fonctionnalité d'un des plus importants ordinateurs du ministère durant quarante jours, du 3 janvier au 11 février.

Le SETRA a été créé en 1968 après le regroupement de plusieurs services relevant de la direction des routes. Il est organisé en divisions, la plus importante étant la division « informatique », où travaillent cent quatre-vingt personnes. Le SETRA a pour mission de proposer la réglementation applicable aux autoroutes et d'établir les divers projets routiers.

Ces mesures, assurent les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., auront pour conséquence un démantèlement du SETRA ; elles n'ont aucune justification technique. Ce service a déjà fait l'objet de mesures de réorganisation qui ont abouti à l'augmentation de la division « exploitation-secrétariat » et à la création d'un nouveau service autonome, la centre d'études sur les transports urbains. Ajouté aux précédentes remaniements, ce transfert touchera au total le moitié du personnel du SETRA. Les techniciens seront soumis à de nombreux déplacements. Enfin, 20 % des dossiers traités par

l'ordinateur proviennent d'une clientèle privée ; celle-ci ne nous suivra pas si nous allons dans la ville nouvelle.

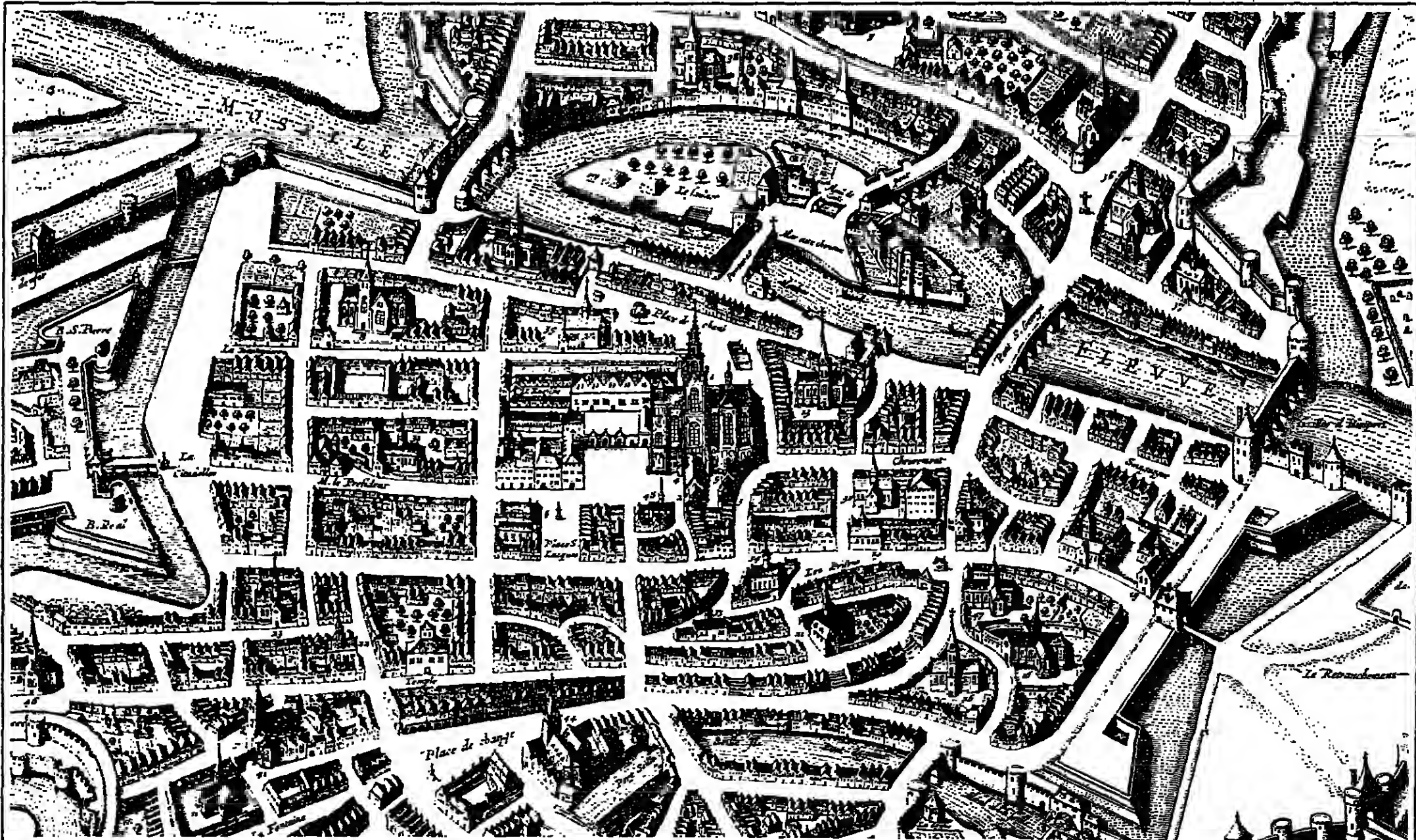
« La décision qui a été prise n'aboutira en aucun cas », répond M. Jean Berthier, directeur du service, l'ordinateur sera transféré au Val d'Aurelle, mais cette mesure n'entraînera aucune modification des attributions de la division « informatique ». En outre les réorganisations intervenues jusqu'à présent sont d'ordre technique, et elles n'ont pas amputé le SETRA. Enfin, beaucoup de nos clients sont provinciaux et cette situation ne soulève aucune difficulté.

De très nombreux services administratifs sont installés à Paris ou dans la région parisienne et il n'est pas évident que leur présence en Île-de-France ou au pied de la tour Eiffel soit directement nécessaire à leur bon fonctionnement.

Pour ne parler que du ministère de l'équipement et des transports, on note par exemple, avec satisfaction, que le service de la météorologie nationale est en cours de transfert à Toulouse et le service des permis de conduire à Troyes.

Mais est-il normal, se demandent les « aménageurs » du territoire, qu'au moment où le gouvernement veut donner un coup de boost aux villes nouvelles, aux villes moyennes et à la façade atlantique, le directeur des ports maritimes et des voies navigables reste « ancré » boulevard Saint-Germain, et le service technique des phares et balises à Bonneuil-sur-Marne.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.



En 1546, Rabelais choisit de vivre à Metz. Voici pourquoi :

Venant de l'Europe entière, des hommes ont choisi de vivre à Metz, ville libre. Depuis près de huit siècles, ils y ont trouvé une cité puissante, indépendante, où ils pouvaient s'exprimer et donner libre cours à leur force créatrice. Rabelais en est l'un des plus illustres exemples.

1. DES MARCHÉS FLORISSANTS font de Metz un haut lieu d'échanges. Des marchands venus de toute l'Europe s'y rendent chaque année.

2. DES CORPORATIONS ARTISANALES parfaitement organisées, très puissantes, tiennent solidement l'artisan mésoin et en assurent la réputation par-delà les limites de la province.

3. OES LE HUITIEME SIECLE, Metz possédait déjà un véritable hôpital, le centre hospitalier Saint-Nicolas.

4. TENANT TABLE PLACE SAINT-LOUIS ET PLACE DU CHANGE, banquiers et changeurs exercent le commerce de prêt à l'aide d'une monnaie frappée à Metz.

l'une des plus fines d'Europe.

5. AU HUITIEME SIECLE DÉJÀ LE PORT DE METZ : ses magasins, ses greniers à céréales, la Grange du Saint-Esprit, de l'ancienne Commanderie Saint-Antoine, le grenier de Chèvremont, garantissaient les citoyens contre les fréquentes famines.

6. SOUS L'INFLUENCE DU CLERGÉ, METZ SE CULTIVE, SHUMANISE, RAYONNE.

Une cathédrale, 49 églises et chapelles sont là pour témoigner du rayonnement culturel de Metz.

7. METZ, VILLE DE BONNE CHÈRE

Sa production de vins figurait sur toutes les tables princières.

Pour recevoir gratuitement chaque mois : « LA LETTRE DE LA DÉCENTRALISATION », éditée par la ville de Metz et rédigée par Jean-François KAHN, réalisez, renvoyez le bon à découper à la Mairie de Metz, B.P. 1025, METZ, CEDEX 37029.

SOCIÉTÉ :

NOM :

ADRESSE :

METZ
le bien vivre

Publicité Communale de Metz

هذه من النسخ

هشام النجار

Le Monde

DE L'ECONOMIE

Les prolongements du plan Barre : les réformes de structure

□ L'OUVERTURE, LE 2 AVRIL, DE LA SESSION PARLEMENTAIRE VA DONNER AU GOUVERNEMENT L'OCCASION DE PRÉSENTER UN CERTAIN NOMBRE DE PROJETS DESTINÉS À RÉFORMER LES « STRUCTURES » DE L'ÉCONOMIE ET, PAR LA MÊME, COMPLÉTER LES MESURES CONJONCTURELLES PRISES DANS LE CADRE DU PLAN BARRE. ON LIRA PAGES 22 ET 23 UNE ANALYSE DES « ACTIONS EN PROFONDEUR » QUE LE PREMIER MINISTRE ENTEND AINSI ENGAGER.

Il faut se méfier du terme de « structure ». Rien, pas que l'ajout et l'ajout de la politique économique consiste à rétablir les « grands » équilibres (dont celui de la balance des paiements est le plus significatif) mais aussi à rétablir la répartition de tous les autres, mais parce que, appliqués à tort et à travers, il sert souvent d'excuse à la confusion. L'échappatoire : il est par trop commode pour le politicien à court d'idées ou le journaliste à court d'analyse de réclamer des changements « structurels ». Cela dispense d'être précis ; cela permet de jeter indirectement le discrédit sur l'action réputée plus superficielle que mènent les responsables « faute d'imagination » ; cela est aussi souvent une façon de ne pas traiter le sujet. C'est ici qu'intervient la confusion qui naît du jargon axiome selon lequel tout est dans tout et réciproquement.

Les habituelles discussions et déclarations sur les « causes structurelles » de l'inflation en fournissent un bon exemple. Il ne s'agit pas, comme le font les « Chicago boys » (1), de tout ramener à la monnaie, mais simplement de reconnaître que l'inflation a pour point de départ l'excès de crédits que leurs bénéficiaires (État, entreprises publiques ou privées, etc.) sont incapables de jamais honorer. La conséquence est la dépréciation de la monnaie, laquelle crée des créances sont normalement exprimées. Il est clair que le phénomène peut se produire dans des sociétés appartenant à tous les stades de développement, mais que, dans une société comme la nôtre, elle est plus grave, plus durable, plus difficile à corriger. Elle est, pour un progrès durable, une condition nécessaire.

Autre exemple, en matière de permis, celui de la balance des paiements. Quand un pays doit faire face à des importations, un quadruplement du prix du pétrole importé, il ne restera durablement en « déficit » que s'il se refuse à réduire (en termes relatifs) sa consommation globale, dont l'énergie n'est qu'une des composantes, afin de pouvoir affecter une plus grande part de ses ressources productives à l'exportation. A travers l'incantation à qui ramène trop souvent la référence à des obstacles ou des goulots « structurels », se manifeste souvent ce qu'on pourrait appeler l'« illusion du réel », l'idée que ce qu'on constate aujourd'hui est non pas le résultat de facteurs particuliers (que la négligence peut toujours remettre en cause), mais bien à l'origine d'une telle nature des choses. Ainsi croit-on que Dieu a fait du Deutschmark une monnaie « structurellement » forte, et de la balance commerciale française une balance dont le déficit est parallèlement devenu « structurel ».

(1) Les partisans de la moderne théorie quand ils se réfèrent à la monnaie, celle qu'ils enseignent à l'université de Chicago.

Cela dit, la nécessité de « réformes en profondeur », pour reprendre l'expression du premier ministre, s'impose si l'on veut que le plan qui porte son nom soit autre chose qu'une « péripétie » supplémentaire dans la « politique de l'escarpolette » dénoncée à juste titre par M. Raymond Barre, et qui consiste à faire succéder au petit bonheur et au gré des pressions de l'opinion des mesures dites d'austérité et des mesures dites de relance. Comment, par exemple, guérir durablement l'économie française de l'inflation si l'on ne pèse sur elle un accroissement indéfini des dépenses de sécurité sociale ?

La doctrine nouvelle

« Si l'on n'y met pas de l'ordre, nous courrons à l'abîme », dit à ses proches M. Raymond Barre, le premier ministre qu'il est depuis longtemps la France à savoir que, à partir du moment où un système tend à garantir à tous et à chacun un minimum de ressources, il n'y a pas de limites automatiques (jusqu'à l'absorption complète du produit national) à la progression de son budget. Mais « le jeu n'est pas dans la maison », et la maîtrise des dépenses sociales, priorité que s'est donnée le gouvernement, est un objectif à long terme, ou plutôt permanent.

Jean-Pierre Dumont explique, page 23, que dans l'immédiat l'effort de réduction doit porter sur le freinage des dépenses d'hospitalisation. « Il y a globalement assez de lits (l'hôpital) en France, mais on ne sait pas les utiliser », dit-il à M. Lagarde, ou l'on ajoute : « L'économie de la santé est encore une notion à peu près totalement inconnue. Barre

sont les praticiens qui cherchent systématiquement ce que les mathématiciens appellent la solution la plus élégante, celle qui obtient le maximum de résultats avec le plus grand économie de moyens ».

Un autre axe de la politique gouvernementale sera ce qu'on appelle la « politique industrielle ». Expression ambiguë, et même dangereuse dans un pays à tradition colbertiste, car, à la limite, elle laisserait entendre que le « redressement » de la « restructuration » de l'appareil de production, son adaptation aux circonstances nouvelles ou prévisibles, relèvent d'abord de la responsabilité des pouvoirs publics. Or tel n'est pas le cas. On ne devrait pas l'être, dans une économie qui se proclame « ouverte ». « Je suis l'homme d'une politique de répartition globale », répète M. Raymond Barre. Sa doctrine, y compris ce qu'il concerne les entreprises publiques, vise précisément à maintenir ou rétablir les disciplines du marché et la pression de la concurrence partout où l'activité est de nature proprement économique. Ambitieux programme, qui vise à rien de moins qu'à faire coïncider la pratique avec la théorie, compte tenu du fait que, dans nos sociétés profondément imprégnées d'agressivité, le jeu de la concurrence, dans le meilleur des cas, consiste à se créer un petit (ou grand) monopole bien à soi.

Le nouveau cours de la politique gouvernementale trouvera son expression juridique dans le renforcement de la lutte contre les ententes. M. Barre a mis personnellement la main au projet de loi qui a hérité sur ce sujet de son prédécesseur, et qu'Alain Verhulst analyse page 24.

Plus concrètement, M. Barre compte imposer sa marque en modifiant l'ensemble des conditions de l'investissement de l'État vis-à-vis, d'une part, du secteur privé et, d'autre part, des entreprises nationales.

On lira, en ce qui concerne le secteur privé, l'article de Philippe Lallier (p. 24) et le contenu de l'intervention de l'État vis-à-vis, d'une part, du secteur privé et, d'autre part, des entreprises nationales.

La difficulté pour l'État de se conformer aux principes qu'il proclame

hautement est illustrée par le « point de vue » qu'on lira ci-dessous sur la réforme dont a fait l'objet la S.N.C.F. à la suite du « rapport Nora » (1967), qui visait, lui aussi, à plier les entreprises nationales aux contraintes « objectives » de l'économie de marché. Quelles sont dans ce domaine les intentions du gouvernement ?

Quand, dès les premières semaines du lancement de son plan, M. Raymond Barre a pour la première fois parlé de la nécessité de rétablir progressivement l'équilibre des comptes des « nationalisées », on a vu dans ces propos une nouvelle menace pour l'emploi ; les effectifs des entreprises en question ne sont-ils pas, souvent, comme disent certains, « pharaoniques » ? Le gouvernement est le premier à s'apercevoir aujourd'hui qu'un effort, parfois considérable, de compression, a déjà, au cours des dernières années, été accompli et pas seulement dans les activités en perte de vitesse, comme les charbonnages. A la S.N.C.F. (voir ci-dessous), à la R.A.T.P., qu'on cite aussi en exemple dans l'encouragement du premier ministre, la « rationalisation » s'est traduite par une baisse sensible du nombre des personnes employées. Les transports en commun parisiens occupent plus que trente-deux mille neuf cents personnes en 1976 contre près de quarante mille en 1970. Sur ce plan, comme sur certains autres, l'évolution constatée dans le secteur public se compare avec celle du secteur privé, où, pour reprendre l'expression en usage, les « dégraissages » ont parfois, notamment dans le textile, été importants.

Le prochain collectif ajoutera un montant « substantiel » au total des sommes — 25 milliards tout compris (dotations en capital, prêts du F.D.E.S., subvention pour le régime social, etc.) actuellement inscrites au budget de l'État en faveur des entreprises nationales.

Pour rétablir l'équilibre, M. Raymond Barre avait bien, au moment où il rédigeait son plan, envisagé une politique de vérité intégrale des prix, qui aurait consisté à aligner les tarifs sur les coûts de revient totaux (notion du reste floue).

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 24.)

POINT DE VUE

L'expérience de la S.N.C.F.

□ CE N'EST PAS LA PREMIÈRE FOIS QUE LE GOUVERNEMENT ANNONCE SON INTENTION DE RATIONALISER LA GESTION DES ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC. UN CONTRAT DE PROGRAMME A ÉTÉ, IL Y A SEPT ANS, CONCLU À CET EFFET AVEC LA S.N.C.F. UN CADRE DE CETTE SOCIÉTÉ NOUS EXPOSE ICI CE QU'IL EST ADVENU DE CETTE EXPÉRIENCE. « AUCUNE RÉFORME FONDAMENTALE N'AURA LIEU, NOUS DIT-IL, A MOINS QUE... »

DEPUIS quelques mois, une offensive a été déclenchée par le gouvernement contre les entreprises publiques.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a donné le signal de départ lors de l'examen du budget des transports terrestres les 21 et 22 octobre 1976 devant l'Assemblée nationale.

Le même ministre récidivera devant le Sénat en dénonçant « ces gigantesques dépenses » et le comportement de moins en moins industriel et commercial, où les critères d'efficacité

devenaient diffus et où s'efface la notion des résultats ».

Parallèlement, dans une nombreuse presse, ces propos sont repris, amplifiés et donnent lieu à de longs développements où sont alignés les chiffres les plus alarmants. En conclusion de ces articles, le devenir des entreprises nationales.

Le contrat de programme...

Inspiré des thèses de M. Simon Nora, alors conseiller de M. Chaban-Delemas, premier ministre, le contrat de programme avait pour objet de définir les règles que la S.N.C.F. devait respecter pour être reconnue responsable de son équilibre financier et celui de la S.N.C.F. de se trouver à égalité avec ses concurrents. Les règles suivantes étaient alors posées :

- La S.N.C.F. retrouvait la liberté tarifaire, les interventions de l'État ne pouvant être que spécifiques et donner lieu à compensation financière (article 20 bis).
- Les charges que la S.N.C.F. supportait au fait d'une décision de l'État donnaient lieu à compensation (article 18 ter).
- Les services omnibus voyageurs maintenus par décision de l'État donnaient lieu à compensation (article 18 quater).
- Les comptes sont normalisés de façon à placer la S.N.C.F. sur le même

plan que les autres entreprises. Il en résulte un réexamen de l'évaluation des charges d'infrastructure, de passages à niveau et de retraite qui donnent lieu à versement de l'État.

Ces nouvelles dispositions devaient conduire la S.N.C.F. à l'équilibre du budget d'exploitation. Pour y parvenir, parallèlement à cette révision de ses rapports avec l'État, l'entreprise nationale allait entreprendre une réforme de ses structures, réforme qui comportait une décentralisation des décisions et des responsabilités, et poursuivre ses économies de gestion.

Or que s'est-il passé ? Le tableau ci-contre permet de constater une baisse continue et importante des effectifs, un équilibre financier pratiquement obtenu jusqu'en 1974, un trafic en expansion sensible.

La situation s'est dégradée à partir de 1975 en raison de la crise économique qui a entraîné pour la S.N.C.F. une baisse de 17 % de son trafic marchand.

Que fallait-il alors faire ? Le chemin de fer est une entreprise à rendement croissant, c'est-à-dire à dépenses fixes importantes. Le prix de revient d'un algorithme est le même qu'il fasse passer cent trains durant ses huit heures ou cinquante.

Devant cette baisse de trafic liée à la situation économique, la S.N.C.F. avait peu de moyens pour se défendre. Elle a compliqué encore ses coûts, mais ce n'est pas suffisant.

Qu'ont fait les pouvoirs publics ? Ils n'ont pas insisté au développement des transports ferroviaires malgré l'économie d'énergie qui en résulterait pour

Argument d'autorité

B IEN que, dans les grandes affaires humaines qui sont la religion et la politique, la remise en question de dogmes considérés comme les plus sacrés soit en permanence à l'ordre du jour, on aurait tort d'en conclure que l'argument d'autorité a, dans tous les domaines, perdu droit de cité.

Le propre de l'argument d'autorité est que, à la limite, il se passe de raisons. Dans un mémorandum qu'elle a adressé récemment à plusieurs gouvernements étrangers, la trésoresserie américaine reprend les thèses les plus extrêmes de M. Friedman en faveur des changes flottants. Un mépris de bon ton (parce qu'il rejoint la mode actuelle) à l'égard des parloirs attardés du système des taux fixes nient lieu de débâcle et d'illustration du régime que nous connaissons depuis quatre ans.

On ne peut aussi que s'étonner de la pauvreté de l'argument mis en avant par le prix Nobel 1976 des sciences économiques pour soutenir, cette fois-ci dans les colonnes d'un journal italien (le *Mondo* du 19 mars), un autre de ses paradoxes familiers, à savoir que l'échelle mobile n'est pas un obstacle à la stabilisation. L'inflation, affirme M. Friedman, ne suscite pas l'inflation, elle la relève. Cela n'est pas contestable mais n'est qu'un aspect de la question. Comme pour les taux de change, l'expérience semble démentir les thèses du brillant professeur. Si l'échelle mobile des salaires sert la justice, dans la mesure où elle s'applique aux rémunérations les plus basses (et doit être relevée dans ce cas), elle devient un facteur dangereux de rigidité dès qu'elle entraîne l'ensemble des revenus.

Dans son dernier rapport annuel, la Banque des règlements internationaux écrit : « Dans plusieurs pays, les progrès réalisés dans la lutte contre l'inflation semblent être articulés autour de la modification, ou de la suspension temporaire, des systèmes d'indexation ». Parmi ces pays se trouvent les Pays-Bas et la Belgique. Les experts de Bâle ajoutent (en juin 1976) : « En Italie, en revanche, le système d'échelle mobile a été rendu plus sensible à la hausse des prix à la suite de la signature d'un nouvel accord... Devant la chute occasionnelle de la lire et la recrudescence des forces inflationnistes, des voix se sont élevées depuis lors en faveur d'une modification du système d'indexation ». Ces voix (parmi lesquelles celle de M. Rinaldo Ossola, ministre du commerce extérieur) risquent d'être étouffées par celle du maître.

★★★★ A PARIS

ROISSY Ch. de Gaulle
tél. : 862 23 23
tél. 691777

SOFITEL BOURBON
tél. : 555 91 80
tél. 250019

SOFITEL PARIS
tél. : 657 11 43
tél. 200432

35 HÔTELS

RESERVATION CENTRALE PARIS 657 11 43 TELEX 200 432

	Personnel	Unités trafic en milliards	Résultat du budget en millions de francs
1970	307 000	111,54	+ 2,5
1971	282 000	108,35	0
1972	285 000	112,82	- 93
1973	282 000	112,77	- 235
1974	280 000	124,57	- 88
1975	276 000 (1)	114,83	- 1133

(1) La chute des effectifs continue : 272 000 fin 1976.

(1) M. Pellissier, ancien directeur du cabinet de M. Jacques Chirac, a été nommé par ce dernier à la tête de la S.N.C.F. (2) Sources : Bulletin syndical F.M.C. de février 1977.

DE STRUCTURE ET LE PLAN BARRE

DU TERRITOIRE : aller plus loin

Jours d'avril, à un conseil central de planification spécialement réuni à ce sujet par le président de la République. Déjà dans son discours de Digne, le 7 février dernier, M. Valéry Giscard d'Estaing avait quelque peu défroncé ce que sera le « relevé de décisions » de ce prochain conseil. « Le gouvernement renforcera la politique nationale d'aménagement du territoire (...) qui doit s'attaquer aux causes structurelles de l'inflation », avait déclaré le chef de l'Etat.

L'action de l'Etat s'organisera autour de quatre volets :

● Le « vivre » le plus riche, désormais constitué par le secteur tertiaire et notamment les administrations et les entreprises publiques. La décentralisation, ici, est avant tout une affaire de volonté politique au plus haut niveau. Les citoyens n'admettent pas que l'Etat, qui demande aux firmes privées de se décentraliser ne puisse se faire obéir de ses fonctionnaires. On envisage de reprendre à zéro la politique timidement engagée dans ce domaine en 1973-1974 et de conclure avec chaque entreprise publique et chaque ministère un contrat de décentralisation dont l'application sera examinée périodiquement par le gouvernement.

● Il faut freiner le développement des grandes villes et favoriser la zone rurale et les petites localités. Les régions de montagne, notamment, sont en voie de « désertification ». La publication d'une circulaire est attendue au printemps dans le but d'enrayer cette régression.

● L'aménagement du territoire est un impératif qui s'impose à tous les ministres et pas seulement à un ministère d'Etat secondé par la DATAR. Des directives vont être données pour que la régionalisation du budget s'accorde avec les priorités nationales de l'aménagement du territoire. De même, M. Lecanuet a demandé à connaître avec précision les affectations régionales des vingt-cinq programmes d'action prioritaires (PAP) nationaux et les projets régionaux d'investissement des grandes entreprises publiques (E.G.P., S.N.C.F., par exemple).

Une des craintes de M. Lecanuet est toutefois que les impératifs conjoncturels ne détournent l'attention des pouvoirs publics des objectifs à long terme. « Mais, remarque-t-on dans son entourage, l'Etat doit contribuer à être un cadre de pérennité et l'aménagement du territoire un instrument de régulation. Et les zones fragiles structurel-

● L'ère de la décentralisation industrielle n'est pas terminée, mais il faut définir des moyens plus efficaces dans ce domaine. Surtout, de nombreux secteurs — l'automobile, la mécanique et la métallurgie, et les travaux publics — continuent à employer un pourcentage élevé de main-d'œuvre étrangère non seulement dans la région parisienne mais dans les agglomérations lyonnaises et marseillaises. Il devrait être possible, sans toucher à l'emploi occupé par les Français dans ces régions, de mieux répartir les usines de ces secteurs sur l'ensemble du territoire.

lement — Ouest, Massif Central, Sud-Ouest, — qui doivent garder la priorité, ne reçoivent pas de la même médiation que les régions frappées par la conjoncture. »

Comment intégrer l'aménagement du territoire à la vie des assemblées régionales, qui ont, depuis 1972, pris enfin leur essor ? De divers côtés on souhaite que davantage de responsabilités économiques leur soient confiées : responsabilité, c'est-à-dire pouvoirs, mais aussi devoirs et donc risques de conflits en cas d'arbitrage éventuellement jugé arbitraire par tel département ou telle ville de la région. L'Etat acceptera-t-il d'instituer, à l'instar de la région parisienne, des redevances payées par les entreprises qui s'installent dans une grande agglomération (Lyon, Lille, Marseille, la Basse-Seine) ? En affectant le produit de ces redevances à un fonds régional, ne donnerait-on pas ainsi aux élus l'occasion de mener sur leur territoire une politique propre d'aménagement et de « s'essayer » à la gestion économique régionale sans que, le moins du monde, l'unité nationale soit menacée ?

Dernier objectif afin que la relance de l'aménagement du territoire ne soit pas seulement un vœu : la coordination des politiques européennes. Dans le secteur de la verrerie, plusieurs pays européens (tous touchés par le chômage), se disputent une usine de « float glass » que projette de construire un groupe français. On voudrait, à Paris, édifier cette usine dans le Nord-Pas-de-Calais. Mais la DATAR ne peut lui offrir qu'une prime de 17 % au maximum. Dans les pays voisins, en revanche, on lui propose le double, voire le triple.

Cette surenchère, alimentée par la crise, risque de tuer dans l'œuf toutes les politiques nationales. C'est un sujet que les chefs d'Etat et de gouvernement ne pourront passer sous silence à leur prochain « sommet » européen de Rome.

FRANÇOIS GROSCHARD.

SÉCURITÉ SOCIALE : Définir une nouvelle politique

MAITRISE des dépenses de santé, généralisation de la Sécurité sociale à tous les Français et harmonisation des multiples régimes d'assurance tels sont les trois dossiers sur lesquels le gouvernement doit se prononcer avant la fin de l'année, selon les engagements qui ont été pris soit

La maîtrise des dépenses

« Un nouveau train de mesures de fond sera arrêté par le gouvernement au printemps prochain. » La promesse qu'avait faite le ministre du travail, le 22 septembre, en présentant le plan d'assainissement des finances de la Sécurité sociale, semble devoir être tenue. A Malignon, mais aussi aux ministères du travail et de la santé, les experts travaillent depuis plusieurs semaines à la préparation de ce « nouveau train de mesures ». Après la nouvelle augmentation des cotisations d'assurance maladie et d'assurance vieillesse en octobre dernier et la décision d'augmenter le ticket modérateur pour certaines consommations médicales (un décret doit paraître prochainement), le gouvernement s'est fixé pour objectif de « parvenir progressivement à la maîtrise des dépenses sociales ».

De source officielle, on précise qu'il ne s'agit pas de procéder à une refonte complète de la Sécurité sociale. On s'agit qu'il y a pas le feu à la maison et que, pour 1977, « le problème financier de la Sécurité sociale n'est pas dramatique et ne nécessite pas de mesures d'urgence ». Grâce à des rentrées de cotisations assez constantes, la situation est, en effet, « moins mauvaise qu'on ne pouvait le penser il y a encore six mois ». Certes, il y a un « trou », mais il s'agit surtout de difficultés de trésorerie. Il faudra trouver cette année 5 milliards de francs environ. C'est à la fois beaucoup et peu lorsqu'on sait que cela représente six jours de prestations par an.

En revanche, les prévisions à moyen terme sont bien plus préoccupantes : au rythme actuel de progression, le déficit de la Sécurité sociale pourrait atteindre plusieurs dizaines de milliards de francs dans les années 80. Le gouvernement entend donc définir une « véritable politique de la Sécurité sociale » ; dès ce printemps 1977, il va proposer des mesures qui consisteront davantage « à agir sur le comportement des Français, qu'à leur imposer des ordonnances de dépenses, qu'à rechercher des économies ponctuelles ». Si une nouvelle augmentation des cotisations est écartée, la création de taxes spécifiques (tabac, par exemple) ou des initiatives sur

certains risques d'accidents (ski, cheval, etc.) retiendront encore l'attention des pouvoirs publics sans être considérées cependant comme essentielles. Selon la mise en place d'une assurance spéciale pour les accidents sportifs et de loisirs serait abandonnée. En revanche, des propositions concrètes seraient annoncées sur le freinage des dépenses d'hospitalisation : des procédures nouvelles d'autodiscipline, de budgétisation et de concertation entre les pouvoirs publics, les caisses et les directions d'hôpitaux seront préconisées. Des idées bien simples en apparence mais très souvent oubliées dans les faits et difficiles à appliquer. Au total, des mesures modestes

par M. Barre et Beullac, soit par le Parlement. Très prochainement, le conseil des ministres devrait effectivement prendre une série de mesures concrètes et adopter des orientations qui permettront de freiner la croissance des dépenses sociales.

L'harmonisation... plus tard

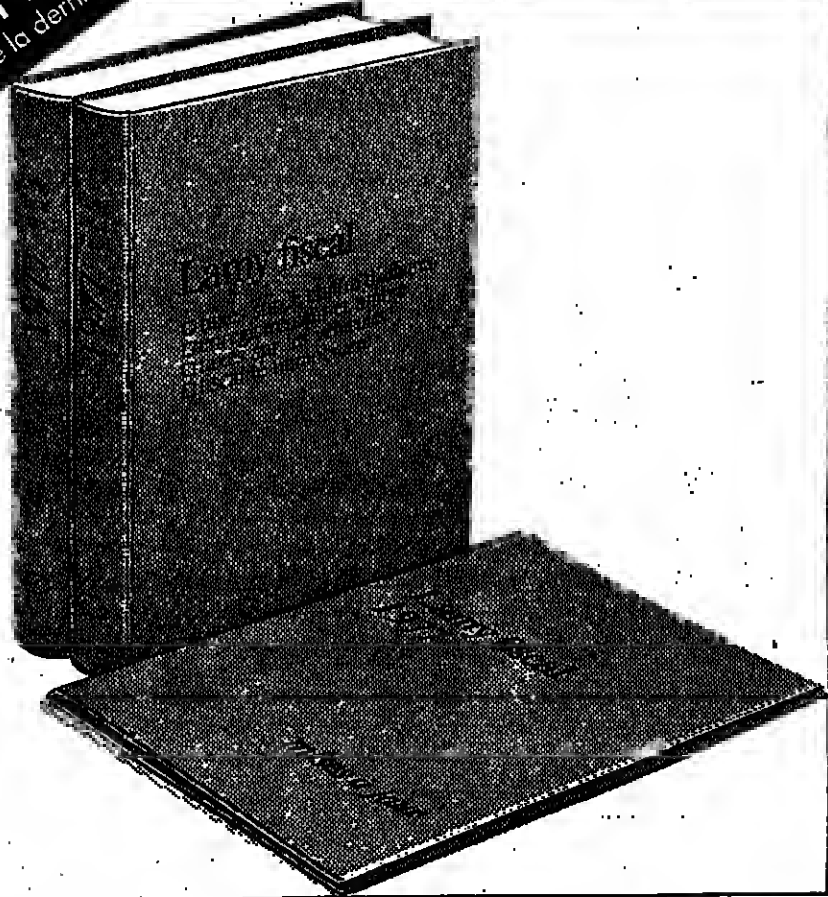
Le troisième dossier — celui de l'harmonisation des régimes de sécurité sociale — est celui qui a le moins de chances d'être réglé au mieux et en temps voulu. Si il est bien prévu que cette harmonisation doit être appliquée au plus tard le 1^{er} janvier 1978, les lois elles-mêmes ont avancé des définitions très différentes de l'harmonisation. Selon la loi Royer de 1973 sur le commerce et l'artisanat, les systèmes d'assurance des travailleurs indépendants doivent être « alignés » sur le régime général des salariés. Selon la loi de 1974 sur la compensation financière entre régimes et ainsi selon les débats au Parlement, il ne s'agit plus d'alignement mais simplement de la création d'un système minimal de prestations. Plusieurs organisations professionnelles seraient favorables à cette dernière solution, qui éviterait d'alourdir les charges des non-salariés. D'autres réclament les mêmes avantages que ceux accordés aux salariés, mais en espérant que le financement sera assuré par l'Etat, comme c'est déjà le cas des exploitants agricoles. Le gouvernement, qui a arrêté des « orientations précises » en faveur, semble-t-il, d'un système de garanties minimales — et qui entend lier « harmonisation » et résorption du déficit des régimes indépendants, devrait prochainement engager une série de consultations. L'objectif du gouverne-

ment serait non pas de procéder à une harmonisation au début de l'année prochaine mais d'aboutir à un calendrier d'harmonisation minimale et progressive à compter de janvier 1978 à moins que les indépendants n'acceptent d'acquiescer un effort contributif supplémentaire.

Au total, il s'agit pour le gouvernement de définir des orientations et des lois-cadres qui, sous le signe de la maîtrise des dépenses, de la restauration de l'esprit de responsabilité, s'inscrivent directement de la pensée giscardienne. « La sécurité n'est pas le sécurisme, mais la mise en place d'un plancher de sécurité, c'est-à-dire de garanties minimales, aussi élevées que possible et au-delà desquelles s'exerce l'initiative et la responsabilité individuelle. » Cette philosophie qu'exprime le président de la République dans son livre *Démocratie française*, où il précise qu'il « doit y avoir une limite à la prise en charge collective », est en tout cas tout à fait opposée à celle qui anime les défenseurs du programme commun. Elle risque aussi de heurter une opinion très attachée à la notion de sécurité sociale. Elle devrait en tout cas permettre d'amorcer le « grand débat national » qu'a annoncé et promis le ministre du travail sur la Sécurité sociale.

JEAN-PIERRE DUMONT.

L'ÉDITION 1977
VIENDE PARAITRE
à jour de la dernière Loi de Finances



LAMY FISCAL 77:

la fiscalité française de l'année

Que vous affre le LAMY FISCAL 1977 ?

- Une synthèse claire, précise et complète de la fiscalité actuelle sous tous ses aspects : législation, doctrine et jurisprudence.
- Un ensemble dans lequel ont été rigoureusement intégrées toutes les nouvelles mesures immédiates ou à plus long terme formant la trame du « plan Barre » ainsi que les réformes de fond : imposition des plus-values, application territoriale

de l'impôt sur le revenu, etc.

- Une édition maintenue cohérente grâce à sa refonte annuelle et dans laquelle les incidences des nouvelles mesures sur le système fiscal préexistant sont expliquées.
- Des appréciations critiques sur la doctrine administrative dans l'intérêt du contribuable.
- Une actualisation permanente, par une information sélective et commentée, au moyen d'un système de mises à jour bimensuelles.

POUR RÉPONDRE CONCRÈTEMENT À TOUS LES PROBLÈMES JURIDIQUES QUI SE POSENT AU SEIN DE L'ENTREPRISE :

LAMY SOCIAL

Tous les problèmes traités correspondent à une situation que nous avons eu à connaître dans la vie des entreprises :

LAMY FISCAL

Sa valeur technique, sa rapidité de consultation garantissent l'efficacité dans vos recherches de solutions fiscales.

Actualisation permanente entre 2 éditions annuelles

LAMY SOCIÉTÉS

Conseils et éclaircissements sur un droit complexe, changeant, souvent répressif.

LAMY TRANSPORT

Pratique et complet, regroupe toute la documentation indispensable à l'usager comme au professionnel.



155, rue Legendre - 75850 Paris Cedex 17.
Tél. 627.28.90
S.A. au capital de 390.000 F
R.C. Paris B 305 254 161 - CCP PARIS n° 20581 11H

Je désire recevoir une information complète sur le :

☐ LAMY SOCIAL ☐ LAMY SOCIÉTÉS

☐ LAMY FISCAL ☐ LAMY TRANSPORT

M. _____ Fonction _____

Société _____

Adresse _____

Téléphone _____ Ville _____

Faites parvenir ce coupon-réponse à :
LAMY S.A. 155, rue Legendre - 75850 PARIS CEDEX 17

Les réformes de structure

(Suite de la page 21.)

Le résultat aurait d'abord été de faire brutalement monter l'indice des prix et de faire baisser, non moins spéculeusement, la valeur du franc, ce qui, selon ses calculs, aurait porté le cours du dollar à 5,50 F. « Politiquement intenable ». On s'est donc résigné à une politique plus conforme au préjugé ambiant selon lequel la lutte contre l'inflation passe par une « modération » de la hausse des salaires nominaux. Comme on ne peut guère attendre rapidement de résultats tangibles d'une nouvelle diminution des effectifs (qu'on continuera à rechercher dans certaines entreprises par freinage de l'embauche), le gouvernement s'oriente, avec beaucoup de prudence, vers une limitation, ou, si l'on préfère, un étagement plus régulier dans le temps des gros programmes d'investissements. Il se demande, par exemple, s'il convient de laisser l'É.D.F. couvrir la France, au rythme prévu, de centrales nucléaires. C'est dans l'abandon de la politique des « contrats de programme » introduite à la suite du rapport Nora que devrait se matérialiser la nouvelle doctrine des rapports entre l'État et les entreprises qui relèvent de lui. Ce qu'on reproche aujourd'hui à ces contrats, c'est précisément leur caractère d'obligations réciproques unilatérales imposées par l'État s'engageant à verser telle ou telle subvention en contrepartie de tel ou tel effort à accomplir par l'entreprise. Aujourd'hui, cette dernière est invitée à proposer à son administration tutélaire un « plan d'entreprise » « national », qui ne comporte aucune « promesse de la part des pouvoirs publics ». France doit ouvrir la voie en déposant le sien, le 28 mars.

D'ici-là, on parle de la « troisième phase du plan Barre (la première ayant pris fin avec le blocage des prix le 31 décembre 1975) ». On préfère, à Matignon, qualifier ce plan de « programme d'assainissement économique et financier », dans lequel on s'efforce d'élaborer, dans une certaine mesure, la seule échelle nouvelle de la nature politique : le gouvernement doit aborder la nouvelle session parlementaire après les élections municipales. Il doit en profiter pour promouvoir un certain nombre de projets de loi, dont plusieurs, comme celui sur les ententes, et la protection des consommateurs (le Monde du 11 février), auxquels on attache une grande importance, avaient été mentionnés à l'occasion du Conseil de planification réuni à la fin du mois d'octobre dernier, et qui avait défini les « lignes générales d'action » à moyen terme du gouvernement. Celui-ci commence à peine la réflexion à laquelle il a promis de se livrer dans le même esprit sur l'ensemble des circuits de distribution. En attendant, il veut aborder, de façon différente, les problèmes d'aménagement du territoire (voir page 23 l'article de François Grosrichard) en s'interrogeant en priorité sur leurs incidences sur l'emploi. L'exemple d'un tel projet le plus sensible de la situation, le gouvernement cherchant à convaincre les Français que la résorption du chômage dépend non pas de mesures conjoncturelles (linéairement inflationnistes), mais d'une action à moyen terme portant sur les structures.

PAUL FABRA.

Les investissements étrangers diminuent fortement en France

Le volume des investissements étrangers en France a fortement diminué en 1975, et tout laisse entendre que l'évolution s'est poursuivie en 1976. Alors que les dernières études détaillées portant sur les années 1973 et 1974 concluaient à un renforcement de l'influence des capitaux étrangers dans l'économie française (1), on assiste en 1975 à un retournement de tendance. Mais il est délicat de dégager les conséquences d'un tel changement, car l'estimation de l'influence étrangère dans l'économie française soulève de nombreuses difficultés. On ne dispose pas d'un véritable indicateur qui soit à la fois récent et précis. L'approche la plus significative consisterait à faire l'inventaire des capitaux étrangers en France. Or les dernières études à ce sujet, effectuées par le ministère de l'Industrie et de la Recherche, datent de 1972 et se limitent au secteur industriel. Les seules données récentes dont on dispose concernent, d'une part, le nombre de sociétés françaises à participation étrangère recensées par le dernier annuaire des participations étrangères, en France (2), d'autre part, les mouvements de capitaux enregistrés annuellement, par le Banque de France. Les analyses de ces documents, et à première vue contradictoires, mais allées se révéler au fond complémentaires pour donner une idée relativement claire de la présence étrangère en France.

● L'Annuaire des participations étrangères en France — dont les investigations furent closes le 31 janvier 1976 — dénombre 10 718 sociétés ayant des intérêts étrangers dans leur capital (sur 278 980 sociétés françaises anonymes et à responsabilité limitée, soit 3,85 %). Par un classement sectoriel des sociétés, il montre l'éparpillement des capitaux étrangers dans tous les secteurs d'activité : agriculture, industries, commerce, services. Cependant, les sociétés recensées se regroupent principalement (80 %) dans les branches industrielles, et plus particulièrement dans les industries à forte productivité. Une analyse détaillée donne en première position (avec 14 % des sociétés recensées) les industries mécaniques, en deuxième ex aequo (11 %) la chimie, les industries électriques et de précision, et, dans la tierce place, les services (banques et assurances comprises).

Qui sont-ils ?

Qui sont les investisseurs étrangers ? Cinq mille six cent quatre-vingt-neuf sociétés de cinquante-cinq nationalités différentes, répond l'Annuaire. Mais il joue au plus fin, comptant par exemple l'Arabie Saoudite, pour la seule présence d'un bureau de tourisme. En réalité, plus de la moitié appartiennent aux pays membres de la C.E.E. (57 % dont 20 % à la R.F.A.), et seulement 19 % sont américains. Il n'y a pas lieu de se préoccuper de la présence des entreprises européennes. Elle s'explique notamment par les facilités administratives, qui leur sont accordées dans le cadre de la C.E.E., et qui incitent les petites et moyennes entreprises à réaliser de nombreuses

opérations d'investissement. Mais cela ne signifie pas que les capitaux étrangers sont proportionnellement aussi importants : l'Annuaire se contente d'enregistrer les sociétés ayant un élément étranger, et il ne donne aucune indication sur le volume des participations par rapport à la taille des sociétés.

Il faut donc compléter ces informations, notamment insuffisantes en analysant les mouvements des capitaux étrangers.

● Selon les statistiques de la Banque de France, les investissements directs venant de l'étranger (7 950 millions de francs), ont diminué de 18 % en 1975, par rapport à 1974. De plus, les « désinvestissements » augmentés de 53 % au cours de la même période, passent de 1 555 à 2 225 millions de francs.

Ce double mouvement est particulièrement sensible pour les investissements britanniques, qui ont été réduits de deux tiers en 1975 par rapport à 1974. Il est vrai qu'entre 1972 et 1974, les investissements nets de la Grande-Bretagne avaient quintuplé, les plaçant au deuxième rang des investisseurs en France. Présents dans l'automobile et diverses industries (on se souvient du rachat en mars 1974 de la société Le Tanneur par la firme Barrow Haigh), les capitaux britanniques se sont concentrés en grande partie (à 75 %) dans le tertiaire. Une pénétration sans doute trop rapide et inconsidérée, puisque les désinvestissements de 1975 touchent essentiellement ce secteur.

Les investisseurs suisses ont eu un comportement similaire. Les capitaux suisses (dont l'origine est en réalité internationale et même française) occupent la première place en 1974, avec un volume d'investissements nets de 1 586 millions de francs. Ils ont précipitamment reculé l'année suivante, où on évalue les investissements nets à 798 millions de francs, compte tenu d'une liquidation d'investissements de 1 005 millions de francs (soit 55 % du volume

des investissements — 1 801 millions de francs — effectués au cours de la même période), dont les trois quarts étaient placés dans le secteur tertiaire.

Les entreprises allemandes et néerlandaises ont procédé moins brutalement. Le recul des investissements en provenance de ces deux pays ne s'explique pas par une diminution des entrées en 1975. Ce mouvement a affecté principalement le commerce et l'immobilier. L'influence de nos deux voisins reste forte dans les secteurs industriels (l'industrie pharmaceutique notamment).

Le comportement des firmes américaines diffère sensiblement. En 1975, elles ont réduit leurs placements en France que de 12 %. Dépassées en 1973 et en 1974 par la Grande-Bretagne et la Suisse, les États-Unis ont repris le tête, en 1975, des pays importateurs de capitaux, avec 17 % du volume total des investissements étrangers. Mais ils ont complètement délaissé le sec-

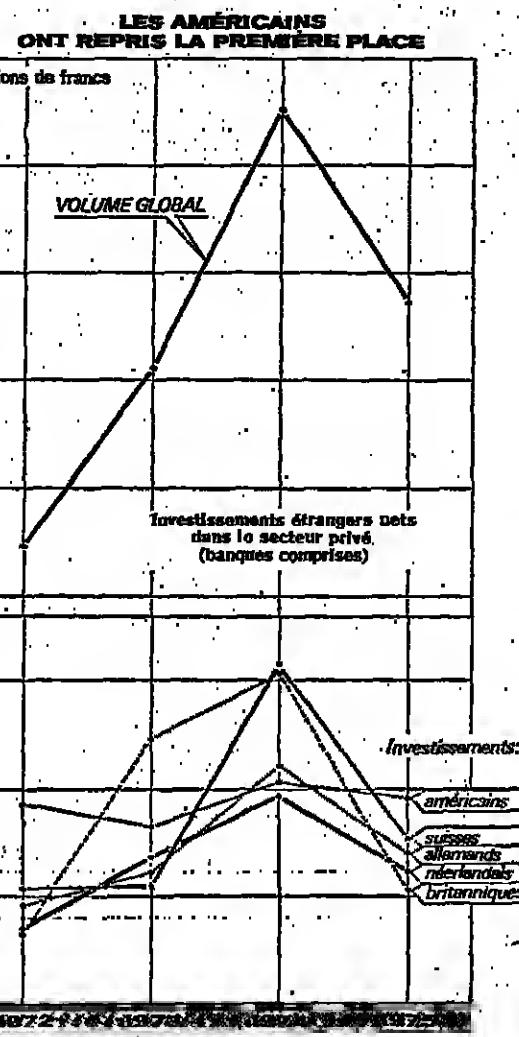
teur tertiaire : dans le commerce, les deux tiers du volume des investissements (242 millions de francs) ont été liquidés en 1975. En revanche, leurs placements continuent de croître dans l'industrie et continuent en grande partie les traités de capitaux qui ont affecté le commerce et les services. Les investissements dans la métallurgie, par exemple, ont augmenté de 40 % par rapport à 1974.

Globalement, la diminution des investissements étrangers en 1975 provient, pour l'essentiel, d'une désaffection à l'égard du tertiaire. La part du commerce dans le total des placements étrangers est tombée de 28 % en 1974 à 14 % en 1975, et celle de 28 % en 1974 à 14 % en 1975. En ce qui concerne l'immobilier, malgré les importants désinvestissements effectués en 1975 (32 % du volume des investissements), le part des capitaux étrangers a progressé de 20 % par rapport à 1974. Ce secteur se trouve à la seconde place dans la répartition des capitaux par secteur (30 % du volume global des investissements étrangers), derrière l'industrie (41 % du total), qui semble bien être la seule à avoir échappé en 1975 à la fuite des investisseurs étrangers. Quels enseignements se dégagent de la confrontation de ces deux analyses ? Outre la diminution sensible des investissements étrangers, on observe une nette différence dans le comportement des entreprises selon leur nationalité.

Les entreprises européennes s'orientent plus facilement vers le secteur tertiaire, recherchant les placements à forte rentabilité. Elles réalisent des investissements nombreux, de faible importance — d'où l'influence des sociétés françaises à participation européenne — que leur caractère spéculatif rend très mobiles, enclins au rapatriement lorsque la conjoncture est défavorable.

Au contraire, les firmes américaines paraissent suivre une stratégie à long terme. Elles investissent dans les branches industrielles pour assurer des débouchés à leur technologie par le biais d'un contrôle financier. Elles effectuent donc de grosses opérations moins fréquentes, mais leurs capitaux se caractérisent alors par une relative stabilité qui justifie le faible recul des investissements constants dans les industries. On peut se demander pourtant si le rachat par la France de L.M.T. à I.T.T. ou d'une partie des actions de Honeywell-Bull illustre pas une amplification du mouvement de désinvestissement qui s'étendrait à tous les secteurs. Et dans ces conditions, les investissements français pourraient-ils pallier l'absence des capitaux étrangers ?

S. M.



(1) Leur volume a triplé de 1965 à 1975 et leur part dans la formation brute de capital fixe (F.B.C.F.) est passée de 1,6 % en 1965 à 3,1 % en 1975.

(2) Annuaire des participations étrangères en France, Édition 1975-1977, 1490 pages, 780 F. — Opera Mundi Édition, 100, avenue Raymond-Foincaré, 75784 Paris Cedex 16.

(Publicité)

COURS INTENSIFS D'ALLEMAND

au bord du Lac de Constance

près de l'Autriche, de la Suisse et du Liechtenstein.

Pour adultes et étudiants Cours de 5 à 12 semaines de mai à octobre.

NEUSTADT SPRACHINSTITUT

BANTINGSTRASSE 17-19 A. D-8300 LINDAU

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé

Aucune limite d'âge

Demandez le nouveau guide gratuit numéro 698

ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION

Ecole privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'État

4, rue des Petits-Champs, 75006 PARIS - CROIX 62

BMW 25 rue Cardinet

Paris 17° 267-31-00

GAP

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF WAGRAM

FORMATION SUPÉRIEURE A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE EN GESTION

INTERNAT - CESA

PROGRAMME DOCTORAL DE GESTION

L'INTERNAT-CESA est un programme de niveau doctoral créé dans le cadre du Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, qui regroupe déjà l'École des Hautes Études Commerciales (HEC), l'Institut Supérieur des Affaires (ISA) et le Centre de Formation Continue (CFC).

Ce programme, reconnu et soutenu par la Fondation Nationale pour l'Enseignement et la Gestion des Entreprises (FNEGE), a pour objet de former des enseignants, des chercheurs et des consultants dans le domaine de la gestion.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU PROGRAMME

- Nombre limité d'étudiants (huit prévus pour l'année 1977-1978) ;
- Corps enseignant de haut niveau, enrichi parmi les 100 enseignants permanents du CESA ;
- Accès particulier mais sur la pratique de la recherche et la formation pédagogique ;
- Curriculum individualisé adapté à chaque étudiant en fonction de sa formation préalable et de ses aspirations d'avenir ;
- Parallèlement à leurs études au CESA, les étudiants peuvent préparer, dans une université, un doctorat de 2^e cycle ou d'état ;
- Au terme de leurs études, dont la durée est de 3 ans, les étudiants reçoivent le titre de « docteur interne du CESA ».

CONDITIONS FINANCIÈRES : Les internes du CESA peuvent bénéficier, pendant la durée de leurs études, de bourses ou de rémunérations leur permettant de consacrer tout leur temps à leurs études.

CONDITIONS DE CANDIDATURE : Peuvent faire acte de candidature, les diplômés du 2^e cycle de l'enseignement ou détenteurs de diplômes équivalents venant d'achever leurs études ou ayant déjà acquis quelques années d'expérience dans l'entreprise.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 10 juin 1977.

POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS, s'adresser à : D. LINDON, Directeur de l'INTERNAT-CESA, 1, rue de la Libération, 75250 Jouy-en-Josas - Tél. : 956-80-00.

FACTURER...

Depuis plus de 30 ans, nous fabriquons les imprimés de gestion administrative des plus grandes firmes françaises.

Nous pouvons presque tout faire. Nous avons l'habitude du travail soigné.

Confiez-nous vos factures, vos lettres, vos carnets. Nous les réaliserons à un prix étudié. Et dans les délais.

Si vous le désirez, l'un de nos représentants passera vous voir. Sans engagement. N'hésitez pas à nous contacter.

les liasses, blocs, carnets n'ont plus de secret pour

l'imprimerie GRESSET

R. P. I.

NEY 3630 CHAMPAIGNE (Jura)

TELEPHONE (04) 82.63.4 - TELE 36.323

“Peut-on vous aider?”

6 vols Paris-Londres chaque jour

British airways

*** 9 h00 15h00**

*** 11h00 * 17h00**

*** 13h00 19h00**

* vol assuré en Tristar, l'avion le plus spacieux et le plus confortable sur Paris-Londres.

En collaboration avec Air France. Renseignements au 91, Champs Élysées, Tél. : 260 38 40 ou consultez votre agent de voyages.

هكسان النفل

PROCHE-ORIENT

L'autorité de M. Arafat sort renforcée de la réunion du Conseil national palestinien

Le Caire. — Vous êtes digne de gouverner le monde arabe, a dit un vieux Palestinien à M. Yasser Arafat en se jetant dans les bras du président de l'Organisation de libération de la Palestine. La troisième session du Conseil national palestinien, le « Parlement » de l'O.L.P., s'est achevée dimanche 20 mars au milieu des applaudissements et des accolades. On a même pu voir des dirigeants des deux fractions rivales du F.P.I.P. commandement général l'organisation elle-même dissidente du Front populaire pour la libération de la Palestine, de M. Georges Habache, se congratuler comme de vieux amis. Le chef de la tendance antisyrizienne du commandement général, M. Abou Abbas, était arrivé « en extrême » au Caire.

La réunion du Conseil national et les décisions prises sont d'abord un succès personnel pour M. Arafat, dont la « légitimité » ne devrait plus pouvoir être contestée par quiconque à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement palestinien. Elles constituent aussi un certain déplacement des querelles intestines de l'O.L.P. Ainsi, malgré le flot de déclarations dans lequel le F.P.I.P., principale organisation du Front du refus, a essayé de « noyer » le ralliement de sa délégation au projet de création d'un Etat sur toute portion de la Palestine qui viendrait à être libérée, il est clair que le mouvement de

De notre correspondant

M. Habache a mis de l'eau dans son vin, comme le désirait la majorité de l'O.L.P. « Le Front du refus n'existe plus », nous ont dit plusieurs responsables palestiniens. Si le programme politique en quinze points a été adopté par 194 voix contre 13 19 voix de représentants du F.P.I.P. et 4 voix « indépendantes », la liste des membres du nouveau comité exécutif de l'O.L.P., présentée par M. Arafat, a été approuvée, pour la première fois depuis 1969, à l'unanimité des membres présents de l'organisation de M. Habache. Parmi les commentaires favorables suscités

par la composition du nouveau comité exécutif, relevons celui-ci : « Si l'ancien comité, élu en 1974, comprenait un chrétien, le pasteur Elias Kbouri, démissionnaire en 1977, le nouveau comité en comprend deux, MM. Toubassi et Kahwaji. Environ 12 % des trois millions de Palestiniens sont chrétiens. »

La plupart des dirigeants de l'O.L.P. considèrent maintenant que la réunification politique et militaire de leur mouvement est en bonne voie et que M. Arafat bénéficie d'un consensus, parmi les Palestiniens, pour, d'une part, parfaire l'unité interne, d'autre part, prendre des décisions sur le plan arabe et le plan international. — J.-P. P.-H.

Aucun Palestinien ne refuse l'établissement d'un Etat sur toute parcelle libérée de notre sol

nous déclare le chef de l'O.L.P.

Le Caire. — Malgré quatre nuits blanches, la satisfaction après l'épreuve surmontée primait encore la fatigue sur le visage de M. Yasser Arafat, lorsque celui-ci nous a reçu, ce lundi 21 mars, à 2 heures du matin, après la première réunion du nouveau comité exécutif palestinien, qu'il présidait, réunion tenue aussitôt après la clôture des huit jours de travaux du Conseil national palestinien.

« Quelle place attribuez-vous au XII^e Conseil national dans l'histoire du mouvement palestinien ? »

— De tous les Conseils nationaux que nous avons réunis, c'est le plus important, compte tenu des conditions politiques difficiles qui l'ont précédé. Ce Conseil vient après l'affaire libanaise et les tentatives de l'impérialisme, du sionisme et des forces fascistes locales de nous détruire et de nous confisquer nos victoires. De même, malgré les tentatives de plusieurs parties d'empêcher cette réunion, elle a pu se dérouler. Ce Conseil est une démonstration de nos ennemis et une manifestation de notre indépendance (« à l'égard des régimes arabes », précise un membre du comité exécutif qui s'adresse à l'entrevue). Le XII^e Conseil national réaffirme, enfin, à la face du monde l'adhésion du peuple palestinien à sa révolution et à ses institutions.

— On a parfois reproché au Conseil national de représenter surtout les Palestiniens vivant hors de la Palestine.

— Le nouveau Conseil représente la volonté de tous les enfants de la Palestine se trouvant à l'intérieur ou à l'extérieur de la patrie occupée. Je souligne que des mémorandums signés par toutes les institutions représentatives des territoires occupés, tels que les municipalités et les syndicats, nous ont été adressés au Caire, Israël empêchant les délégués palestiniens de venir. Je souligne également que des délégués représentant nos communautés dans le monde arabe, en Europe, en Afrique et dans les deux Amériques ont été présents à la session qui s'achève.

— Quels résultats avez-vous obtenus concernant la réunification politique et militaire du mouvement palestinien ?

— Outre une représentation populaire élargie au sein du Conseil, nous sortons de cette session avec une direction politique plus forte, armée d'une confiance unanime dans le nouveau comité exécutif. Il n'y a pas eu de liste concurrente à celle que j'ai présentée, et qui a été adoptée à l'unanimité. La direction a été renforcée et la direction a un grand pas en avant vers l'unité. Le programme en quinze points nous donne la capacité de prendre des initiatives sur les plans politique, arabe et international. Tout en conservant le dialogue démocratique, nous avons renforcé l'unité de décision. Au cours de cette réunion, nous avons également consolidé notre unité militaire, avec une seule direction militaire et un unique commandant en chef, moi-même.

La conférence de Genève

— Certains s'attendaient que les quinze points seraient moins durs, et par exemple, qu'ils mentionneraient la conférence de Genève.

— Les quinze points sont plus clairs, plus précis et plus constants que toutes les précédentes résolutions des conseils nationaux. Ils ne sont pas durs. Ils réaffirment l'existence de notre légitimité internationale reconnue par les résolutions des Nations unies prises depuis 1974, spécialement la résolution qui stipule le droit des réfugiés au retour et à la restitution de leurs foyers et de leurs biens, le droit à l'autodétermination et à la pleine indépendance. Quant à l'absence de référence à la conférence de Genève, elle tient au fait que l'existence du peuple palestinien n'est pas liée à la conférence de Genève, dont l'apogée est le droit d'autodétermination des Nations unies et le droit international.

Toute conférence internationale qui ignorerait nos droits ou qui

ferait ignorer l'existence de l'O.L.P., comme parti indépendant et devant être traité sur un pied d'égalité, serait vaine et l'écarter.

— L'idée de créer un Etat palestinien sur toute parcelle libérée de notre pays se heurte-t-elle encore à une opposition au sein du Conseil national ?

— En martelant chacun de ses mots, M. Arafat répond : « Il n'y a aujourd'hui aucun Palestinien qui refuse l'établissement d'un Etat sur toute parcelle de notre sol qui aura été libérée de l'occupation, je dis bien : aucun Palestinien. »

— La reprise des relations entre l'O.L.P. et la Jordanie a-t-elle été acceptée par le Conseil national ?

— Nous considérons la Jordanie comme un pays arabe frère malgré tout ce qui s'est passé entre nous, et nous prenons aussi en considération la position géopolitique. Dans l'esprit du « sommet » arabe de Rabat, de 1974, nous avons œuvré et nous œuvrons pour un dialogue avec la Jordanie. Le Conseil national a donné à la direction politique palestinienne toute liberté d'action pour mieux servir la lutte de notre peuple et prendre en considération les données de la réalité.

— Êtes-vous satisfait de la situation faite au Liban aux organisations palestiniennes ?

— Au Liban, nous respectons l'accord du Caire de 1969 et ses annexes, et nous nous sommes appliqués à ce que toutes les parties les appliquent.

— Nous étions, et nous sommes toujours pour la souveraineté du Liban, son intégrité territoriale et l'unité de son peuple.

« Nous sommes très satisfaits de la position de la France »

— Quelle signification donnez-vous au ralliement de vos actions armées dans les territoires occupés ?

— Nos opérations militaires n'ont jamais cessé malgré nos préoccupations en Liban durant les deux dernières années. Le proche avenir va donner une autre réponse à votre question. Nous espérons que la presse européenne rendra compte à son parti pris des nouvelles de notre lutte armée.

— Votre première réaction à la déclaration du président Carter sur le foyer national palestinien n'a-t-elle pas été un choc ?

— Il est regrettable qu'après

que M. Carter ait par ses propos, fait faire un pas en avant à l'action diplomatique américaine vis-à-vis du peuple palestinien, d'autres déclarations aient été faites par des représentants attitrés du président américain, qui constituent un recul par rapport aux propos initiaux de M. Carter. Mais nous espérons toujours que le président américain, qui a annoncé son attachement à la moralisation de l'action politique, comprendra la tragédie de notre peuple, chassé, réfugié et privé de tous ses droits nationaux.

— Pensez-vous que la France pourrait faire davantage en faveur de votre cause ?

— Nous sommes très satisfaits de la position de la France, petite, pauvre, gouvernée et présidée par un homme d'exception, qui nous a permis de nous unir à son peuple et sur la scène internationale. Notre peuple est en droit d'attendre des Français, auteurs de la Déclaration des droits de l'homme dans les temps modernes, qu'ils se mettent à nos côtés puisque les sionistes ont confisqué nos droits.

Propos recueillis par J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Les ambiguïtés du programme politique

La déclaration en quinze points qui a été adoptée le 20 mars, à l'issue des travaux du Conseil national palestinien, passe sous silence l'objectif principal du mouvement : la création d'un Etat démocratique sur toute la Palestine. Cet objectif, qui implique le démantèlement de l'Etat d'Israël dans sa forme actuelle, figure en tête du programme en dix points adopté le 9 juin 1974 par le précédent congrès du C.N.P. Toutefois, la déclaration du 20 mars réaffirme dans son préambule l'attachement des Palestiniens à la charte de l'O.L.P., dans laquelle cet objectif est inscrit en toutes lettres. Au sein du C.N.P., il a été maintes fois dit qu'il n'était pas question de modifier ce document de base. En revanche, la déclaration en quinze points réappelle pas la « libération totale des territoires occupés », mais seulement à la « libération totale des territoires occupés » (ceux conquis par l'armée israélienne en 1967).

Imprecision sémantique et ambiguïtés

M. Yasser Arafat et le comité exécutif de l'O.L.P. reçoivent un blanc-seing pour décider s'ils doivent ou non se rendre à la conférence de Genève. Le C.N.P. revendique « le droit de l'O.L.P. de porter d'une manière autonome et sur un pied d'égalité à toutes les conférences et à tous les efforts internationaux relatifs à la cause palestinienne et au conflit israélo-arabe ».

Le C.N.P. a décidé, d'autre part, de poursuivre « la lutte armée et autres formes de luttes politiques et populaires en vue de récupérer les droits nationaux du peuple palestinien, dont son droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat indépendant sur son territoire national ».

Cette imprecision sémantique ainsi que les ambiguïtés ont été sans doute dictées par le souci de ménager la minorité des « just qu'aboutissent » au sein du « Parlement » palestinien.

Toute référence à la Jordanie a été supprimée, alors que le texte de 1974 reconnaissait l'alliance avec les « forces patriotes jordaniennes », impliquant l'élimination du régime hachémite. Le congrès n'a donc pas donné suite à la proposition du F.P.I.P. de poursuivre la lutte contre le régime du roi Hussein. Cela devrait faciliter la réconciliation jordanienne et des représentants de l'O.L.P. n'ont pas été désavoués, comme le demandaient les délégués du F.P.I.P. du docteur Habache. — (A.F.P., U.P.I.)

En outre, la déclaration finale recommande, pour la première fois, que « des contacts soient établis entre les forces patriotes palestiniennes et les forces sionistes juives à l'intérieur et hors d'Israël ». Ceux qui ont eu lieu à Paris entre des personnalités israéliennes et des représentants de l'O.L.P. n'ont pas été désavoués, comme le demandaient les délégués du F.P.I.P. du docteur Habache. — (A.F.P., U.P.I.)

LE NOUVEAU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'O.L.P.

Un nouveau comité exécutif de l'O.L.P. — la plus haute instance de la « centrale » des fedayin — a été élu à l'issue des travaux du conseil national palestinien.

Le nombre des indépendants du mouvement n'est pas modifié. Seul le Front populaire de M. Habache ne compte aucun représentant dans ce comité exécutif. Le nombre des indépendants a été porté de huit à neuf. Dans la liste des quinze élus, nous publions ci-dessous, les noms de ceux qui ne faisaient pas partie du précédent comité exécutif, soit suivis par un astérisque.

- MM. Yasser Arafat (FATIH) ; Farouk Kaddoumi (FATIH) ; Zohair Mohsen (SAIKA, pro-syrien) ; Tallal Najati (Front populaire pour la libération — commandement général) ; organisation de M. Djabali ; Yasser Abd Rabbo (Front démocratique de M. Nayef Hawatmeh) ; Abdel-Rahim Ahmed (Front de libération arabe, pro-irakien) ; Ahmed Majidi Ramadan (indépendant) ; Habib Kahwaji (indépendant) ; Alire Toubassi (indépendant) ; Ahmed Sidki El Dajani (indépendant) ; Abdel-Jawad Saleh (indépendant) ; Mohammed Zouhdi El Nashashibi (indépendant) ; Hamed Abu Sittah (indépendant) ; Abdel-Mohsen Abou, Malzar (indépendant) ; Walid Kamhawi (indépendant).

Algérie

EL MOUDJAHID a commenté le dimanche 20 mars la déclaration de M. Paul Djuod, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, considérant comme « inqualifiables » les propos de M. Seguy à Alger sur la recrudescence du racisme en France (le Monde du 20-21 mars). « Nous sommes curieux de savoir, écrit l'organe du gouvernement algérien, avec quels arguments M. Djuod ou, comme il le prétend, démontrer publiquement que le gouvernement français s'oppose au racisme. » Quant aux affirmations selon lesquelles un effort « très important » a été engagé en faveur des étrangers en France, pourrait le Journal, depuis l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing, hormis les nombreuses promesses et la promesse de presse à Madrid, il y aurait, au moins, une centaine de milliers de prisonniers politiques en Argentine. Les mon-

A travers le monde

obligés de conclure que le gouvernement français n'a aucunement la volonté réelle d'instaurer le moindre effort pour supporter des changements substantiels en faveur de notre communauté. » En conclusion, le journal réclame « la sécurité de nos citoyens et le châtiment de leurs criminels ». — (Corresp.)

Argentine

ENVIRON CENT QUARANTE PRISONNIERS ARGENTINS auraient été fusillés entre le 18 décembre et le 3 février dernier selon les montonneros (péronistes de gauche), dont plusieurs représentants dominent la presse à Madrid. Il y aurait, au moins, une centaine de milliers de prisonniers politiques en Argentine. Les mon-

El Salvador

APRÈS SA DÉCISION DE REJOINDRE L'OTTE MILITAIRE AMÉRICAINE, parce que Washington l'avait mis en cause à propos des droits de l'homme (le Monde du 18 mars), le gouvernement salvadorien a ordonné à tous ses officiers en stage aux Etats-Unis et dans la zone du canal de Panama de rentrer dans leur pays. — (U.P.I.)

Guinée-Bissau

M. FRANCISCO MENDES, commissaire principal (chef du

Liban

Une grande tension règne dans la région du Chouf

Un nouvel incident s'est produit dimanche 20 mars dans le village de Deir-Dourit, situé dans le Chouf (la montagne libanaise), près de l'entrevue où le chef de la maison libanaise, Kamal Joumblatt, a été assassiné mercredi dernier. Selon un communiqué de la force arabe de dissuasion, en matière syrienne, l'incident a éclaté au moment où passait sur la route une délégation venant de Moukhtara, où elle avait été présenter ses condoléances au fils du leader druze. Une personne a été tuée et trois autres blessées.

Comme les agresseurs de Deir-Dourit venaient de Deir-El-Kamar, fief chrétien, on se demande s'il ne s'agit d'un acte de représailles après les massacres de chrétiens dans le Chouf. Une grande tension règne dans toute la région.

Le président Sarkis a rencontré samedi les chefs des partis conservateurs, MM. Camille Chamoun, Pierre Gemayel (phalanges) et l'ex-président Soleiman Frangieh, ainsi que l'abbé Charbel Kassab, supérieur de l'ordre des moines maronites. Il leur a affirmé que tout était mis en œuvre pour maîtriser la situation, et que des renforts de « casques verts » contrôlaient les villages druzes. De leur côté, les dirigeants chrétiens ont remis au président Sarkis une liste de noms de personnes qui auraient participé aux mas-

Egypte

LE ROI JUAN CARLOS D'ESPAGNE

EN VISITE OFFICIELLE AU CAIRE

Le Caire (A.F.P.). — Le roi Juan Carlos d'Espagne et la reine Sophie sont arrivés samedi 19 mars au Caire pour une visite officielle de cinq jours en Egypte. Les entretiens entre le souverain espagnol et le président Sadate ont commencé dimanche matin.

Freinant la parole dimanche à l'occasion d'un banquet, le souverain espagnol a déclaré, en réponse à une allocution du président Sadate, qu'il avait notamment affirmé que « les Arabes ont le droit à la justice ». « Pour que la paix soit durable il faut qu'elle repose sur un règlement juste et sur le respect de la dignité et la volonté des hommes. Si la paix est établie aux dépens de la justice, elle reposera sur des bases précaires et ne sera qu'un armistice. » Le roi a évoqué ensuite les problèmes économiques posés par les échanges entre l'Espagne et les pays arabes et la longue histoire des relations arabo-espagnoles.

Au cours de leur visite officielle, le roi et la reine se rendront en Haute-Egypte et visiteront notamment le barrage d'Assouan.

PORTRAIT

La femme « coiffée d'une couronne d'épines »

par JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

d'être négociable, et sa participation au gouvernement fournissait une caution de gauche au régime.

En se retirant avec ses collègues du Congrès et du cabinet, le 2 février dernier, et en créant le « Congrès pour la démocratie », M. Ram a sans doute entraîné dans son sillage des dizaines de milliers de « leurs » « inouchables » et acquis « traditionnellement » au Congrès. Mme Gandhi ne s'y est pas trompée, qui a dénoncé le coup de poignard dans le dos « des leurs » « inouchables » et originaux « des inouchables » ne lui nuit pas, celui-ci peut se révéler comme un concurrent sérieux pour M. Desai dans la course au

A quatre-vingt-un ans, M. Moraji Datta demeure l'une des figures de proue de l'opposition à M. Gandhi. Ardent nationaliste, il a été l'un des premiers intellectuels de la ré politique indienne, volontiers classé à droite, a fait partie du mouvement d'indépendance d'un demi-siècle. Né en 1896, il est fonctionnaire à Bombay, puis rejoint, en 1936, le mouvement de désobéissance civile initié par le mahatma Gandhi.

Membre du comité exécutif du Congrès, il a passé plusieurs années en prison pour avoir milité contre la présence britannique dans le mouvement qu'il India. Il a été secrétaire du Congrès, président des syndicats indiens, devient ministre puis premier ministre du gouvernement de Bombay (1945-1949), ministre de l'agriculture, du commerce et de l'industrie (1946-1958), ministre des finances (1958-1962).

Après la nationalisation des

banquier, comme Camille Chautau, en 1869, il prend la tête de l'aile droite du parti, mise en minorité, et rebaptisée Congrès O (Ola). Depuis ce jour, il est le chef de file de la gauche politique des caciques du pays, conservateurs et hostiles à la politique économique du régime. M. Desai n'a cessé de dénoncer, depuis son fief d'Ahmedabad, les erreurs de la politique économique en vigueur au premier ministre. Arrivé au lendemain de la proclamation de l'indépendance, il fut emprisonné en janvier dernier, après dix-neuf mois de détention. Il annonçait aussitôt la création d'une coalition de la gauche, baptisée "Front uni" par l'opposition : le Janata. M. Desai, qui cessa l'espoir, à deux reprises, de motiver l'adhésion de son parti à la coalition, fut de celle de Nehru. En 1966, après de devenir chef du gouvernement d'Andhra Pradesh, il fut, comme jamais, été aussi proche du pouvoir.

Né en 1930 dans l'Etat du Kerala, dans le sud-ouest de l'Inde, le professeur Fernandes, passa trois ans dans un séminaire avant de s'orienter vers l'action militante. A dix-neuf ans, il adhère au parti socialiste unifié, le courant de gauche le plus important du pays. Il prend alors l'inspiration d'un socialisme à l'indienne, devient président de la Confédération des cheminot indiens, puis, en 1973, est porté à la tête du parti socialiste. Christian, idéaliste fougueux, adversaire de longue date du premier ministre, il commence à diffuser ouvertement le régime en 1974 en annulant une grève générale des cheminots de fer.

Arrêté une première fois à cette occasion, il déclencha, en juin 1975, l'arrestation et le procès de l'état d'urgence, à l'homme le plus recherché du pays. De nombreux tracts appelant à la révolte contre Mms Gandhi, signés de son nom, circulaient à l'époque. On l'accusait d'être un communiste, dans la région de Bombay, où il reste populaire. Arrêté en juin 1976, à Calcutta, il comparaissait en octobre devant la haute cour de Bombay. L'état d'urgence complet contre l'Inde, il s'était vu refuser la libération sous caution. Bien que toujours emprisonné il était candidat dans l'état de Bihar. Il avait combattu le Vaudair dernier une grève de la jaim.

(Suite de la première page.)

Sorti de prison, M. Nerahi avait été accueilli comme un héros par ses électeurs. Il eut obtenu 177 714 voix et Mme Gandhi seulement 122 512. Un autre responsable socialiste, M. G. Fernandes, encore incarcéré mais qui présentait quand même sa candidature eût été également élu au Bihar avec une confortable majorité.

La déroute du fils du premier ministre, M. Sanjay Gandhi, lequel porte au plus haut degré la responsabilité des exécs commis sous l'état d'urgence, et en conséquence de la déroute du Congrès, ainsi que de la démission de la ministre de la Défense, M. Indira Gandhi, un homme, à polgne, symbolisant lui aussi la politique répressive suivie sous l'état d'urgence, constituent un autre désaveu de l'action du gouvernement. Devant un tel verbatim, ainsi qu'un tel état de soumission à la volonté populaire, étant donné qu'elle avait déjà épuisé tous les moyens constitutionnels à sa disposition pour sauvegarder son pouvoir en 1975. Un recours à la loi d'urgence est donc le résultat d'un mouvement des passions et des affrontements violents. Le peuple indien ne vient-il pas à donner la preuve de son bon sens politique ? Il est difficile de bafouer les libertés personnelles et politiques d'un peuple qui conserve de solides traditions démocratiques.

La défaite du premier ministre prend un caractère d'autant plus personnel qu'elle avait conduit pratiquement à la démission officielle du Congrès et que, par ailleurs, plusieurs ministres moins compromis sous l'état d'urgence — MM. Chavanet et Subramanian — ont été réélus. Les principaux leaders de la coalition antigouvernementale — MM. Desai, Ram, Behuguna, Vajpayee, Mohan, Dattaraj, — à l'exception de M. Piloo Mody, sont élus.

Il est encore trop tôt pour analyser les résultats du scrutin. Mais il est clair que le Congrès ne perd pas seulement du terrain dans le nord de l'Inde, mais qu'il a perdu de l'état d'urgence ont été les plus orfants, et, d'une des principales forces de la coalition antigouvernementale.

le Jai Sengh, est fortement implantée. Partout où furent commis des flagrans abus (brutales opérations de police, extorsions forcées, assaillissement expéditif de bidonvilles), la population a clairement manifesté ses sentiments en votant en masse pour les candidats antigouvernementaux. Ceux-ci ont emporté tous les sièges dans le capitale.

Le Congrès est actuellement au pouvoir dans la majorité des Etats de l'Union, mais il va de soi que les résultats de l'élection au Parlement fédéral n'ont manqué ni de modifier aussi les rapports de forces au sein du Congrès.

L'annonce des premiers résultats s'est accueillie par des explosions d'enthousiasme en certains endroits de la capitale, comme s'il s'agissait de l'issue d'un match international de cricket. De grandes manifestations doivent avoir lieu pour célébrer cette « victoire de la démocratie sur la dictature ». Mais déjà l'intérêt de la population se porte vers la formation du premier gouvernement de coalition de l'histoire de l'Inde, après trente ans de règne du parti du Congrès.

Très rapidement qui, du chef du parti du Congrès pour la démocratie, M. Rann, ou de celui du Parti du peuple (Jana), M. M. Desai, e-t la plus chanceuse de diriger vers le milieu de la semaine le nouveau gouvernement.

Bien que sa formation ait une influence limitée, le leader des « Intouchables », M. Rann, est le personnage généralement le mieux placé pour rassembler les voix et reconstruire autour de lui un parti du Congrès nouvelle mutation, l'élimination de la famille Gandhi ouvrant le voie à des regroupements post-électoraux.

Chine

● M. TENG HSIAO-PING, ancien ministre et vice-président du parti, sera rétabli dans ses fonctions avant le 7 avril prochain, ont affirmé des sources chinoises officielles à des journalistes yougoslaves qui visitent actuellement la Chine. Cette information n'a pas été confirmée de source officielle. — (A.F.P.)

● M. TENG HSIAO-PING, ancien ministre et vice-président du parti, sera réétabli dans ses fonctions avant le 7 avril prochain, ont affirmé des sources chinoises officielles à des journalistes yougoslaves qui visitent actuellement la Chine. Cette information n'a pas été confirmée de sources officielles. — (A.F.P.)

« Ce n'était pas un accident, mais un attentat bien préparé. C'était la répétition d'un événement plus important, et tout le monde sait qu'il était réellement visé. Mais je n'ai pas peur pour moi-même. Si l'on me tuait, ça ne servirait à rien ; je ne suis qu'une humble personne. Mais ça peut être important, c'est que le pays perdrait les principes pour lesquels le Parti du Congrès a lutté : les principes de la démocratie et de la non-violence. Alors par là, la mort de Nehru, quelques jours après un attentat qui visait couramment à l'un de ses ministres, Lallu Narain Mishra, au janvier 1975.

par JEAN DE
l'avait cholestérol pour l'exercice
du pouvoir. Personnage volon-
tair, mais sans humour,
Mme Gandhi avait jusqu'à
l'extrême le sentiment d'une res-
ponsabilité qui pesait sur ses
épaules. En vain cherchait-on
chez le fils de Nehru, le désin-
volture tentative, le chic patrio-
tique de l'homme à la rose ». Ce
triste essai de regard, cette
composition perpétuellement
crispée, s'expliquent-elles
par la confrontation quotidienne
avec les problèmes dramatiques
du sous-continent ou par les
épreuves d'une vie pleine d'hon-

Mme Gandhi n'a pas été assassinée, mais elle avait déclaré, pendant la campagne électorale, que sa déchéance serait la « mort » de la démocratie indienne.

Mme Gandhi se trouve pratiquement écartée du pouvoir, alors qu'elle était plus qu'jamais convaincue d'avoir une mission historique à remplir. L'« humble personne » qui avait entre ses mains l'avenir d'un peuple, de l'humanité s'est comportée davantage comme la représentante d'une dynastie — celle des Nehru — dont l'histoire se confondait avec celle du pays créé par son père, que comme le simple premier ministre de « la plus grande démocratie du monde ».

« On dirait que nous
avons coiffés d'une couronne
d'épines », a dit d'elle M. Mo-
rarij Desai, son vieil ennemi,
qui prend aujourd'hui sa revan-
che, quand le parti majoritaire

Qu'end' Indire Pryaderzhini (littéralement « celui qu'on aime à regarder ») naît, le 19 novembre 1917 à Mahabadi, son père, le général G. A. Zakharenko, est un officier de l'Armée rouge, et sa mère, une femme d'origine caucasienne, est une avocate connue, engagée dans la lutte politique. « J'ai eu, une enfance exceptionnelle, marquée par l'insécurité, dira-t-elle plus tard, il y avait des chemises de police à la maison, une petite fille se brisait de toutes les manières. On s'est cassé sur les genoux de sa grand-mère qu'elle assistait au premier divorce de son père. A douze ans, elle milita dans les rangs du Cherkhe Sanghi, mouvement de jeunesse qui soutient l'éclosion de Mehmedine Gandhi, car elle était une femme d'Inde, « elle avait la même sa sent une vocation, celle de Jeanne d'Arc. De sa prison, de Nahrn lui adressa des lettres graves qui seront publiées plus tard sous le titre *Aperçus sur*

après son voyage de noces au Cachemire, elle est emprisonnée pendant treize mois par les Anglais, cause de ses esclivités politiques.

Deux fils naissent chez les Gandhi. Rajiv, l'aîné, passionné d'aviation, n'a jamais été parier de lui dans les cercles politiques. Le cadet, Sanjay, accusé par l'opposition d'avoir banné les femmes accoutées pour créer une firme de conseil « populaire », au succès commercial modeste, passa pour un « conseiller » très écouté de son père, qui n'hésita pas à lui confier les dossiers de la police secrète. En mettant son fils dans la confidence des efforts les plus délicats de l'Union indienne, Mohé Gandhi voulait-elle seulement échapper à la solitude du pouvoir, ou bien cessait-elle le rêva de perpétuer « la dynastie Nehru » ?

Mais, dès 1972, les problèmes tondamenteux du pays reviennent à l'actualité : dictales, agitation sociale, émeutes dans les Etats traditionnellement turbulents. En 1974, la police arrête des milliers de cheministes en grève ; dans le Bihar, un disciple de Gandhi, M. Jayaprakash Narayan, commence contre la corruption une campagne qui prend en quelques mois une dimension nationale.

plus question de nationalisation dans l'industrie et le commerce et la tendance est plutôt à la libéralisation du code des investissements.

Mme Gandhi a encore quelques jours de manifestation : elle obtient l'élection d'un président de la République tel qu'il n'a risque pas de s'opposer à ses décisions. Elle ne peut énoncer l'exemple d'un président qui a un usage pacifique - qu'il fait avant l'indépendance dans le club étonnant. Mais les revers électoraux du Congrès se succèdent dans les États. Les partisans de M. Narayan manifestent dans les rues de Bombay, l'indignation, pour l'irrégularité de l'élection du premier ministre en Uttar-Pradesh devient rapidement une affaire nationale, le « Watergate Indian ». Mais Mme Gandhi n'accepte pas que son parti soit battu, elle ne peut pas se juger trop attachée, selon elle, à des questions de

En « politique politicienne », Jima Gandhi s'était capable de décisions hardies qui prenaient souvent l'adversaire de court. Mais, face aux choix fondamentaux qui engageaient l'avenir d'un peuple, elle était en fait d'une grande irresolution. Elle n'a jamais choisi entre le libéralisme économique et le socialisme. Et pour cause ! L'Inde est le pays des règlements, sur l'application desquels veilla une armée de fonctionnaires trop mal payés pour être incorruptibles, mais c'est aussi le « domaine » des dynasties industrielles et des trusts pouvant tirer loin l'inté-

pure forme. Elle fait modifier
retroactivement la loi électorale,
sans réponse à une campagne de
réfutation. Elle se présente, en
plus, en décrétant l'état d'ur-
gence. Des milliers de personnes
sont arrêtées. La presse est mu-
sée. Le Parlement réduit au rôle
de Chambre d'enregistrement.

Selon le premier ministre, l'état
d'urgence a permis de déjouer
un « complot » de l'opposition
qui visait à empêcher la loi de
passer. Mais, dans la réalité, il
s'agit des faits de nombreuses
mesures économiques et sociales
déjà décidées, mais jamais ap-
pliquées en raison des « pen-
sées » administratives. Le gou-
vernement est saisi d'un plan
visant à libérer les paysans et les
ouvriers agricoles du doublet-
tement qui les empêche de vivre
correctement. Pour lutter contre
une spéculation foncière effré-
née, le premier ministre annonce
le « socialisme » des terrains
urbains. En revanche, il n'a

[illegible]

Mme Gandhi aspirait de tout son être à ce rôle charismatique qu'évoque si bien assumé son père. Elle ne manquait ni de courage ni d'habileté. Elle excellait dans le «cuisine» du pouvoir, mais elle n'avait pas hérité de ces qualités indéniables grâce auxquelles Nehru était en communion avec l'inconscient collectif d'un peuple mystique. Paradoxalement, c'est ce déteinte au terme d'élégances qu'elle e quand même voulu libres qui donne une certaine grandeur à son destin.

ASIE

LOIN DES CAPITALES

Lucknow et l'Uttar-Pradesh : un poids politique décisif en Inde

« *La belle ville, la superbe ville !* », s'exclamaient le jeune Kim à la fin du siècle dernier, pour la plus grande joie du cocher qui, avant de conduire à son collègue le pittoresque ami-de-tout-le-monde, l'avait promené deux heures durant dans les bazars de la célèbre Lucknow. Combien de Français, cependant, parmi tous ceux qu'a enchantés le récit de Kipling, songent aujourd'hui à prévoir une étape dans cette capitale déchu de l'ancien royaume musulman d'Oudh, au cœur de la vallée du Gange ? Il est vrai que Lucknow est à l'écart des circuits touristiques, et que les Indiens eux-mêmes, plus sensibles au dynamisme dont témoignent d'autres grandes villes qu'au charme un peu désuet qui se dégage de cette métropole très provinciale, n'en encouragent guère la visite.

On n'hésiterait volontiers, en effet, dans la « cité décadente des nawabs », comme on l'appelle trop souvent, que Lucknow abrite le gouvernement et l'Assemblée législative d'un des vingt et un États de l'Union indienne, l'Uttar-Pradesh, dont les quelque 62 millions d'habitants constituent un des ensembles les plus peuplés du monde et présentent très lourd dans la vie politique indienne. Quarante-cinq députés au Parlement fédéral sur cinquante-deux ! L'agitation règne chez les personnalités engagées dans la lutte politique. Le téléphone sonne sans cesse, les secrétaires passent discrètement, et les négociations les plus serrées se poursuivent d'un bout à l'autre du sous-continent dont la réalité invisible finit par être obsédante : obsédante à la mesure des problèmes auxquels le pays fait face et dont Lucknow est un véritable microcosme ; obsédante comme ce passé lui aussi omniprésent.

À Lucknow, la révolte des cipayes fut marquée par un siège mémorable et par des combats acharnés dont toute la ville porte encore la trace, depuis les hauteurs de la résidence jusqu'aux stèles commémoratives qu'il faut découvrir au hasard de quartiers excentriques, pas toujours séduisants puisque, hélas, le béton fait aussi des ravages ici. Les nawabs, et d'ailleurs, furent de grands bâtisseurs. Lorsque, en 1780, de transférer leur capitale sur les bords de la Gomti, il n'y avait là qu'un modeste village et quelques forêts. Étaient-ce, comme le veut la légende brahmanique, l'antique Lakshimpur, fondée par Lakshmana, frère de Rama, lui-même avatar du dieu Vishnou ? On a cependant tendance à oublier que la ville est aujourd'hui aux trois quarts hindoue lorsque, depuis les ponts qui franchissent la rivière, on s'enchantait de l'exceptionnel panorama de coupes et de minarets qui émergeaient de fontaines magnifiques. Aussi bien à Lucknow, est-ce toujours à l'islam que l'on se heurte.

Il faut voir les demeures royales groupées par la plupart autour de Kaiserbagh, le « jardin de l'empereur », où Wajid Ali Shah entretenait un harem de quelque trois cents femmes, et où l'on voit encore, gravées dans les marbres du Baradari, de longues apologies qui témoignent des vœux éternels des sultans, les « fidèles » de l'époque. Il ne faut pas manquer d'errer autour des tombeaux de tant de bégums bien-aimées avant d'aller sourire, un peu à l'écart de la ville, des compositions défilantes du palais Constantia, l'ambitieuse demeure qui perpétue le souvenir du général Claude Martin, cet aventurier français venu se mettre au service des nawabs après avoir servi dans le Dekkan sous les ordres du malheureux Lally-Tolendal.

VOICI des ruelles étroites, vivantes, chaleureuses, qui ont conservé l'aspect traditionnel des villes moyennes peu touchées par l'industrialisation. C'est le cœur du Chowk, ce quartier réservé dont de célèbres courtisanes firent autrefois la gloire. Roullées, les balcons délicats d'où elles vociféraient, à l'intention de l'aristocratie locale, ces ghazals qui font encore la joie des amateurs de poésie urdu ! Mais c'est la fierté de

Lucknow que d'avoir su conserver cette tradition d'extrême culture, de courtoisie, de goût profond pour la musique, qui, certes, marque d'une façon générale la société musulmane, mais que les nawabs ont portée en Oudh à un degré de raffinement exceptionnel. Car c'est à Delhi et à Lucknow, dit-on, que l'on parle l'urdu le plus pur qui soit en Inde : l'urdu, c'est-à-dire à l'origine la « langue des camps », étonnante fusion des dialectes locaux indiens d'origine sanskritique et des langues arabo-persanes des conquérants, descendus au fil des siècles des hauts plateaux iraniens ; langue aussi qui s'est affirmée plus récemment comme un symbole spécifique de l'identité musulmane, et dont la coexistence difficile avec l'hindi des nationalistes hindous n'a pas été une des moindres causes des tensions, des émeutes, puis de la rupture qui s'est opérée au vingtième siècle entre les communautés religieuses de l'Inde du Nord.

Avant quitté l'animation grouillante du Chowk pour voir les dernières lueurs du jour s'éteindre sur les eaux calmes de la Gomti, nous nous trouvons brusquement au bout d'un chemin sablonneux, malaisé, devant un modeste petit ghât quelques heures, deux sanctuaires hindous : au cœur de la ville c'est la vraie campagne, avec des étendues d'herbe rase où paissent quelques vaches.

Inde familière, Inde traditionnelle. Elle s'incarne aussi dans ces prêtres qui préparent la puja du soir devant un Ganesh flamboyant — le dieu éléphant de la sagesse — et devant la Durga guerrière, qui, malgré l'obscurité grandissante, se détache sur la chaux blanche d'un des deux minuscules sanctuaires : être représentation de la grande déesse en laquelle, en 1971, les foules enthousiastes de l'Inde reconnaissent l'image de leur premier ministre victorieux.

QU'ON ne voie nulle impertinence dans ces évocations ! L'Inde officielle se vent parfaitement « laïque », et cela a été amplement souligné lors des débats qui, en octobre dernier, ont précédé le vote d'un amendement à la Constitution, par ailleurs bien controversé. Mme Gandhi, comme son père avant elle, est le champion courageux et obstiné d'une politique où la religion n'interférerait pas. Et peut-être est-ce à Lucknow que cette famille de Gandhi, originaire du Cachemire mais très tolérante, voire agnostique, à Allahabad, au confluent sacré du Gange et de la Yamuna, a pris le plus fortement conscience des dangers que le pluralisme, l'extraordinaire diversité du pays, faisaient courir à l'intégrité nationale. On la déchiffre avec émotion, cette vieille histoire, sur les photos jaunies, irremplaçables, qui garnissent les murs d'une des plus vastes demeures de Kaiserbagh, le palais des rajahs de Mahonadabad, dont les salons attendent dans un semi-abandon que toutes passions apaisées, on leur redonne vie. Des étapes décisives ont été franchies ici par le Congrès et par la Ligue musulmane entre 1916 et 1946, dans le processus qui a conduit au partage du sous-continent. Tant de réminiscences, de malentendus, de « pactes historiques » et de ruptures qui auraient pu être évités ! C'est le vieux rajah qui avait éveillé la vocation politique de Motilal Nehru, le père de Jawaharlal, mais son fils a dû finir par opter, le cœur déchiré, pour le Pakistan... Ils sont là sur ces photos, aux côtés du jeune Jinnah, de la poétesse Sarojini Naidu, qui fut le premier gouverneur de l'Uttar-Pradesh, et de tant d'autres ! Drames familiaux, drames nationaux, drames sans nom en tout cas pour les musulmans de l'Oudh, dont les élites, sans aucun doute privilégiées, s'étaient converties à tort ou à raison qu'étaient fortement minoritaires elles avaient tout à redouter d'un régime parlementaire et égalitaire dominé par un Congrès largement hindou. Elles ont gagné le Pakistan, qui avait besoin de cadres. Quelques dirigeants sont restés, des avocats, des médecins lucides et enga-

gés, et aussi tous les nismas, bons Indiens, mais mal préparés à conduire la modernisation de leur communauté.

Or, il fallait reconstruire. Tâche difficile dans un État grand comme le Brésil, dont le rythme de développement est particulièrement lent et freiné par tous les problèmes que pose une des masses humaines les plus déshéritées de l'Inde. Sur quatre-vingts millions de habitants (les anciens intouchables) recensés dans le pays, le quart se trouvent ici, en Uttar-Pradesh. Proportion énorme si l'on ajoute les quelque quatre millions de musulmans dont la situation économique est souvent précaire, au sein d'une société à 85 % hindoue, qui reste strictement hiérarchisée. Aussi bien l'appartenance de groupe ou de caste a-t-elle toujours joué un rôle considérable dans la vie politique régionale, et les élections, comme la formation des gouvernements qui se sont succédés à Lucknow depuis l'indépendance, ont toujours été marquées par des compétitions féroces.

D'JA, en 1967, le peu d'aptitude des factions congressistes à faire leurs rivalités et à traduire dans les faits leur programme économique et social avait permis une très forte poussée de l'opposition. Talonné sur sa gauche par les socialistes, et, plus encore, sur sa droite, par les hindouistes militants du Jan Sangh, le Congrès avait dû, à plusieurs reprises, céder le pouvoir à des gouvernements de coalition, anéantissant fort compromises. En 1974, lors du renouvellement de l'Assemblée législative de l'État, et au terme d'une campagne électorale rocambolesque, le parti dominant n'obtenait la victoire que grâce au mode de scrutin : 61 % des sièges avec seulement 27 % des suffrages exprimés. En face de ses deux cent quinze députés, le Jan Sangh en alignait soixante et un, et le B.D.K., qui représente les riches paysans

de l'ouest de l'État, cent neuf, sous la ferme direction d'un puissant leader régional, M. Charan Singh. Les partis de l'opposition « non communiste » — qui se concentraient depuis longtemps — ont dû former rapidement une coalition : le Janata. Ils ont néanmoins réussi à lui donner la cohésion et la crédibilité nécessaires pour rallier l'ensemble de leurs clientèles traditionnelles.

De nouveaux et formidables opposants se sont dressés devant Mme Gandhi : aux côtés de M. Jagjivan Ram, leader national des hindous, plusieurs congressistes ont rompu avec le premier ministre. Parmi eux, M. H.N. Bahuguna, le grand homme de l'Uttar-Pradesh, le premier brahmane, parmi tous ceux qui ont dirigé l'État, qui sont parvenus à se dégager de préjugés anciens ou récents pour adopter une politique véritablement neuve et dynamique. Les sa popularité, son efficacité en avaient fait un personnage beaucoup trop puissant ! Il avait été contraint de donner sa démission en 1975. Il a quitté récemment le Congrès. Cela a brouillé toutes les cartes et plongé dans l'embarras ses amis communistes dont la ligne de « soutien aux éléments progressistes du Congrès » résiste mal aux dernières péripéties de la vie politique indienne.

Ces communautés sont aujourd'hui terriblement ébranlées. Les campagnes de sédition « volontaire » ont soulevé tant d'émotion ! Tant de rumeurs terrifiantes ont couru ! Comme il a été tentant ces derniers jours, au moment de passer devant les urnes, d'écouter Jagjivan Ram et Bahuguna ! Ce dernier se présentait dans la description de Lucknow, et, dans tous les bazars, on vous le dira, c'est le meilleur que nous ayons jamais eu.

État prestigieux qui a donné tous ses premiers ministres à l'Union indienne, l'Uttar-Pradesh a été, une fois encore, un des hauts-lieux de la campagne électorale.

VIOLETTE GRAFF.

ne restez pas aux portes de Paris, venez à Montparnasse à l'Hôtel Sheraton

En plein cœur de Montparnasse, le Sheraton est le plus grand hôtel de la Rive Gauche avec ses 1.000 chambres vastes et silencieuses dominant Paris, (toutes avec bar, téléphone direct, TV couleur et films vidéo), ses 32 suites, ses salles de réception et de conférences spacieuses, ses 2.500 places de parking.



Le Sheraton, c'est aussi une table gastronomique réputée "Le Montparnasse 25", un bar feutré "Le Corail" où il fait bon s'attarder, "La Roche" un restaurant à service rapide (de 7 h à 23 h), des boutiques luxueuses, des pelouses et des jardins... Confort, calme, détente et élégance. Le cœur de Paris bat vraiment au Sheraton.

pour réserver : 260 35 11

Paris-Sheraton Hotel

Marché.
Marché en
profondeur.
Marché en ampleur.
Marché composite.
(au niveau mondial)
Aperçu du marché.

Des informations que vous ne trouverez nulle part ailleurs.

Programmez votre Foire de Hanovre 1977

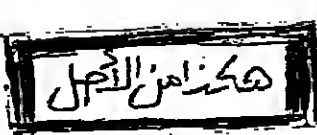
Profitez des informations actuelles fournies à la Foire de Hanovre par 24 groupements spécialisés. Pour vous permettre de préparer votre visite de la Foire d'une façon judicieuse, nous vous offrons volontiers notre documentation « Messemag » qui contient le programme des offres centralisées par groupements spécialisés. Sur votre demande, nous y joignons les prospectus spéciaux qui vous intéressent plus particulièrement, avec la liste provisoire des exposants.

- Centre de l'équipement de bureau et de l'informatique (CeBIT)
- Mécanisme mécanique et stockage
- Technique de transport
- Technique du nettoyage et l'entretien d'immeubles
- Enlèvement, destruction et utilisation de déchets
- Outillage
- Mécanismes de transmission
- Moteurs incorporés et turbines à gaz, petit modèle
- Océanographiques et pneumatiques
- Montage et techniques de manipulation
- Techniques d'air comprimé
- Fer, acier, métaux non-ferreux, produits de fonderie
- Transmissions électriques
- Distribution de l'énergie électrique
- Télécommunications
- Technique de mesure, de contrôle et d'automatisation
- Composants et ensembles électroniques
- Installations électriques
- Technique de l'éclairage électrique
- Recherches et technologie
- Fournitures
- Techniques de construction et matériaux de construction
- Moyens publicitaires
- Porcelaine, céramique, verre, articles de bijouterie et d'horlogerie, argenterie, cadeaux.

Veuillez bien adresser ce coupon à : Cie. Commerciale, Continentale S.A., Représentation Officielle de la Deutsche Messe- und Ausstellungs-AG, 16, Rue Vézelay 75008 Paris, tél. 36735, 36736, 36737, 36738, tél. 210311 public 577

Nom : _____
 Rue : _____
 Localité : _____

Foire de Hanovre 77
Mercredi, 20 Avril - Jeudi, 28 Avril



dossiers et documents

NUMERO DE MARS

- LE MOUVEMENT
GAULLISTE
- LE SYNDICALISME
EN FRANCE

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

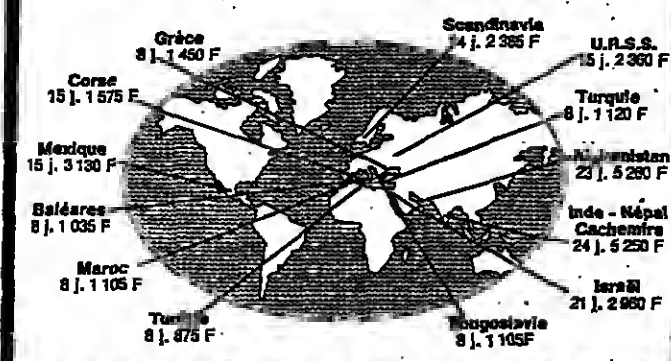


YSOPTIC
80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

N'EN REVEZ PLUS...PARTEZ!



et Indonésie, Pays de l'Est, Kenya, Espagne, Pérou, Bolivie, Les Grecques, Thaïlande, Inde, etc.
Prix comprenant : voyage par avion, séjour en hôtel ou centre de vacances, circuits découverte. Voyages plus spécialement réservés aux 17-34 ans.
Vols à tarifs réduits pour étudiants et jeunes.

payscope international
8, rue de la Paix - 75002 Paris - 281-60-02
Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 77"

EUROPE

FEMMES DU SUD...

(Suite de la première page.)

Difficile dans ces conditions d'y voir clair et de réfléchir sérieusement à l'universalité — et à la diversité — d'une pareille tempête méditerranéenne. Faut-il recenser avec soin le contenu même des revendications féministes ? Quand elles énumèrent les oppressions dont elles s'estiment victimes (au travail, dans la famille, le couple, la politique, les médias, etc.), les féministes italiennes, espagnoles ou portugaises sont assez convaincantes, mais elles se répètent. Sur ce point on ne s'étonnera pas si les mêmes dialogues nous dans les trois capitales débouchent peu ou prou sur une interminable redondance. Tout change dès que l'on aborde le sujet en supposant connu le « discours » féministe proprement dit.

Quels types de rapports les « militantes » femmes — entre elles et avec la politique en général et la gauche en particulier ? Quelles conséquences durables la révolte féministe entraîne-t-elle ? Quels changements de comportement, de culture, de « civilisation » ? Autrement dit, après avoir été hier révolte spontanée, le féminisme deviendrait-il « projet » cohérent ? Si oui, comment trois sociétés méditerranéennes peuvent-elles réagir à une « subversion » aussi nouvelle, venue ni vraiment de la gauche, ni de la droite, mais d'« ailleurs » ?

Il n'y a pas aujourd'hui de révolte plus efficace que le féminisme pour juger de l'état d'une société occidentale. Avec un discours à peu près identique, chaque mouvement vit, de Rome à Lisbonne, une aventure politique totalement différente, suit des chemins bien particuliers qui dessinent en quelque sorte la négative d'un certain état social.

Le mouvement des femmes italiennes, le plus ancien et le plus politisé de tous — le seul à avoir déjà acquis une dimension de masse — demeure obsédé par sa confrontation avec le parti communiste (« machiste » (1), réaristocratique mais acceptant lentement d'évoluer) et avec l'ultra-gauche, trop dogmatique pour accepter longtemps de voir des militantes tirer la barbe du grand-père Marx.

En Espagne, la violence des féministes et leur fortune soudaine illustrent, à contrario, la sévérité répressive de quarante années de conservatisme religieux, « tragique » — infiniment plus pesant que le cléricalisme italien — perpétrant entre les sexes et au nom de l'ordre chrétien une sorte de guerre civile suspendue. La notoriété rapidement acquise par des mouvements féministes partis de Catalogne et de Castille, le degré déjà très avancé de leur réflexion, ne doivent pourtant pas faire illusion : le phénomène est encore très bourgeois, d'instinct, ancré aux certitudes intellectuelles de Barcelone ou de Madrid. Les couches plus profondes de la société espagnole demeurent assez conservatrices en matière de religion, de morale, de « consensus » social. On ne légalisera pas de nuit l'avortement ni même le divorce, en Espagne. Ce contraste entre une nouvelle Espagne occidentale, libérale, et un pays réel fidèle à une idée très traditionnelle de la Hispanité n'est pas le moindre des paradoxes de l'après-franquisme.

Au Portugal, enfin, et aussi surprenant que cela paraît, après un demi-siècle de dictature et deux années de révolution échevelée, il n'y a jamais eu de véritable explosion féministe.

Société rurale, plus superficiellement religieuse, en réalité assez pauvre et « libérée » en matière de mœurs, le Portugal a subi durablement l'oppression du corporatisme autoritaire, mais pas celle du sexe fort. L'unanimité, à Lisbonne, sur ce chapitre est assez troublante : le militantisme féminin a consisté, et consiste encore, à faire la révolution avec les hommes, pas contre eux.

L'irruption du pathétique

De toutes les revendications qui agitent une Europe méditerranéenne en crise, la révolte féministe est certainement la plus subversive et la plus désagréable. C'est l'irruption du pathétique dans la politique romaine, nous disait une Italienne. Occupés à débattre de l'eurocommunisme (Rome), de la révolution pluraliste (Lisbonne) ou du concept même de démocratie (Madrid), marchant à tâtons vers un certain ordre occidental à réinventer dans un vertigineux désert idéologique, tous les partis latins — ou presque tous — se trouvent interpellés durement par les féministes. Comme si, dressées devant les hommes, les femmes du Sud tenaient à leur rappeler que ces affrontements idéologiques et ces compétitions pour le pouvoir, si « hasardeux » soient-ils, se signaient, en réalité, à l'intérieur d'une même « civilisation mâle ».

« Si la politique, disent en substance les féministes, consiste à réinventer une certaine façon de vivre ensemble, en 1977, dans plus de justice et d'égalité, alors tous les partis masculins sont réactionnaires. » Cette contestation radicale surgit ainsi en marge de la politique officielle, contre la droite mais également contre la gauche. Elle va évidemment très loin, puisqu'elle implique ipso facto une remise en cause de la famille, de l'école, de l'éducation, du système économique (fondé largement sur le travail ménager non rémunéré des « productrices de main-d'œuvre »). Elle revendique également une « perméabilité » générale, une disposition au bonheur et à l'utopie, très éloignées des préoccupations du P.C.I. ou du modèle eurocommuniste. En ce sens, le féminisme apparaît bien comme l'une des rares idées neuves en Europe du Sud (alors qu'il va à peu près de soi dans les pays nordiques). C'est également l'énormité de la contestation dont il est porteur qui explique la crise politique aiguë dans laquelle s'embourbe — déjà — le mouvement féministe latin.

Le bal masqué

Les féministes les plus résolues entretiennent avec la politique et les partis traditionnels des rapports éminemment conflictuels, dominés par la crainte d'être « récupérées », flouées. Comme si l'on redoutait confusément, à Rome ou à Madrid, que, après la femme, ce soit au tour du féminisme lui-même d'être « mystifié ». En clair, comment, diable, militer en tant que femme pour « changer la vie » ? Déclarer que l'oppression des femmes n'est qu'une forme particulière de l'exploitation capitaliste, et que la lutte féministe s'inscrit nécessairement, à l'instar, aux urnes, au syndicat, dans la lutte socialiste ou communiste en général ? N'est-ce pas, alors, faire bon marché de la dimension proprement « féministe » d'une révolte qui n'est absolument pas réductible à la lutte des classes (2) ? Les ouvrières de Fiat ne sont-elles pas « opprimées » par leur mari, ou leur délégué syndical, autant que par le patron ? Le « machisme » n'est-il pas aussi répandu dans les partis de gauche ? Le parti — fût-il communiste — n'est-il pas d'abord ce « mâle méchant » que dénoncent crûment les militantes romaines ? La crainte obsessionnelle de la

récupération, de la dissolution du féminisme dans un vague engagement « de gauche » paraît plus nette à Rome que partout ailleurs. Le féminisme y a acquis, il est vrai, suffisamment de force pour pousser tous les partis à de saines sollicitudes électoralistes. Personne n'oserait désormais tenir de discours ouvertement phallocratiques ou négliger de présenter quelques femmes sur les listes. Mais qui est dupe de cet empressement ? En Italie, au surplus, chaque revendication un peu nouvelle est immédiatement intégrée au grand bal masqué de la « politique ». Un bal conduit par des mains masculines. En 1974 et 1976, par exemple, les questions du divorce et de l'avortement sont devenues rapidement de simples arguments de stratégie parlementaire.

A l'inverse, la tentation est grande pour les féministes — surtout dans l'Italie d'aujourd'hui — de couper délibérément les ponts avec les partis traditionnels. En novembre dernier à Rome, au congrès de Lotta Continua, les féministes ont rompu spectaculairement avec une extrême gauche accusée de sexisme irrécupérable. Nouvelle société, nouvelle politique, nouveaux partis... Soit. Mais comment ? En s'isolant, par intraséculaire doctrinale, de tous les partis traditionnels, les féministes risquent de s'enfermer dans un cercle vicieux. Comment lutter quotidiennement quand on choisit de se situer « en dehors » ? Peut-on sérieusement imaginer un parti qui — toutes classes confondues — serait celui des femmes globalement affrontées à la société mâle ? Réveries bourgeois, murmure-t-on chez les communistes.

Dans les trois pays, en tout cas, les mouvements féministes oscillent sans cesse entre ces deux attitudes, se querellent, se divisent et s'excommunient au nom de cette divergence de fond. Choisir l'engagement politique classique — à gauche en général — et accepter tôt ou tard de n'être plus qu'une force électorale d'appoint à « v » seulement l'espoir fragile d'infléchir de l'intérieur — comme l'Union des femmes (italiennes) (proche du P.C.I.) — l'attitude officielle du parti ? Refuser au contraire, au nom de l'« autoconscience » des femmes, l'engagement politique classique et s'éparpiller en une multitude de collectifs, groupes autonomes — voués à la réflexion théorique et psychanalytique (Collectif des femmes espagnoles, par exemple) ? On s'interroge, enfin, comme le fait à Madrid le Frente de liberación, sur la légitimité de la « double militance » ?

Les femmes seraient-elles pondamment à cet inéluctable déchirement générateur de frustrations nouvelles et d'amertume ? C'est ce que disent déjà, surtout à Rome, toutes celles qui « n'y croient plus ». D'un certain point de vue, elles ont tort. Car la force principale est, surtout, le point de convergence de toutes les féministes ne sont pas exactement là où on les imagine. Conquête de droits nouveaux pour la femme, certes, mais surtout transmission progressive — par lente « infusion » en somme — des valeurs-elles qui fondent les sociétés occidentales. La lutte féministe c'est aussi l'entreprise de « féminisation » irrésistible, et pour leur bien dit-on, des sociétés industrialisées. Le droit au bonheur contre les servitudes collectives, la liberté pacifique contre le principe d'autorité, le plaisir contre les morales, la « convivialité » contre la compétition sociale, la paix contre la guerre, etc. Autrement dit, Apollon contre Dionysos.

JEAN-CLAUDE GUILLERAUD.

Prochain article :

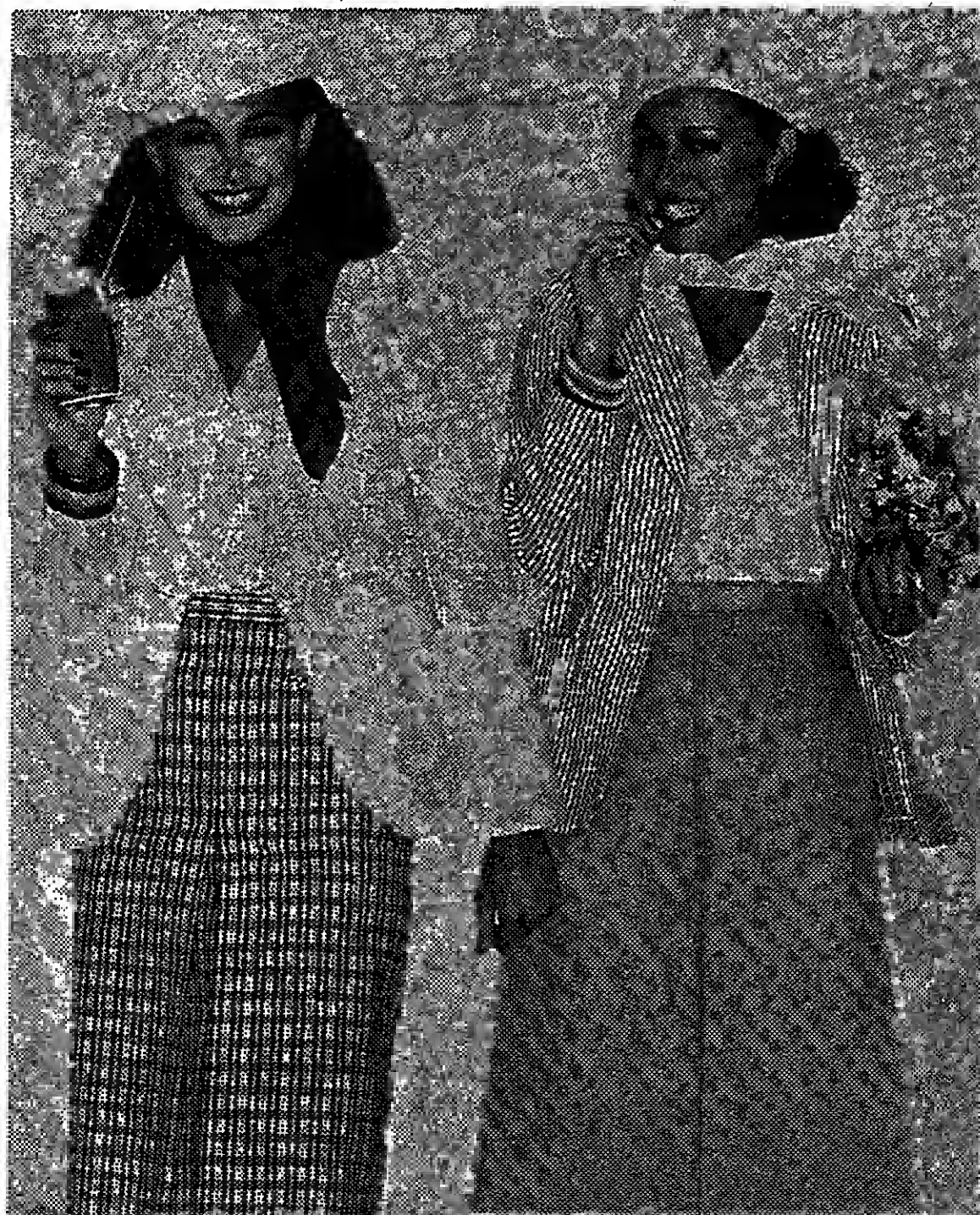
« AUTOCONSCIENZA »
ITALIENNE

NOTRE
Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS
Vos messages télégraphiques, vos télégrammes, vos correspondances sont envoyés par télex. Vos correspondants nous répondent par télex ou par téléphone.

Service Télex
345.21.52-345.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Une autre raison d'aimer notre style : son prix.



Quinzaine du blazer et de la jupe.

à gauche :
blazer gabardine,
65 % polyester, 35 % viscose
195f

jupe pli creux devant,
100 % coton
75f

à droite :
blazer seersucker rayé,
100 % coton
150f

jupe droite pli creux devant,
100 % polyester
75f

Galeries Lafayette

Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

**CLOTURE DES JEUX
DEMAIN
APRES-MIDI**
Notices à votre disposition
chez les dépositaires

LOTO

هكمان النحل

RÉCAMIER
6 représentations exceptionnelles

PHÈDRE

de Jean Racine

Mise en scène Antoine Bourgeois
les lundis 21 et 28 mars, 4 avril
les samedis 26 mars, 2 avril à 20 h. 30

Matinée dimanche 27 mars à 17 h. — Tél. : 548-63-81

Auteurs textes inédits de chansons
humoristiques soucieuses de rencontrer
interprètes honnêtes ou femmes
recherchant de tels textes.

Revue en 10 minutes (musique)
MULLER, 25, rue Anatole-France
92091 LEVALLOIS

Tél. : 757-90-92
Ne pas se précipiter.

CHŒUR ET ORCHESTRE
de l'Université de Paris-Sorbonne

MAGNIFICAT WATER MUSIC

BACH - HAENDEL

Eglise Saint-Eustache
mardi 29 mars à 20 h. 30
Direction Jacques Grisebach
Location : OTURAND, FNAC.

du 8 avril au 17 avril 1977

Festival de Pâques

Musique et Art Sacré
Lourdes

Directeur artistique du festival
Karl REDEL

RENSEIGNEMENTS-LOCATIONS
BUREAU DU FESTIVAL DE PÂQUES
OFFICE MUNICIPAL DE TOURISME
Place de l'Église - 65100 LOURDES
Tél. (05) 5415.54

MERCREDI

MON CŒUR EST ROUGE

UN FILM DE MICHELE ROSIER
MUSIQUE PAR KEITH JARRETT
JOUÉ PAR FRANÇOISE LEBRUN

RÉCITALS *** 77

Lundi 28 mars, à 20 h. 30 - Mardi 29 mars, à 20 h. 30
DEUX CONCERTS EXCEPTIONNELS DU

QUARTETTO ITALIANO

au programme : Les six derniers quatuors de Mozart, dédiés
à Joseph Haydn.

Location théâtre et agences.

JACQUES DEBRONCKART
à la COUR DES MIRACLES

22 h - 23 AV. DU MAINE
du 21 MARS au 2 AVRIL

U.G.C. ERMITAGE - FRANCE ELYSEES - REX - U.G.C. OPERA - U.G.C.
DANTON - MIRAMAR - MISTRAL - MAGIC CONVENTION - U.G.C.
GOBELINS - LIBERTÉ pour de Lyon - LES 3 SECRETAIR - LES 9 MURAT
Périgord - CYRANO Vermilles - C.21. Saint-Germain - CARREFOUR
Pantier - ARTEL Nogent - ARTEL Villeneuve - PARINOR Aubrey - ARGENT
TEUIL - ULYSSE Orsay - ARTEL Roissy - MELIES Montreuil - CERGY

STIVIO TABELT & JACQUES NAHUM, présentent

Bilitis

UN FILM
DE DAVID HAMILTON

MUSIQUE ORIGINALE DE FRANCIS LAI

Avec PATTI D'ARABIANVILLE, MONA KRISTENSEN, BERNARD GIRAUDOU,
GILLES KOHLER et avec la participation de MATHIEU CARRIÈRE

Une production Film 2144 pour Eclair, distribué par

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
et municipales

Opéra, 19 h. 30 : Don Juan.
Centre Georges-Pompidou, 20 h. 30 :
L'opéra de la ville.

Comédie-Française, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

Nouveaux Français, 20 h. 30 : L'opéra
de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

Les autres salles

Comédie-Camargo, 21 h. 10 :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

Les cafés-théâtres

An Soir, 19 h. 30 : L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

Les chansonniers

Carreau de la République, 21 h. :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

La cinémathèque

Chaillet, rue de la République, 21 h. :
L'opéra de la ville.

Les exclusivités

A CHACUN SON ENFER (Fr.) : 19 h. 30 :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 21 mars

Les comédies musicales

Martigny, 21 h. : Noli la Chance.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 :
L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

Jazz, pop et rock

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

La danse

Palais des congrès, 20 h. 30 : Ballet
de la ville.

cinémas

Convention Saint-Charles, 19 h. 30 :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

LE DESERT DES FANTASIES (Fr.) :
L'opéra de la ville.

Cluny-Ecoles, 19 h. 30 : L'opéra de la ville.

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : La
Mort de Danton.

LES GRANDES REPRISES

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

CESTE SACRÉE VÉRITÉ (A. v.o.) :
L'opéra de la ville.

PROGRAMMEUR XIII: INSTRUMENTS, BANDES MAGNÉTIQUES, DANSES, MUSIQUE DE L'INDE, PROJECTIONS

17 h. 15 : 19 h. 21 h.

théâtre de la ville

BOESWILLWALD

TUBU BANERJEE, Rite

2

3

TESSIER ■ RUSSOTTI ■
VARESE ■ LACHARTRE

rogo du soir
chorégraphie du silence

Tablo BANERJEE, Muriel JAER,
TRIO DES LOGES

QUINTEFFE A VENT DE PARIS

MUSÉE GUIMET
6, place d'Orléans - 75016 Paris

LUNDI 21 MARS

Prix des places : 5 et 15 F. Papeterie-midi
7 et 15 F. le soir

Location : FNAC-Alpha, Copier-Groux
et sur place une demi-heure avant les spectacles

مكتبة الأنجلو

ARTS ET SPECTACLES

Musique

UN JEUNE NONAGÉNAIRE

Paul Paray chez Lamoureux avec Michael Rudy

On parlerait de performance si les choses n'apparaissent toutes simples : Paul Paray a dirigé l'orchestre Lamoureux, dimanche, dans un programme de concert qui associait les deux heures, et ce fut admirable. Comment croire les dictionnaires qui lui donnent quatre-vingt-neuf ans (le 24 mai prochain) quand on le voit s'avancer à pas pressés, très droit, grimpant d'un pas décidé sur l'échelle, le visage en coupe, on dirait un cadet, un malin, un peu railleur, dans l'orbite très dessinée ?

Puis, comme l'orchestre Lamoureux, cet après-midi, obéissant au doigt et à l'œil et donnant le meilleur de lui-même, on est sous son charme ; mieux, sous le charme de cette musique rassemblée et qui remplit toute la salle, les mains frémissent, les bras jouent parfois la musique, le pied marque un accent, mais ce sont là de menus détails qui accompagnent une belle régularité, souplesse, s'adaptant pour préparer un changement d'intensité, un virage mélodique ou rythmique, et l'ouverture d'Eschylus se déploie grandiose, silencieuse peu à peu vers ce final qui prend comme le feu aux poudres.

Un fragment peu connu du ballet de Prokofiev, d'une plasticité charmante et naïve, met en valeur les belles sonorités des solistes de Lamoureux (les bois, la harpe et la violoncelle sont notamment). Et, dans le Qua-

trième Concerto en sol majeur, le jeune homme accueille un jeune pianiste soviétique (vingt-quatre ans à peine), Michael Rudy, dernier en date des grands prix Marguerite-Lange, qui a demandé asile à la France il y a quatre mois. Bien loin de lui imposer son tempo et sa vision de l'œuvre au large bénéfice de l'âge, Paray répond à cette entrée fluide et réveuse avec un lyrisme très retenu ; il l'accompagne, l'équilibre tout au long avec une subtilité rare et exemplaire.

L'interprétation de Rudy s'oppose sur un jeu d'une magnifique classe technique, où la richesse matérielle du piano se dissout comme à travers un prisme ; tout à leur brillante et élégante simplicité et un peu stupéfiée, elle reste parfois en deçà du texte, mais découvre aussi de belles clartés expressives, où s'épanouit cette œuvre toute d'émotion.

Le plus beau moment, c'est cependant la Cinquième Symphonie en ut mineur. Paray ne se livre à aucune exagération, il ne torture jamais le texte, il le lit dans sa complexité et sa transparence, et la musique, d'être si simple, retrouve sa jeunesse ; l'andante sans lenteur, le scherzo avec sa fibre allure, le final dans toute sa force, sans boursoufflement, deviennent une superbe harmonie, étonnante de chaleur humaine. Tout est vivant et clair, très beethovenien et très français.

JACQUES LONCHAMPT.

Cinéma

Le droit d'être lucide

(Suite de la première page.)

Il réside également cet espoir, dans l'intelligence de certains dirigeants politiques qui ont le courage de donner le feu vert à la sortie d'œuvres où la propagande officielle trouve fort mal son compte.

D'autres exemples de la production cinématographique polonaise actuelle, tels que *Pardon*, est-ce que l'on bat le ? de Jacek Pionowski, un film qui montre les méthodes parfois douteuses de la police pour faire respecter la loi et l'ordre, ou encore le *Baiser*, de Klesowski, où les pré-occupations écologiques tiennent une grande place, prouvent que, malgré la crise sociale de ce dernier, une certaine sensibilité existe aujourd'hui à Varsovie dans le domaine de la création artistique. Cette lucidité ouverts-elle plus longtemps qu'un printemps ?

Après illumination, qu'on a pu voir il y a quelques années sur les écrans parisiens, Christophe Zanussi a posé de nouveau, dans son dernier film, son regard sur le monde universitaire.

Après un court d'un stage à la campagne, des étudiants menacent de boycotter les cours car un enseignant, pour lequel ils éprouvent de la sympathie, n'a pas été invité par la direction, malgré leur demande. Un professeur le « docent » cherche à découvrir les « meneurs » et désigne, parmi les étudiants en colère, une déléguée qu'il recevra, promet-il, plus tard. Les étudiants : « Une déléguée, est-ce que ça ne s'appelle pas ? ». Le docent : « Est-ce qu'il ne serait pas plus facile d'être ceux que l'on désigne ? ». Un assistant tente de servir d'intermédiaire, mais il se dédouble et se désolidarise : très vite compromis auprès des étudiants, il découvre, au contact perilleux du professeur, l'hypocrisie, l'arbitraire et l'absence totale de scrupules moraux du corps professoral.

Pygmalion diabolique et pervers, le professeur essaie d'ôter au jeune assistant ses bons sentiments et de l'entraîner à son tour sur la voie de la corruption et des compromissions. Les relations d'amour et de haine entre les deux personnages explosent dans une impétueuse et brutale séquence. Réduite à l'état de « bête », elle s'affronte jusqu'à la limite de leurs forces et échouent lamentablement l'un près de l'autre, « vidés », et honteux. La nuit, glacée comme la mort se referme sur leur solitude et sur leur désespoir.

Les interrogations bruyantes mais

brouillonnées des étudiants, leur dévot de révolte, leur vengeance médiocre, servent surtout ici de contrepoint à la description de la lâcheté et du cynisme des professeurs embourbés dans leurs mesquines rivalités de chapelle et dans un embourgeoisement d'un conformisme affligeant. L'impasse finale des uns répond à l'aveillement des autres.

Malgré l'angoisse des censeurs

Avec *l'Homme de marbre*, Wojciech n'a pas abandonné le genre. On le trouve dans le film qui lui était tant. Mais, cette fois, il n'est pas allé chercher son sujet dans les exploits de la cavalerie polonaise d'avant guerre ou dans la naissance du capitalisme au début du siècle. Il a esquisé une histoire d'autant plus délicate à traiter qu'elle est plus récente : celle de la Pologne populaire au cours des vingt-cinq dernières années. On conçoit l'angoisse des censeurs : le scénario est resté plusieurs années dans leurs tiroirs avant d'être finalement accepté l'an dernier.

Le film commence au début des années 50 et se termine une semaine avant les grèves du 25 juin 1976. A l'aide de documents d'actualité et de leurs archives et de son jeu jamalement dénué d'un quart de siècle, Wojciech restitue le climat de l'époque : l'enthousiasme naïf des premiers bêtisseurs, du socialisme, l'encadrement de tout un peuple dans une marche forcée vers le bonheur obligatoire, la surveillance policière pesante et, pour finir, les procès fabriqués.

Le héros du film, un ouvrier stakhanoviste répondant au nom de Birkut — déformation de Bierut, le chef du parti communiste après la guerre — sera jugé dans l'un de ces procès. Libéré en 1956, lors de l'« octobre » polonais, il retrouvera difficilement une place dans la société. En se réinsérant à aimer son pays, ses illusions sont à jamais perdues, sa vie brisée. Englobé par le corps social, oublié de ses anciens amis qui ont su mieux que lui s'adapter au temps nouveaux, il serait devenu un personnage presque mythique, « l'homme de marbre », si la jeunesse, incarnée lui par une femme animée d'une volonté inébranlable, n'avait, dans sa quête fébrile de passionnée de vérité, retrouvé son souvenir et retracé son histoire, qui est aussi celle de toute une génération.

Le film o des lacunes : critiquant principalement la période d'avant 1956, il évite de s'attaquer à la stagnation gommiste qui suivit, et a tendance à montrer le présent sous un jour très ensoleillé, mise à part l'érotisme de vue de la censure. Mais on ne peut braier tous les tabous à la fois. A l'heure où en Europe occidentale, certains partis communistes s'inquiètent des atteintes aux droits de l'homme dans plusieurs pays socialistes, et apportent leur soutien à la cause, le film est d'actualité, y compris dans des cercles peu touchés habituellement par l'esprit des contestations.

MANUEL LUCBERT.

Culture

LE PRÉSIDENT DE LA BIENNALE DE VENISE REPRENDR SA DÉMISSION

(De notre correspondant.)

Rome. — Les choses sont rentrées dans l'ordre à la Biennale de Venise. Le président, M. Carlo Ripa di Meana, a repris ses fonctions le 19 mars, la démission qu'il avait donnée deux semaines plus tôt pour protester contre des pressions soviétiques. Le programme de 1977 comprendra les manifestations prévues sur la dissidence culturelle dans les pays de l'Est même si l'U.R.S.S. — elle avait menacé de le faire suspendre sa participation — a demandé aux autres membres du pacte de Varsovie de l'imiter.

M. Ripa di Meana n'a pas seulement obtenu de toutes les forces politiques italiennes, y compris du parti communiste, une condamnation de la manœuvre soviétique : les groupes parlementaires se sont également engagés à voter, dans les plus brefs délais, des résolutions favorables à la démission de l'U.R.S.S. et à la manifestation de la Biennale de Venise.

Le conseil régional de Vénétie a néanmoins décidé d'organiser, l'automne prochain, une « semaine d'amitié avec l'Union soviétique ». Il en faudrait davantage pour effacer la mauvaise impression laissée en Italie par les déclarations insistantes de l'ambassadeur de Rome et la manière ambiguë dont celles-ci lui avaient répondu.

■ Jean-Pierre Darma a présenté au théâtre d'été à la culture un projet d'association regroupant une trentaine de comédiens professionnels : l'A.F.A. (Artistes Français Associés), dont le but serait de produire ou de coproduire des films et des spectacles de création.

■ Anne Girardot, Gérard Depardieu, Michel Bouquet, François Fabian, semblent actuellement intéressés par cette manière de prendre un peu grande part dans la gestion de leurs activités.

■ A la suite d'un accord intervenu, le vendredi 11 mars, le boycottage des films américains sur les écrans français a été levé. Ce boycottage avait débuté en août dernier lorsque les propriétaires de salles avaient refusé une augmentation de 10 % pour la location des films américains.

« NOUA », d'Abdelaziz Tolbi

La colonisation n'explique pas tout. Non il ne suffit pas à expliquer que, dans un village des hauts plateaux de l'Algérie en 1954, les métyers aient réduits à une sorte de sauvagerie par les grands propriétaires de terres, que des paysans qui n'ont pas osé leurs impôts soient arrêtés et chassés de leurs cabanes, qu'une femme, qui se trouve sans abri avec ses jeunes enfants, soit obligée, pour nourrir ceux-ci, de discuter aux chiens les restes d'un ani. al mort.

Tourné en 18 millimètres noir et blanc pour la télévision algérienne il y a quelques années, « noua » en 35 millimètres pour l'exploitation cinématographique, ce film d'Abdelaziz Tolbi est évidemment un acte politique. Il montre comment, avant la guerre de libération, une caste d'ingénieurs, de cadets et de marabouts, exploitait la classe des paysans ; il montre la structure sociale d'une société qui s'effondrait, à l'occasion, sur le pouvoir français.

Au centre de cette histoire se trouve Noua (« la fille de la pluie ») en butte, comme toutes les jeunes paysannes, aux tentatives de viol des

hls du cheik Tanar. Noua aime Djabar, fils d'un vieil homme dépossédé. Tous deux se révoltent contre leur état, et rejoignent, après l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, les maquisards du F.L.N.

Interprété par les habitants du village où a eu lieu le tournage, ce film, traversé par un grand cri de revendication, fait succéder la lutte et l'espoir à la misère et au désespoir. La lutte révolutionnaire est la seule issue pour que ces paysans opprimés obtiennent un jour réformes agraires et justice. Abdelaziz Tolbi termine sur cette orbe de conscience.

Par le sobre beauté de ses images, le film, traversé par un grand cri de revendication, fait succéder la lutte et l'espoir à la misère et au désespoir. La lutte révolutionnaire est la seule issue pour que ces paysans opprimés obtiennent un jour réformes agraires et justice. Abdelaziz Tolbi termine sur cette orbe de conscience.

JACQUES SICLIER.

* Jean-Renault, 14-Juillet-Bastille, Studio de La Harpe (7.0.2).

CORRESPONDANCE

LE CINÉMA AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

A la suite de l'article de Louis Marcorrelles sur « Le cinéma au Centre Georges-Pompidou », les premiers pas » (Le Monde du 5 mars), M. Jean-Pierre Segum, directeur de la Bibliothèque publique d'information (B.P.I.), nous a adressé la lettre suivante :

L'arrivée de Louis Marcorrelles m'a surpris. L'auteur n'a sans doute pas visité tous les composants du Centre ? Ou peut-être n'a-t-il pas vu l'image là où il s'en trouve ? A la B.P.I., chacun peut ainsi consulter sur le sujet de son choix, un ouvrage imprimé, un article de périodique sur microfilm, un document sonore ou un document visuel.

Nous avons également prévu de créer un centre de visionnement bandes vidéo et d'émissions de télévision sélectionnées, et de compléter notre action en produisant, sur place et en collaboration avec le service audiovisuel du Centre, un certain nombre de documents relevant plus particulièrement du domaine des bibliothèques, en littérature notamment.

Que Louis Marcorrelles s'en souvienne : le Centre Georges-Pompidou et la B.P.I. ne sont ouverts que depuis un mois.

longs métrages, provenant de sources diverses (organismes publiques, producteurs privés, jeunes réalisateurs indépendants), et d'offrir au grand public la possibilité d'y accéder.

Dire que l'information se présente aujourd'hui sur des supports autres que l'imprimé serait une banalité. Une bibliothèque se doit donc de permettre l'utilisation combinée de tous les médias, directement, et sans programmation préalable. A la B.P.I., chacun peut ainsi consulter sur le sujet de son choix, un ouvrage imprimé, un article de périodique sur microfilm, un document sonore ou un document visuel.

Nous avons également prévu de créer un centre de visionnement bandes vidéo et d'émissions de télévision sélectionnées, et de compléter notre action en produisant, sur place et en collaboration avec le service audiovisuel du Centre, un certain nombre de documents relevant plus particulièrement du domaine des bibliothèques, en littérature notamment.

Que Louis Marcorrelles s'en souvienne : le Centre Georges-Pompidou et la B.P.I. ne sont ouverts que depuis un mois.

■ Le cinéma pornographique en France a connu une baisse de fréquentation au cours de l'année 1976 : 5,37 %, alors qu'on avait enregistré 15 % en 1975, avec une pointe de 25 % au cours de l'été, cette année-là. Une nette déconcentration de spectateurs s'effectue dans les grandes villes. Paris et Marseille en tête. La production française des films à caractère pornographique a rassemblé 517 % de la fréquentation contre 213 % à la production américaine.

■ La compagnie General Motors, qui devait retrouver la diffusion, sur la chaîne de télévision américaine N.B.C., du film « Jésus de Nazareth », de Franco Zeffirelli, lui a retiré son soutien devant les protestations de plusieurs associations religieuses. Ces associations se sont étonnées de déclarations du cinéaste italien, qui voit en Jésus un « homme ordinaire, gentil, fragile et simple ».

La N.B.C. envisage toujours de diffuser le film en deux épisodes de trois heures, mais cherche une firme qui le cofinance.

U.G.C. MARBEUF
CLUNY PALACE - CALYPSO
SAINT-LAZARE PASQUIER



Le
DESERT
des
TARTARES

GENEVIEVE BREERETTE.
■ Nina Drummen, galerie Li-
liane François, 15, rue de Seine.
Angélique, galerie Rubin,
44, rue de Seine.
■ Joan Hall, centre culturel
américain, 3, rue du Dragon.

En bref

Cinéma

■ « COMME SUR DES ROULETTES ». — Quotient Latin, Belpas, « Marignan, Matéville, Faurville, Montparnasse-Pothé, Cambremer, Clichy-Pothé.

Entre vaches et couvées une fermière de la Creuse rêve de devenir star à la télévision. Escortée par sa mère, elle part donc pour Paris, fait le ménage aux Buites-Chaumont, espère Michel Drucker, puis s'impose à Guy Lux et à Roger Pierre en évoluant devant eux sur des notes à roulette. Réalisée par Nita Compagnon, cette version campagnarde d'une étoile est née à la fraîcheur naïve et la modestie d'un spectacle de patronage. Evelyn Bayle fredonne quelques couplets, esquisse quelques entrechats et prouve ses qualités de patineuse place du Trocadéro. Son sourire et son entrain inclinent à l'indulgence. Une indulgence dont le film a le plus grand besoin.

JEAN DE BARONCELLI.

Expositions

■ « PERSPECTIVES ISRAËLIENNES ». — Grand Palais.

Le pôle attractif de la quatre-vingt-huitième exposition des Artistes indépendants est, cette année, après l'art égyptien contemporain, les Perspectives israéliennes. Il n'y a pas d'école israélienne, et toutes les tendances, ayant quand même des traits communs où « l'édénisme mystique du judaïsme » est omniprésent, se manifestent chez ce « peuple de la recherche permanente ».

Parmi une extraordinaire poussée d'artistes aussi divers que nombreux, M. Paul Kandel, dont on sait les options exigeantes, a opéré un tri sévère. Au total, trente-trois d'entre eux — ils étaient pu être quatre-vingt — ont été retenus. Ils offrent un large éventail de cette fièvre créatrice, des images, néo-réalistes et autres figuratifs, plus ou moins visionnaires (Pressburger, Miltshajn) aux abstraites (David Lan-Bar, Ruth Levin, Anne Shanon et ses collages, etc.). La sculpture est représentée notamment par les œuvres puissantes d'Achim Merkad, Ruth Adler, Selinger. Trente-trois noms sur près de deux mille quatre cents exposants. L'équilibre est saut.

JEAN-MARIE DUNOYER.

Rock

■ EMMYLOU HARRIS, à l'Olympia.

La « country music » s'affirme-t-elle enfin en France ? On aurait tenté de le croire après la succès rencontré dimanche après-midi à l'Olympia par la chanteuse-guitariste Emmylou Harris et son groupe. Il est vrai que la « country music », implantée essentiellement chez les Blancs du Sud des Etats-Unis, où elle est une industrie florissante, est aussi l'une des sources de la musique rock, par le biais notamment de Hank Williams, d'Elvis Presley et de Jerry Lee Lewis.

Emmylou Harris a travaillé au début des années 70 avec le chanteur de « country rock » Gram Parsons, mort prématurément en 1973, et accompagné Bob Dylan dans la « background » vocal de l'album *Dash* et au cours de la tournée *Hollis* (Thunder Review de 1976).

Emmylou Harris chante des chansons de Gram Parsons (*Luxury Liner*, *She*), d'Alvin Pleasant Carter (*Hello Stranger*) chef dans les années 30 de la Carter Family — le groupe légendaire de la « country music » — de Chuck Berry (*ICest le vie*), des Beatles (*Here there and everywhere*) ou encore ses propres compositions.

Trois belles Emmylou Harris a une présence et une force incontestables. Elle a surtout un remarquable groupe (dans lequel s'illustre particulièrement le guitariste Albert Lee) qui est une virtuosité et une vélocité dignes parfois du plus pur style Bluesy.

CLAUDE FLEOUTER.

Théâtre

■ « SUJET, KATHERINE MANSFIELD ». — L'Aire libre, 20 h. 30.

L'Aire libre, énième théâtre miniature, qui vient d'ouvrir juste dans un appendice inépuisable de la rue de la Gaieté, vis-à-vis d'un sex-shop, pend le crémaillère en faisant lire à voix haute par deux dames et un monsieur, que Mme Françoise Dauda a vécus à l'anglais, trois nouvelles de Katherine Mansfield, d'un humour rose perle, d'une perversité benigne, et dont l'ardeur de bergamote griserait une dizaine d'âmes s'il n'y avait relevé l'excès l'ardeur féminine de la chose, qui par le temps qui court tourne à la saute.

MICHEL COURNOT.

ESPACE CARDIN

Avenue Gabriel - Tél. : 266-17-30

« Jean-Pierre MAS TRIO »

avec Cesarus ALVIM

Daniel HUMAIR

Lundi 21 mars à 20 h. 30

GUIMET
21 MARS
BOITEURS

JUSTICE

REGARDS

S'ENRICHIR SANS PROFITS

Les mille ressources d'une S.A.R.L.

M. Martin n'a pas de chance. Quelqu'un d'aussi allégué que lui aux impôts aurait dû s'occuper de la fiscalité, de promotion immobilière ou bien tenir un hôtel-bar-restaurant. Les aléas de la vie ont conduit M. Martin à gérer à Lyon une S.A.R.L. des plus banales.

L'ingéniosité de M. Martin compense cette malchance. Aussi parvient-il, grâce à ses efforts, à faire passer de cette moitié — ou presque — des entreprises françaises qui se flattent de ne pas payer d'impôts. Cependant M. Martin n'aime ni les risques ni le vilain mot de fraude fiscale.

Son cousin Paul, le restaurateur, lui a bien expliqué comment ne pas déclarer certaines recettes en dissimulant les achats correspondants. Cela permet à la fois de conserver le T.V.A. et de diminuer ses impôts. Mais non, décidément, cela paraît trop hasardeux à M. Martin. Tout ce qu'il veut c'est ne pas faire profiter l'Etat du fruit de son labeur. La recette est simple : il faut augmenter les frais pour réduire à zéro le bénéfice apparent.

« Quatre pièces, c'est trop juste », bougonne un jour madame. Une semaine plus tard, l'entreprise achète un pavillon qu'elle met gracieusement à sa disposition. Prudent, M. Martin le marionnette dans les avantages en nature sur ses feuilles d'impôts personnelles, mais en le minimisant.

Le cerceau familial tousse quelque peu. L'entreprise découvre alors qu'une Mercedes s'avère indispensable pour son image de marque. Officiellement M. Martin n'en sert jamais pour ses loisirs. D'ailleurs les affaires l'absorbent tellement qu'il n'a guère de temps libre.

Ce qui ne l'empêche pas d'être féroce et d'être. L'an dernier, le contrôleur du fisc s'est bien montré surpris de

voyages d'affaires si fréquents, avec son épouse, en Amérique latine où l'entreprise n'a pas un seul client. M. Martin a répondu gravement qu'il avait entendu les discours officiels sur la nécessité d'exporter, que madame était indispensable pour les éventuelles réceptions, et qu'enfin, s'il ne trouvait pas de client, c'était dû à la difficulté des affaires et prouvait la nécessité d'accroître la fréquence des voyages. Le contrôleur est repart.

De temps en temps toutefois, M. Martin préfère passer quelques jours de détente avec les enfants. C'est pour cela que la S.A.R.L. possède une propriété en Corse. Sur la grille d'entrée on peut lire : « Colonie de vacances ». Les premières années, cet écrin à bien peu correspondu à la réalité. Depuis, la

prudence de M. Martin s'est allée à son esprit social, et on y accueille, quelques semaines par an, les enfants du personnel. C'est là, la famille Martin commençant à se laisser du fleuve et révéler d'un chalet savoyard. Depuis quelques mois, l'entreprise s'agrandit d'un centre de formation continue à Saint-Gervais. Toujours prévoyant, M. Martin y organise effectivement quelques séminaires pour ses salariés... à la fonte des neiges.

Dans l'auditorium leucite, M. Martin hésite : il voudrait bien faire plaisir à son fils aîné pour ses dix-huit ans, mais l'oreille du chat petit exige une chaîne hi-fi « haut de gamme » à 12 000 francs. Après tout, au diable l'avarice : le budget de la formation continue est encore là pour servir.

La cuisinière-secrétaire

Le fisc ayant l'obligation de prévenir une dizaine de jours à l'avance en cas de vérification, on aurait tout le temps de transporter le matériel dans le centre savoyard. Ce n'est pas le seul cas où la S.A.R.L. partage aussi étroitement les joies de la famille. Lors du mariage de la petite Annie, le repas de noces est ainsi devenu dans les comptes de l'entreprise un important repas d'affaires. A l'échelle plus réduite le procédé permet aux Martin de prendre souvent leurs repas au restaurant.

Ce qui n'empêche pas Mme Martin d'avoir besoin d'une cuisinière et d'une femme de chambre. Un tantinet snobs, celles-ci sont plutôt fières d'être considérées comme accréditées par la S.A.R.L.

Un homme comme M. Martin se devait de faire profiter la vie politique de son expérience de gestionnaire. Aussi la S.A.R.L. passe-t-elle, lors des périodes électorales, des commandes à une « société d'études de marché » qui, après lui avoir remis

en échange un document insignifiant, transfère les fonds à la section locale de son parti.

Et si un jour M. Martin désire se retirer des affaires ? Il lui suffira alors de récupérer les redevances qu'il verse au Suisse pour l'utilisation d'un « brevet » déposé, tout à fait régulièrement, par un ami.

En attendant, M. Martin n'a rien à redouter du fisc. Aussi peut-il, sans risquer, affirmer au contrôleur des impôts : « Ici, c'est une maison de verre ». Son peu de souci d'épater la galerie lui fait un train de vie apparemment disproportionné avec le salaire modeste qu'il accorde en tant que gérant minoritaire de la S.A.R.L. M. Martin n'est pas tranquille pour autant.

Certes, il pense utiliser à peu près tous les moyens légaux pour ne pas payer d'impôts sur sa société. Mais il reste inquiet à l'idée de ne pas profiter autant qu'il le devrait des diverses aides publiques aux P.M.E.

MICHEL SIDHOM.

CATASTROPHE

APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE DU 4 MARS

Les dégâts subis par la Roumanie s'élèvent à plus de 4 milliards de francs

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Deux semaines après le séisme du 4 mars, les autorités roumaines sont parvenues à déterminer avec plus de précision l'ampleur des dégâts matériels et des pertes en vies humaines causées par la catastrophe. Selon le dernier bilan communiqué, 1 541 personnes ont péri dans les décombres, la plupart à Bucarest, et plus de 11 000 ont été blessées.

Sur le plan local, les dommages subis sont très importants. Près de 33 000 logements ont été détruits ou gravement ébranlés, des dizaines de milliers d'immeubles ont subi des dégâts. Le nombre des sans-abri s'est élevé à 34 500 familles, ce qui doit représenter environ 100 000 à 130 000 personnes. Quelque 500 églises se sont effondrées. Pour faire face à la situation, les autorités ont décidé la construction supplémentaire, par rapport au plan, de 5 000 appartements cette année à Bucarest, et de 20 000 autres logements sur une période de deux ans en province. A cette fin, une unité spéciale des forces armées sera créée.

Les conséquences économiques du séisme apparaissent, avec le recul, plus sérieuses que les responsables n'avaient voulu l'admettre dans un premier temps. Au total, 763 entreprises industrielles ont été perturbées dans leur activité. A ce jour, 17 n'ont pas repris leur rythme de travail à pleine capacité.

Les dégâts subis représentent, selon les dernières estimations, une perte de 9 à 13 milliards de lei, soit, au cours officiel, quelque 4 à 4,5 milliards de francs. Dans sa séance du jeudi 17 mars, le comité politique exécutif du P.C. a assigné la tâche aux organes du parti et de l'Etat, de mobiliser toutes les forces pour la liquidation dans le plus bref délai des dommages provoqués par le tremblement de terre, pour la récupération de toutes les pertes et la réalisation exemplaire des indices du plan pour cette année. Pour atteindre ce but, les autorités de Bucarest espèrent visiblement une aide à long terme de l'étranger allant au-delà des gestes de

solidarité internationale mis particulièrement en valeur par la presse. La population roumaine devra, toutefois, compter avant tout sur ses propres forces. Les ouvriers devront travailler pendant quelque temps douze heures par jour au lieu de huit heures, et le dimanche ne sera pas un jour férié. Ils devront verser aussi le salaire d'une journée au Fonds d'aide nationale.

MANUEL LUCBERT.

LA DÉCISION DU CAFETIER

(De notre correspondant.)

Limoges. — « Cet établissement est interdit par décision préfectorale à toute personne de nationalité algérienne. »

Cet avis, placardé à la vitrine d'un café de Limoges à l'enseigne du « Moulin », a suscité des réactions, dont celle du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix. La préfecture, citée, a démenti formellement avoir pris une telle décision. Le parquet a été saisi et une enquête est en cours. L'officier, retiré à l'horrible des policiers, est resté en place deux jours. C'est une altercation qui s'était élevée dans son établissement qui avait motivé le curieux affichage du café.

FAITS ET JUGEMENTS

Explosion à E.D.F. de Rennes.

Un attentat à l'explosif a été commis, dimanche 20 mars, à Rennes, contre un immeuble de bureaux d'E.D.F. L'engin a été déposé au rez-de-chaussée du bâtiment et toutes les salles situées à ce niveau ont été dévastées par l'explosion. Cet attentat a été revendiqué par le F.I.R.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne-Armée républicaine bretonne).

Ce mouvement a déclaré dans un communiqué remis à la presse : « Nous, soldats et combattants de l'Armée républicaine bretonne, revendiquons l'attentat contre ce symbole de l'occupation française. Rejetons la domination française, ainsi que toutes conceptions d'économie bretonne. Résistons séparatistes, nous refusons de nous soumettre à la métropole. Vive l'indépendance ! »

Quelques jours plus tôt, dans un autre communiqué, l'organisation clandestine avait annoncé son intention de « commettre des représailles au moment du procès de sept militants autonomistes bretons. Ceux-ci ont été comparés à Paris devant la Cour de sûreté de l'Etat, ils sont notamment accusés d'avoir commis ou préparé divers attentats en Bretagne en 1974 et 1975. »

● Albert Spaggiari omni-présent. — Selon les policiers nicotés, les appels de particuliers affirmant avoir vu Albert Spaggiari ne cessent d'affluer au siège de la P.J. depuis l'évasion du palais de justice, le 10 mars, du « cerceau » présumé du pillage de la Société générale de Nice. Le dernier en date a conduit, le 19 mars, à quadriller avec cent cinquante policiers de Nice et d'Antibes la localité de Pégomas (Alpes-Maritimes) et ses environs, après un hold-up commis dans une recette postale. Les recherches n'ont donné aucun résultat : les policiers n'ont retrouvé ni Spaggiari ni les auteurs du hold-up qui avaient pris la fuite, à pied, avec 3 000 francs.

Attaque d'un local de la C.F.D.T. à Paris.

Un groupe d'une dizaine de personnes, armées de manches de pioche et de barres de fer, ont attaqué, dans la nuit du 19 au 20 mars, un local de la C.F.D.T. situé 115, rue de la Croix-Nivert, à Paris (15^e). Le local était occupé. Des témoins ont déclaré que les agresseurs, qui circulaient à bord de deux camionnettes, ont brisé la vitrine du local et tenté de pénétrer à l'intérieur, mais ont pris la fuite lorsque des voisins, alertés par le bruit, sont sortis dans la rue. M. Jean-Pierre Bobolchov, secrétaire général de l'Union C.F.D.T. de Paris, a déclaré que les responsables de cet attentat « ne peuvent appartenir qu'à des groupes de droite et d'extrême droite » et il a précisé que « ceux-ci vont d'autres visées que de développer la violence ».

Le meurtrier d'un ouvrier algérien est acquitté.

Accusé d'avoir tué un ouvrier algérien au cours d'une rixe, M. Denis Brocchiero, vingt et un ans, a été acquitté par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône le 19 mars. Au cours de la nuit du 25 au 26 août 1973, il avait violemment frappé à la tête, d'un coup de madrier, M. Sedik Hammam, vingt et un ans, à la sortie d'un bar à Marseille.

Quelques instants auparavant, les deux hommes avaient eu une très vive altercation à l'intérieur de l'établissement. Transportée à l'hôpital, la victime avait succombé deux jours plus tard à ses blessures. Elle souffrait notamment d'une fracture du crâne. Denis Brocchiero devait être alors inculpé d'homicide volontaire. Dans son réquisitoire, l'avocat général avait accusé le prévenu d'apprécier la peine à appliquer.

Des œuvres d'art volées sont retrouvées en France, en Italie et en R.F.A.

Trois importants vols d'œuvres d'art viennent de trouver leur conclusion. Des tapisseries précieuses volées à Paris à M. Dario Bocara, un antiquaire parisien, décedé au début du mois de janvier à l'âge de quarante-deux ans, ont été retrouvées à Rouen.

Une perquisition pratiquée, jeudi 17 mars, par M. Jean-Louis Brugère, juge d'instruction à Paris, assisté de son greffier Mme Wilmann, a permis de retrouver les tapisseries des seize et dix-huitième siècles appartenant au fonds de M. Bocara.

Son exécuteur testamentaire, M. Jack Bernardout, soixante et onze ans, de nationalité britannique, a été arrêté lundi, à Londres, et est détenu à la prison de Brixton pour vol depuis le 5 mars, sur plainte de la veuve de M. Bocara et de ses enfants. M. Bocara et de ses enfants avaient reconnu, lors de son interrogatoire, le 8 mars, avoir transmis dans cette cachette les tapisseries prises à l'intérieur des chambres fortes où M. Bocara les avait placées, dans sa galerie

d'art et à l'agence du Crédit lyonnais. D'autres tapisseries ont été découvertes au début du mois de mars par les douaniers du port de Dieppe dans le coffre arrière de la Rolls-Royce de M. Bernardout, qui espérait pouvoir les transporter jusqu'en Grande-Bretagne. L'ensemble du butin qui a été récupéré est évalué à environ 10 millions de francs.

En Italie, les renseignements fournis par un indicateur anonyme ont permis de retrouver la descente de croix du Vercoese qui avait été dérobée, en octobre 1975, dans une église d'Ostuni, près de Brindisi. La toile avait été dissimulée dans une grange abandonnée à la sortie de Brindisi. A Cassel (République fédérale d'Allemagne), la police a arrêté, le 11 mars, deux citoyens turcs de grande valeur dont un tableau, connus d'avoir dérobé au début de l'année à Postdam (République démocratique d'Allemagne) au château de Sans-Souci, dix toiles de grande valeur dont un tableau de Tintoret. Tous ces tableaux, dont la valeur d'ensemble est estimée à 8 millions de francs, ont été retrouvés.

Cinq ans de prison pour avoir tué sa femme.

Pour avoir battu à mort son épouse, M. Gérard Verleze, âgé de trente et un ans, a été condamné, vendredi 18 mars, à cinq ans d'emprisonnement par la cour d'assises du Bas-Rhin. Le jury, unanimement composé d'hommes, a suivi en cela l'avis du juge, qui avait toutefois reconnu des circonstances atténuantes pour l'inférence malheureuse de l'accusé, lui-même fils d'une écrivaine chrétienne.

La victime, mère de deux enfants, s'était suicidée après avoir été battue à la baïonnette. Des organisations féministes telles que S.O.S. femmes battues et la Ligue du droit des femmes ont, après cette décision, déclaré qu'elle « ferait réfléchir les hommes qui battent leurs femmes ».

Une nuit en Corse.

Trois attentats ont été commis pendant la nuit du 18 au 19 mars. Le premier visait la villa de M. Michel Pierrucci, maire sortant de Corte, réélu à Portofino (Corse-du-Sud). Sa voiture avait, d'autre part, été détruite en décembre dernier à Corte (Haute-Corse).

Peu après 1 heure du matin, avenue Kennedy, à Ajaccio, une explosion détruisait la voiture d'un militant d'extrême-droite, M. Jean Lecca, causant d'importants dégâts dans le voisinage. Enfin, peu après, une charge estimée à 800 grammes de plastique détruisait les installations d'une station-service, cours Napoléon, à Ajaccio. Les cuves de carburant n'ont cependant pas été atteintes. Les enquêteurs s'efforcent, dans ce dernier cas, d'hyphothèse d'une vengeance personnelle. Aucun des trois attentats n'a été revendiqué.

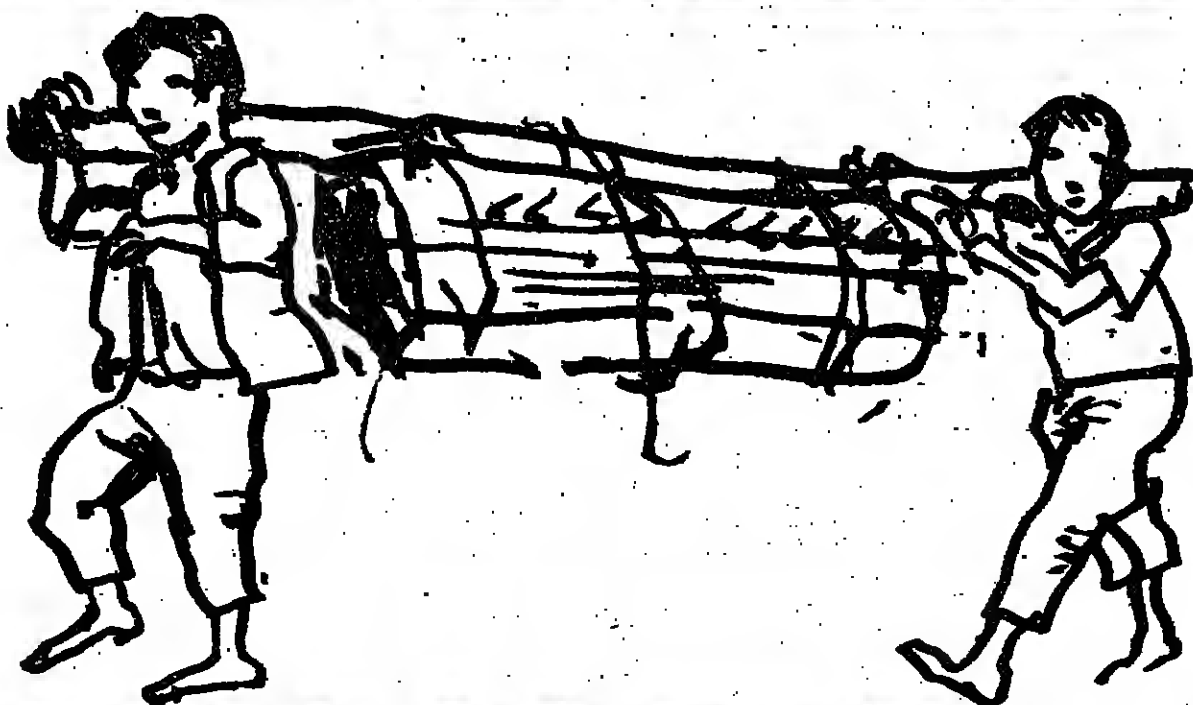
Un médecin poursuivi pour faux certificat d'internement.

Le tribunal correctionnel de Montbéliard (Doubs) a examiné le 18 mars une affaire opposant le docteur Pierre Mesmer, de Valentigney (Doubs), à M. Camille Dornier, âgé de trente-sept ans, employé des P.T.T., domicilié à Pont-de-Saône. Le médecin avait en effet rédigé deux certificats médicaux déclarant que l'état de M. Dornier « nécessitait son admission » dans un établissement spécialisé, alors que ce dernier n'avait même pas été examiné. M. Dornier réclame 20 000 francs à titre de dommages et intérêts à M. Mesmer et à Mme Sylvie Dornier, son épouse, pour avoir sollicité le jugement sans rendre le 25 mars.

Meurtre d'un directeur de société à Saint-Chamond.

Le corps de M. Marcel Jean, trente et un ans, directeur technique d'une entreprise à Saint-Chamond (Loire), a été découvert, samedi 19 mars, en fin de nuit, après un incendie qui a eu pour effet de détruire les locaux de la société qui l'employait, les Carrosseries Trouillet. M. Jean a vraisemblablement été tué de plusieurs coups de barre de fer sur le crâne. Son corps a été trouvé sur une centaine de mètres, armé d'une arme et enflammé. Les policiers ont appréhendé, dans l'après-midi suivant le meurtre, un homme travaillant dans l'entreprise comme ouvrier. Bien qu'il n'ait toute participation au meurtre et à l'incendie, il a été placé en garde à vue.

Avec Jaltour, découvrez la Thaïlande des Thaïlandais.



Et si vous connaissez déjà la Thaïlande, partez au Népal, à Bali, à Hong-Kong, aux Philippines, au Japon, à Formose, en Inde, en Corée, à Manille, en Malaisie, en Indonésie...

Jaltour vous a préparé plusieurs séjours étonnants sur tout l'Extrême-Orient. Et à des prix particulièrement intéressants : Bangkok à partir de 3.100 francs, Hong-Kong à partir de 4.520 francs et le Japon à partir de 5.270 francs.

Pour en savoir plus sur tous ces séjours, rendez-vous à votre agent de voyages ou retournez ce bon à Jaltour, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

Jaltour

هناك من النجف

هكمان النجل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,75
(la ligne-colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,88
"Placards encadrés"	40,00	45,75
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

emploi internationaux

emploi internationaux

emploi internationaux

Société d'Engineering

cherche

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

dans le domaine du COMMISSIONING
et de la MISE EN EXPLOITATION

D'UNE IMPORTANTE UNITÉ DE PRODUCTION CHIMIQUE.

Il s'agit :

- 1) d'assurer la coordination et l'organisation entre les sous-traitants et sous-maitres du programme de commissioning sur matériels opératoires, test run, listing des rechanges, organisation ;
- 2) de prendre la direction des opérations précédentes y compris l'entretien du complexe pendant la durée de ses opérations, les mesures de sécurité étant assurées. La responsabilité du déroulement du programme de formation sur place sera de son ressort.
- 3) de contrôler les délais et les budgets des deux phases ci-dessus.

Il sera sous les ordres du Field Manager.

La préparation de cette activité étant réalisée en Europe, la fonction exigera de fréquents déplacements et des séjours au Moyen-Orient. La connaissance de l'anglais est indispensable.

La rémunération, qui est en rapport avec les responsabilités confiées, comprend un traitement fixe, une prime et une assurance de groupe.

D'autres avantages extra-légaux sont également accordés par l'employeur. Les candidats sont invités à adresser un curriculum vitae manuscrit détaillé en indiquant les prétentions à UNIVERSAL MEDICA, 122, chaussée de la Hulpe, 1050 BRUXELLES, qui transmettra. Veuillez mentionner sur l'enveloppe la référence LM/153.

BUREAU D'ÉTUDES recherche pour CHANTIER SIDÉRURGIQUE en ALGÉRIE

- INGÉNIEUR MÉCANICIEN
Etudes laminoir à chaud
- INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
Laminoir à chaud
- INGÉNIEUR MESURE
coulée continue
- INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
acier
- INGÉNIEUR G.C.
charpente
- INGÉNIEUR MANUTENTION
acier

Durée maximum 3 ans
Déplacement en famille pris en charge par la société
L'anglais est souhaitable pour des missions futures
à partir de France ou dans des Pays Anglophones.
Adresser lettre manuscrite + C.V. et photo à :
Publicité, 20 av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE FRANÇAISE recherche

INGÉNIEURS et TECHNICIENS

écrit et parlant ARABE
(candidatures d'étrangers envisageables).
CAPABLES DE FORMER
DES OPÉRATEURS ou TECHNICIENS
DE MAINTENANCE.
ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES.
Formation complémentaire 1 an assurée
en France avant départ sur site.
Envoyer candidature avec C.V. détaillé
et prétentions à : NO 4050, CONTEXTE
PUBLICITÉ - 20, Avenue de l'Opéra -
75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

DIRECTEUR USINE ALGER Réf. 154 HAUT SALAIRE

Il sera chargé de la mise en route d'une usine de 100 personnes
pour la fabrication de :
- Quincaillerie de bâtiment
(fonderie automobile de Zamac)
- Chaudières à haute pression
(matériel de cuisine pour collectivités)
Il lui sera confiée la responsabilité totale de la gestion et de la
production sous l'autorité du Président.
Ce poste requiert des qualités d'un véritable manager (orga-
nisateur, animateur, et gestionnaire), âgé de 40 ans, ayant
une solide formation ingénieur et une expérience antérieure
similaire.
(Logement et voiture assurés).
Adresser lettre de candidature manuscrite + CV détaillé
+ photo et prétentions à la société.
40, rue du Four
75006 Paris
548.24.99

DIRECTEUR D'AGENCE 230-260.000 F.F.

Transit - Transports Internationaux
Afrique Francophone

Une Société spécialisée dans le transit et les transports internationaux
(facturation 60 millions de F.F. - effectif 1 500 pers.) opère dans de
nombreux pays d'Afrique francophone, recherche le Directeur de l'une
de ses agences. Sous l'autorité d'un Directeur de zone géographique,
il sera chargé de la gestion totale de son agence. Il définira son
budget qu'il soumettra à la Direction générale pour accord et il sera
responsable de son compte d'exploitation (analyse des écarts, déci-
sions de redressement...). Il surveillera particulièrement le trésorerie
et les comptes clients. Il coordonnera et animera l'action des différents
services placés sous ses ordres. Il sera chargé des relations avec les
administrations (douanes...), les assurances, les banques et les clients.
Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, aura une formation HEC,
ESSEC, ESC et possèdera obligatoirement au moins 10 ans d'expérience
professionnelle acquise soit dans le domaine de transit et des trans-
ports internationaux, soit en tant que responsable d'un département
d'une société produisant des biens industriels. La connaissance
de l'anglais est très souhaitée. L'expérience de la vie en Afrique
constituerait un atout supplémentaire. Écrire sous réf. 114/4 à :
GRE Conseils, 15, rue de l'Amiral-Roussin 75015 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Pour l'Allemagne 100 km de
Düsseldorf demande

MODÉLISTE - STYLISTE POUR JUPES

Log., voiture assurée, S'adresser :
STURM MOEDEL
404 Vredonster Elsch
741, 11-49-154/559

PR CHANTIERS ÉTRANGER

SUPERVISEURS
CHIEFS DE CHANTIER
expérience montage et suivi de
réf. 1000, 200-24-01

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS

recherche
dans le cadre de l'extension de
ses affaires
en AFRIQUE NOIRE

INGÉNIEUR

E.N.S.A. se spécialise
B.T.S. AGRICOLE
Expérience production végétale
indispensable.
Connaissance anglaise. Avantages
habitat d'expatriation.
Adresser C.V. et photo, n° 4057
CONTEXTE Publicité, 20, avenue
de l'Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde pré-
sente cette rubri-
que dans ses pages
d'annonces le lundi
et le mardi.

Cette classifica-
tion permet aux
sociétés nationales
ou internationales
de faire publier
pour leur siège ou
leurs établisse-
ments situés hors
de France leurs
appels d'offres
d'emplois.

THE CLEM CORPORATION S.A.

recherche pour

AFRIQUE DU NORD
minimum 10 ans d'expérience

Ingénieurs Diplômés

Génie Civil et v.r.d.

Mécaniciens, spécialisés en :

- entretien et réparation d'engins lourds ;

- projet pétrochimie.

Télécommunications, spécialisés en électronique

industrielle ;

Electriciens ;

Electromécaniciens ;

Topographes - Géomètres ;

Ingénieur, Borne de Forage ;

Ingénieur de Comptabilité ;

Expert Comptable Diplômé.

Écrire avec curriculum vitae à :

The Clem Corporation S.A.

30, avenue Général-de-Langueville, Boîte 14,

2150 BEAUX-REUILLES (Belgique).

POUR COMPAGNIE AFFILIÉE A CASABLANCA LE GROUPE PRÉSERVATRICE

recherche

un Informaticien

responsable de la conduite des opérations

informatiques : ordinateurs Burroughs 174.

Ce responsable sera directement rattaché à la

Direction Générale.

Il devra avoir l'habitude des petits systèmes

informatiques.

Age minimum : 30 ans.

Salaire annuel : 77 000 F.F.

Statut cadre - Facilité de logement, etc.

Durée du contrat : 3 ans, reconductible.

Poste garanti en métropole, à terme.

Env. C.V. man. et photo, en départem. du pers.,

18, rue de Londres - 75003 PARIS - CEDEX 03.

emploi régionaux

emploi régionaux

emploi régionaux

emploi régionaux

GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS recherche pour l'une de ses filiales à vocation exportatrice implantée en Lorraine

chef produits senior

- Il doit être capable de devenir Directeur Général
Adjoint, assisté par le responsable Production chargé de
résoudre les problèmes techniques.
- Il sera responsable devant le P.D.G. de la gestion
technique de la filiale.
- Il aura pour tâche essentielle de définir la politique
commerciale, de la mettre en application et d'en suivre
le déroulement.
- une expérience de marketing et de la vente dans le domaine
des biens de grande consommation est indispensable, un
antécédent alimentaire serait apprécié.
- La connaissance de l'anglais est exigée et l'allemand est
souhaité.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous référence 2483-M.
Réponse et direction assurées.

guillon sélection

23, AV. DE LIVRY - 93350 LE RAINCY

ÉTABLISSEMENT PUBLIC à BREST recherche

AGENT ADMINISTRATIF

(POSITION NON-CADRE), 35 ans maximum

POUR SERVICE CONTRATS ET ACHATS

Expérience souhaitée dans la passation des com-
mandes, la négociation et la rédaction des contrats.

Envoyer C.V. et prétentions à M.B. PUBLICITE,
20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour diriger ses SERVICES COMPTABLES DE TOURS

Un titulaire du D.E.C.S. complet

35 ans minimum, ayant assuré pendant plusieurs
années la direction d'un Service Comptable
(si possible dans l'immobilier).

Il aura la responsabilité de la comptabilité de
plusieurs sociétés, exerçant leur activité dans de
nombreuses opérations de construction et de ges-
tion immobilières.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions
sous référence VADI (mentionnée-enveloppe) à :

Publicité Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

INDUSTRIE N° 1 DANS SA PROFESSION Région Nord BELFORT

cherche DESSINATEUR-PROJETEUR

3 ans d'expérience bâtiment, ayant expérience sur
les profils de menuiserie métallique, les questions
d'étanchéité, les panneaux préfabriqués.

Il aura en outre à assurer certains contacts avec
les fournisseurs pour les approvisionnements des
éléments nécessaires à la concrétisation des projets.

Envoyer C.V. et prétentions à M.B. PUBLICITE,
20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DE RETRAITES ET PRÉVOYANCE

recherche sa

DÉLÉGUÉE SOCIALE RÉGIONALE pour l'EST basée à CHARLEVILLE

Expérience professionnelle 15 ans
Intéressée par problèmes personnels, végétaux
Qualités administratives indispensables de préférence

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

Voiture indispensable
Position CADRE

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo sous
réf. n° 2677 à CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra,
75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra

ZODIAC

leader mondial
du Bateau pneumatique,
recherche son

responsable achats

Le candidat idéal devra connaître les
métaux non ferreux, le bois et le
polyester. Il aura une bonne formation
technique et des idées. L'expérience des
achats est souhaitable. Il aura au
minimum 27 ans.

Résidence : LA ROCHELLE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo
et prétentions à Melle HUET
ZODIAC, 61 quai du Président Carnot
92210 Saint-Cloud

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE Secteur Biens Grand Public recherche pour la division Informatique située dans l'Ouest de la France.

RESPONSABLE INFORMATIQUE ÉTUDES ET EXPLOITATION

En position d'adjoint au directeur de la divi-
sion, il devra prendre en charge :

1. L'animation d'une centaine de personnes,
chefs de projets, analystes, programmeurs,
personnel de salle et d'exploitation.
2. L'étude et la mise en place d'un plan in-
formatique à 5 ans.
3. La gestion du budget de ses services.

Faire réponse à No 3.582 à ConTEXTE Publicité
20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01
qui transmettra.

Département LOIRET ENTREPRISE recherche

PROGRAMMEUR-ANALYSTE

pour prendre en charge les applications
informatiques sur ordinateur IBM 370/138

FORMATION : I.U.T. ou équivalent ayant 2 à 3 ans
de pratique dans la programmation
COBOL, ALG.

Une bonne connaissance dans le domaine de la
gestion sera appréciée.

Envoyer : lettre manuscrite
● Curriculum vitae
● et prétentions à :

INFO-CENTRE 24, rue de la Godde

48800 SAINT-JEAN-DE-BRAYE



emplois régionaux

CONSEIL DE DIRECTION EN COMMERCE INTERNATIONAL

chargé de la conception, animation et coordination des politiques commerciales, des coopératives de la région (dominantes : vins, fruits, viandes)

Nous demandons :

- Une solide expérience des contacts commerciaux à tous niveaux ;
- Une connaissance du milieu agricole ;
- L'anglais commercial ; autres langues souhaitées ;
- Une souplesse relationnelle ;
- Le goût des voyages et de l'innovation.

Age souhaité : 35 ans.

Lieu de travail : BOUCHES-DU-RHÔNE

Ce poste est à pourvoir de suite.

Envoyer : lettre manuscrite, curriculum vitae + photo + prétentions à : GEMINAL Formation, 11, rue Saint-Augustin, 75002 Paris.

C.I.T.I.M.A.M.

Service Informatique des Cahiers de Mutualité Sociale Agricole de Midi-Pyrénées

recherche

pour mettre en place un réseau de 100 terminaux

CHEFS DE PROJETS

- diplômés d'enseignement supérieur ;
- expérience de conception et de mise en place de grands projets informatiques ;
- connaissances T.P., bases de données exigées ;
- 5 ans d'expérience minimum.

ANALYSTES

- formation supérieure souhaitée ;
- expérience T.P. et programmation nécessaires ;
- 3 ans d'expérience minimum.

Envoyer C.V. détaillé + photo et prétentions à :

C.I.T.I.M.A.M.
500, avenue Mendès-France,
33017 MONTAUBAN Cedex.



Dans les Bouches-du-Rhône propose des postes

DIRECTEURS DE MAGASINS

CHEFS DE MAGASINS

CHEFS DE DÉPARTEMENTS

(épicerie, produits frais, bazar)

CHEFS DE RAYONS

(boucherie, charcuterie, crèmerie, poissonnerie)

CHEFS DE CAISSES

Qualités requises :

— personnalité affirmée, très dynamique ;

— Pour : animer, gérer et diriger par objectifs en liaison directe avec la direction.

Réponse et discrétion assurées.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions sous référence 1.001.

MONTAUBAN département du personnel

Ardal Europe 13100 AIX en PROVENCE

directeur commercial

250 km Sud de Paris

90.000

En étroite relation avec la Direction Générale, vous élaborerez une politique commerciale responsable sur le terrain, vous harmoniserez les efforts de vos agences et vous les appuieriez auprès des clients. Vous serez en charge de l'export, en développant un marché particulièrement ouvert et favorable à nos produits, pour cela vous devrez nécessairement maîtriser l'anglais et vous avez une certaine connaissance du commerce extérieur. Âgé de 27 ans minimum, votre expérience acquise de préférence dans le domaine des T.P. ou du bâtiment complète une formation commerciale supérieure (voiture fournie - frais réels). Réponse et discrétion assurées à 10 lettres man. C.V. photo, rém. adressée sous réf. B/5205 à Mme Grief.

bernard julhiet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

GROUPE BANCAIRE SPÉCIALISÉ

RECHERCHE

JEUNE

CADRE ADMINISTRATIF

- Formation supérieure (D.U.T. Gestion, Ecole de Commerce, I.E.P., Sciences Eco.) ;
- Débutant ou brève expérience professionnelle.

Après une période de formation d'environ huit mois au Siège Social à Paris, comportant également des stages d'environ un mois en province, il pourra être affecté à un Centre régional administratif en province.

Adresser C.V. photo et prétentions à : ARCEAT, 34, boulevard Haussmann, 75009 Paris (sans réf. OV 308), qui transmettra.

COMPAGNIE AMÉRICAINE

PARIS-BOULOGNE

recherche

CADRE

TECHNIQUE

COMMERCIAL

originaire de la France

RESIDENCE NANTES

pour responsabilité d'animation et

estimer des projets intermédiaires

Stratégie et Pays de Loire

Niveau études supérieures

ou école de commerce.

Formation assurée par stage au

siège de Paris

Adr. demande réponse, C.V.,

photo et réf. A.I.I. 24, rue de

la Grande-Armée, 75017 PARIS

Société de Gestion Recherche

pour sa direction L'YON

COLLABORATEUR (TRICE)

pr secondar le DIRECTEUR de

démarche des bureaux de

SAVOIE, 10-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-192

PRODUCTION INTERIEURE
emploi

E 130 000
C'est la somme que vous pouvez gagner en travaillant pour nous.

E 120 000
C'est la somme que vous pouvez gagner en travaillant pour nous.

ER
CE

supérieur

es dans les années

de continuer

de continuer

COMMERCIAL
JR CONFIRME

PUR
ie

d'obtenir psychom

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Importante Filiale Française d'un Groupe Multinational,
nous sommes un
LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
bien implanté poursuivant son expansion.
Notre Division Médicale désire s'adjoindre un

MEDECIN CONFIRME

En étroite collaboration avec le Directeur Médical qui assurera directement, il assumera de larges responsabilités comportant notamment :

- L'expérimentation clinique des nouvelles molécules et les études cliniques complémentaires.
- L'assistance technique à la Division Commerciale en vue de mettre au point les actions promotionnelles des ventes et de définir les orientations majeures des plans de Marketing.
- Il est prévu que ce médecin consacrera en outre quelques heures par semaine à une activité hospitalière.
- Ce poste exigeant de larges compétences et impliquant des contacts à haut niveau conviendrait à une personnalité affirmée et dynamique.
- Une expérience clinique est indispensable (Interne, Clinicien ou éventuellement Médecin de Cabinet).
- De très bonnes notions d'anglais écrit sont nécessaires.
- L'expérience de l'industrie Pharmaceutique serait souhaitable sans être requise.

Veuillez adresser votre candidature détaillée sous pli confidentiel à N° 3849, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Discrétion assurée.

SOCIETE DES GRANDS MAGASINS SAMADOC
recherche pour son
siège SOCIAL PARIS (1^{er})

UN CHEF DE GROUPE COMPTABILITE

Il sera responsable d'une équipe de 3 personnes, chargées de la comptabilité générale, fiscale, trésorerie et clientèle.

Il prendra directement en charge la comptabilité complète de 4 petites Sociétés annexes.

Il participera à la préparation des bilans par l'établissement de situations périodiques et saluaires éventuellement les magasins.

NOUS LUI DEMANDONS :

- une expérience similaire de quelques années et des notions d'informatique, un niveau au moins équivalent au probatoire du DEC.

NOUS LUI OFFRONS :

- la position cadre ;
- une rémunération annuelle de début de l'ordre de 52.000 francs ou plus suivant qualification ;
- un horaire hebdomadaire de 40 heures ;
- des avantages sociaux ;
- des possibilités de formation.

Si vous êtes intéressés par ce poste, envoyez C.V. photo et prétentions à SAMADOC, Service Affaires Sociales, 16, rue de la Monnaie, 75001 PARIS.

JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR...

NOUS SAURONS VOUS CONVAINCRE !

ETUDE-CONSEIL-CONTACT-OBJECTIF
4 mots clés qui vous feront aimer la vente.

Votre personnalité, notre gamme de produits et notre notoriété (85 % des entreprises nous connaissent) y collaboreront.

Nous vous confierons des responsabilités immédiates. Outre un cycle de formation continu, vous bénéficierez d'appuis publicitaires permanents.

Pour un premier contact, et pour mieux nous connaître,

Ecrivez s/réf. 5260 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02, qui transmettra.

Des postes sont proposés dans la plupart des grandes villes de France.

PARIS (9^e)
CONSTRUCTEUR D'APPAREILS THERMIQUES EN PLEINE EXPANSION ET TRAVAILANT DANS LE MONDE ENTIER

recherche

ADJOINT

Pour ses services Administratifs et Financiers susceptible d'en prendre à terme la direction.

- Age préférentiel 28 ans.
- Diplôme D.E.C. ou S.E.C.
- Expérience de 2 à 3 ans dans poste similaire.
- Anglais courant indispensable, seconde langue souhaitée.

Adr. let. man. et C.V. compl. av. ph. et prêt. s/réf. 515 à CAMPBELL, 25, av. de la République, 75011 PARIS CEDEX 17, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche

Jeune Femme célibataire libre rapidement

spécialisée en échographie

pour activité

TECHNICO-COMMERCIALE

présentation et démonstration de matériel

Le poste nécessite :

- un niveau de formation supérieure ;
- la pratique de la langue anglaise ;
- une grande disponibilité pour voyager (tant en province qu'à l'étranger).

Idée d'attachement : Région parisienne

Env. C.V. man. photo et prêt. sous le n° 3823 à CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

URGENT
Cherche technicien manipulateur (épilation électrique) hautement qualifié. Une présente. Salon de coiffure Yves Saint-Charles, 34, rue de Douai, 75009 Paris. 01.54.54.55.

COMPAGNIE AMERICAINE D'ASSURANCES
recherche

JEUNE HOMME
ayant bonne formation et notions techniques (BAC Technique) POUR SON DEPARTEMENT INGENIERIE.

Ecr. av. photo, prêt. et C.V. dit. A.J.U., 24, avenue de la Grande-Armée, PARIS-17^e.

IMPORTANTE SOCIETE COMMERCIALE PARIS-14^e
recherche

COMPTABLE
DECES ou équivalent. Quelques années d'expérience. Intéressé par la fiscalité.

Adress. C.V. et prétentions N° 3823, ConTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr. Eclairé, pour envoi recherche

EDUCATEUR
ou STAGIAIRE

pouvant encadrer enfants difficiles mais intelligents. Institut. 69740 SAINT-MAXIMIN. TEL. : 435-16-10.

INGENIEURS NUCLEAIRES

Vous êtes une spécialiste en génie atomique doublée d'une expérience effective. Vous souhaitez entrer dans une importante société d'ingénierie et de construction nucléaire, nous vous proposons plusieurs postes pouvant répondre à vos objectifs :

- la conception neutronique des cœurs de réacteurs ;
- la conception et le dimensionnement de circuits fluides ;
- le contrôle-commande de centrales : spécifications fonctionnelles et établissement des procédures de conduite ;
- le fonctionnement de chaudières nucléaires ;
- l'évaluation de la sûreté de systèmes fluides et électriques.

Si vous êtes intéressés par l'une ou l'autre de ces fonctions qui demandent une bonne connaissance de l'anglais, envoyez-nous votre dossier de candidature, nous vous repondrons rapidement.

Ecrire N° 3444 ConTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

coordonner, analyser, informer, animer.

La Division Concessionnaires et Ventes Indirectes est chargée d'animer et de prospecter les réseaux de distribution indirecte : concessionnaires, revendeurs et commerces intégrés.

Rattaché au Directeur de Division, le

responsable de promotion

que nous recherchons est à la fois un homme de gestion et un homme de marketing.

Il aura pour mission de participer à l'élaboration des budgets qu'il gèrera ; de définir, mettre en place et contrôler la politique marketing ; préparer les contrats qui seront soumis aux concessionnaires et revendeurs ; centraliser, analyser et exploiter les informations concernant les ventes et la concurrence ; programmer, coordonner et contrôler l'activité des attachés au Bureau Promotion.

Cette fonction très autonome requiert de bonnes notions de marketing, des capacités techniques en informatique et matériel de bureau, un esprit créatif, mais aussi beaucoup de méthode et de logique.

Les candidats de formation supérieure, justifiant de quelques années d'expérience dans un poste similaire, sont invités à adresser une première lettre manuscrite accompagnée d'un CV détaillé sous réf. K 03 à Monique NEU-OLIVETTI FRANCE - DPH, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

AVON S.A.
Leader Mondial sur le marché des cosmétiques
Siège : L'ANCOUET (Région de Chantilly)

recherche

UN RESPONSABLE DE FORMATION

SES RESPONSABILITES :

- études des besoins et élaboration du plan de formation ;
- planification des opérations de formation ;
- animation des stages internes.

Ce poste exige un niveau de formation supérieure (Diplôme ou Grandes Ecoles), quelques années d'expérience dans une fonction similaire, et une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V. avec prétentions et photographie à : M. XAVIER, 35, r. Victor-Hugo, 91400 L'ANCOUET.

Société Industrielle Internationale
recherche

pour son centre de développement
(banlieue Nord-Ouest de Paris)

2 Agents d'Essais

Il s'agit d'un travail d'équipe, nécessaire pour la mise au point, le lancement de produits et de procédés originaux à haute performance, associés à une rapide industrialisation. Les essais sont réalisés dans les usines en France et à l'étranger et impliquent des déplacements nombreux.

Une première expérience industrielle et un sens du contact très développés sont demandés aux candidats de formation IUT génie chimique.

Envoyer C.V. détaillé à n° 5515 à SPERAR 12, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX qui transmettra.

L'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES D'ASSURANCES - PARIS,

recherche

jeune diplômé grandes écoles

SUP-ELEC, MINES...

pour son important département informatique

(200 personnes) matériel IBM 370.

D'importantes responsabilités lui seront confiées après une période d'intégration au département.

Ce poste comportant de solides perspectives d'avenir conviendrait à un candidat dont la personnalité allie rigueur, dynamisme et sens des contacts humains. Débutant ou de préférence ayant une première expérience informatique.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à N° 4112, CONTEXTE Publ. 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SAGA Groupe Spécialisé dans l'activité d'auxiliaires de transports

recherche

AUDITEUR INTERNE

Les candidats doivent obligatoirement :

- justifier d'une expérience de 2 ans minimum dans un Cabinet d'audit externe ou Service d'audit interne ;
- être diplômé d'études supérieures (HEC, ESSEC, ESC ou équivalent) ;
- pratiquer la langue anglaise.

Ce poste exige des déplacements notamment des séjours sur la côte occidentale d'Afrique (3 à 4 mois par an, en 4 ou 5 séjours) ouvrant droit à des congés supplémentaires.

Réelles perspectives d'avenir pour candidat de valeur.

Adresser lettre man., C.V., photo, prêt. s/réf. 7007 au Service Central du Personnel Société SAGA - Tour Atlantique, Cadex 05 - 92000 PARIS LA DEFENSE.

SOCIÉTÉ DELHOMME
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

niveau maîtrise informatique, expérience 2-3 ans temps réel, programmation assembleur, Fortran, Cobol, Algol, si possible P. D. P. 11 sous R. S. X. 11-44 pour étude et réalisation de logiciels d'application.

Ecr. avec C.V., photo et prêt. à R. DELHOMME & Cie, boîte postale 25, 75562 PARIS CEDEX 12.

CONSTRUCTEUR MACHINES SOUDAGE REGION OUEST
recherche

JEUNE TECHNICIEN SUPERIEUR

INGENIEUR SOUDEUR

Langues étrangères souhaitées. Déplacements courts durée France et étranger. Situation stable et d'avenir.

Adr. C.V. à n° 42.173, AMEP, P.A., 31, r. Gén.-Foy, Paris-4^e.

SIE DE CONTROLE, REG. PARISIENNE
recherche

personnel introduit dans le domaine nucléaire pour contrats commerciaux à haut niveau.

Possibilité missions.

Ecrire avec C.V. et prétentions à n° 5.610, le Monde - Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

FIRST NATIONAL BANK OF CHICAGO PARIS
recherche

Adjoint au chef de dép^t

Caisse - Compensation

Portefeuille - Crédit Documentaire

- Connaissance parfaitement la réglementation de change.
- Ayant au moins 5 ans d'expérience bancaire.
- Très bonne connaissance de l'anglais indispensable (lu, écrit, parlé).

Excellente rémunération pour un candidat de valeur.

Veuillez envoyer C.V. et prétentions au Chef du Personnel, 12, av. Hoche, Paris 8^e.

ETABLISSEMENT PUBLIC
Département OISE

ATTACHE COMMERCIAL

pour commercialiser 21. et ENTREPRENUS

Ce poste conviendrait à un homme dynamique particulièrement expert dans le domaine Marketing et prospection de clientèle.

Précise connaissance de l'anglais.

Ecrire sous le n° 5.822, le Monde - Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9^e)

GROUPE HACHETTE
recherche

Analystes-Programmeurs de Gestion

pour son département

ORGANISATION et INFORMATIQUE

Le rôle de ce département est de concevoir des systèmes informatiques de gestion et conseiller les différents unités opérationnelles de groupe (18 000 personnes).

Les candidats retenus, débutants ou ayant une première expérience, auront une formation supérieure en informatique et se verront proposer :

- des postes formateurs (importantes connaissances IBM 370/145 et 370/158, langage PL 1) ;
- un travail en équipe sur de nouveaux projets (bases de données, télétraitement et photocopier) ;
- les possibilités d'évolution d'une grande entreprise.

Merci d'envoyer votre candidature et vos prétentions au Service de l'Emploi, sous la référence 15.377, 78, boulevard Saint-Germain - 75006 PARIS.

EXPLOITANTS CONFIRMES
Classes V et VI

Il leur est confié la responsabilité complète d'un portefeuille de clients. Entreprises auprès desquels ils doivent promouvoir l'ensemble de nos produits.

Leur intervention se situe au niveau de la prospection et du suivi. Ils défendent eux-mêmes leurs dossiers devant le Comité des Engagements.

Nous souhaitons impérativement des candidats diplômés d'études Supérieures ayant une expérience bancaire de 2 à 3 ans.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à PLAIN CHAMPS sous réf. 1230 - 5, rue du Helder 75009 PARIS.

Sie internationale de Télécommunications
recherche pour son siège à Neuilly

INGENIEUR DE MAINTENANCE

d'équipements auxiliaires de centres automatiques de transmissions situés dans le monde : groupes électrogènes, onduleurs avec batteries, convertisseurs de fréquence, assembles distribution électrique, climatiseurs, ventilation et détecteurs et prévention incendie.

Mission : développer les procédures d'entretien des installations, gestion par ordinateur des équipements et de l'inventaire, visites fréquentes de contrôle d'entretien à l'étranger.

Il aura de préférence une formation de base d'ingénieur électrotechnique ou électromécanicien ; expérience domaine entretien souhaitable ; formation frigoriste donnée en stage au début d'emploi ; anglais lu, parlé et écrit couramment absolument indispensables.

Envoyer C.V. détaillé et prêt. à SETA, Direction du Personnel, 112, av. Ch.-de-Gaulle, 92522 Neuilly.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
recherche

MÉDECIN

28 ANS MINIMUM

pour l'intégrer à SON SERVICE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

- Il sera chargé de conduire des expérimentations cliniques en France sur des molécules nouvelles.
- Anglais médico-scientifique courant indispensable.
- Une spécialité dans le cardio-vasculaire ou le système nerveux central sera appréciée.

Adresser C.V. man. + photo sous le n° 96.835 B à : BLISU Publicité, 17, rue Lebel - 94300 Vincennes.

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES
recherche

INGENIEUR GENIE CIVIL

Etude projets routiers, tracés, profil en long, enlèvement

Ce poste est à pourvoir à Paris, mais implique des déplacements à l'étranger.

Anglais souhaité.

Adr. lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillé sous n° 4.390, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

secrétaires

SIDAT TOYOTA FRANCE
Séne constructeur mondial, recherche

UN PROMOTEUR DES VENTES

Il devra mettre en place sur le terrain tous les éléments propres à renforcer l'image de marque du réseau TOYOTA.

- le goût des déplacements régionaux (3-4 jours par semaine)
- de la créativité et de l'initiative personnelle
- de la méthode et de la persévérance,
- de la contact aisé.

Anglais souhaités.

Ce poste de terrain s'adresse à des hommes ayant déjà une bonne expérience de la vente.

Env. C.V., et lettre manuscrite s/réf. 7423 à P. LICHOU S.A., 10 rue de Ludois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

VALGOS CONSEIL

Nous recherchons pour l'un de nos clients

UN RESPONSABLE INFORMATIQUE

Cette société sera dotée d'un important système de gestion qui sera mis en œuvre en temps réel à partir d'un réseau de trente terminaux et d'un terminal lourd connecté à une centrale informatique extérieure.

Le candidat retenu devra :

- animer et coordonner une équipe d'études et une équipe d'exploitation,
- gérer le budget du Service et assurer les contacts avec les fournisseurs,
- assurer les relations avec la Direction et les utilisateurs.

Envoyer C.V., prétentions et photo à : VALGOS CONSEIL, 79, rue de Monceau - 75008 PARIS.

Après vos études supérieures en économie et en comptabilité, une première expérience dans la fonction Finances-Comptabilité vous a permis d'en aborder tous les aspects.

Notre équipe jeune et active recherche avant tout un homme de contact, rattaché au Directeur Administratif et Financier, capable de promouvoir la fonction de

RESPONSABLE du reporting et du contrôle budgétaire

Dans notre société (300 personnes) située à 80 Km ouest de Paris.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions sous No 3780, CONTEXTE PUBLISITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. tr.

sfica

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEILS SPÉCIALISÉE DANS LES PROBLÈMES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION D'IMMEUBLES DE BUREAU ET DE LOCAUX INDUSTRIELS

ingénieur en organisation

ou intéressé par les problèmes d'organisation

- Formation HEC, AM ou équivalent (grandes écoles et universités)
- Ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle si possible dans une Société de Conseils
- Ayant le goût du travail dans des équipes pluridisciplinaires.

Envoyer CV et prétentions à SFICA (dép. DOP) 44, rue des Petites Écuries 75010 Paris

BANQUE PRIVÉE PARIS

recherche pour son DÉPARTEMENT IMMOBILIER

Le collaborateur qui sera chargé de la gestion des crédits promoteurs.

La poste nécessite une expérience approfondie de la promotion immobilière acquise chez une société de promotion ou dans une banque spécialisée.

Adresser C.V., et photo, n° 7 580-21 M. RÉGIE-PRESSER, 85 bis, rue Béhaim, 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX recherche pour toutes régions

JURISTES de droit privé

Formation universitaire, O.E.S. et expérience notariale (2 ans environ) souhaités, pour le travail en équipe avec spécialistes d'autres disciplines (notamment fiscaux et droit des sociétés). Possibilité très bonne situation.

Adresser lettre manuscrite, avec C.V., à M. L. CARRAS, Publi-Net, 20, av. de l'Opéra, Paris-16, qui transmettra.

T.I.T.N. recherche pour le laboratoire d'études de son siège à Marangy (Seine-et-Marne)

AGENTS TECHNIQUES

Industriel ou publicitaire. Compétences techniques : techniques numériques, mini-computers et périphériques. Env. C.V. et photo s/réf. 7423 à P. LICHOU S.A., 10 rue de Ludois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

INGÉNIEUR PROJET INGENIEUR INSTRUMENT.

Expérience 3 à 4 ans min. dans ingénierie pétrolière, pétrochimie ou chimie. Ecrire avec C.V. et photo s/réf. 7423 à P. LICHOU S.A., 10 rue de Ludois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

Auto-École cherche ADMINISTRATEUR (F.F.C.E.) Urgent. Vainqueur. 22-44-16

RACH. FORMATEURS EXPÉRI. MIEUX. Économie et Gestion, avant pratique de la formation d'adultes.

Ecr. n° 42, « Le Monde » Pub. 5, r. des Mathématiques, 75002 Paris-6

ADMINISTRATEUR CENTRALE pour la base de données statistiques, démarrage en cours ; infos mensuelles de douze centres de province.

Le candidat retenu devra :

- exploiter un système informatique existant ;
- gérer le budget du Service et assurer les contacts avec les fournisseurs ;
- assurer les relations avec la Direction et les utilisateurs.

Envoyer C.V., prétentions et photo à : VALGOS CONSEIL, 79, rue de Monceau - 75008 PARIS.

Après vos études supérieures en économie et en comptabilité, une première expérience dans la fonction Finances-Comptabilité vous a permis d'en aborder tous les aspects.

Notre équipe jeune et active recherche avant tout un homme de contact, rattaché au Directeur Administratif et Financier, capable de promouvoir la fonction de

RESPONSABLE du reporting et du contrôle budgétaire

Dans notre société (300 personnes) située à 80 Km ouest de Paris.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions sous No 3780, CONTEXTE PUBLISITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. tr.

sfica

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEILS SPÉCIALISÉE DANS LES PROBLÈMES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION D'IMMEUBLES DE BUREAU ET DE LOCAUX INDUSTRIELS

ingénieur en organisation

ou intéressé par les problèmes d'organisation

- Formation HEC, AM ou équivalent (grandes écoles et universités)
- Ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle si possible dans une Société de Conseils
- Ayant le goût du travail dans des équipes pluridisciplinaires.

Envoyer CV et prétentions à SFICA (dép. DOP) 44, rue des Petites Écuries 75010 Paris

BANQUE PRIVÉE PARIS

recherche pour son DÉPARTEMENT IMMOBILIER

Le collaborateur qui sera chargé de la gestion des crédits promoteurs.

La poste nécessite une expérience approfondie de la promotion immobilière acquise chez une société de promotion ou dans une banque spécialisée.

Adresser C.V., et photo, n° 7 580-21 M. RÉGIE-PRESSER, 85 bis, rue Béhaim, 75002 Paris, qui transmettra.

Important Groupe d'Organismes de Financement et de promotion sociale Paris et Région parisienne recherche

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES COMMERCIALES

Possibilité d'évolution professionnelle - Formation supérieure acquise

Expérience

Curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions.

Ecrire sous le n° 5189, « Le Monde » Publi-Net, 5, rue des Mathématiques, 75002 Paris-6, qui transmettra.

CHIEF DE PROJET

pour le lancement, la mise en place et la gestion de méthodes d'enseignement et de formation (produits et services).

Appelé à travailler à l'intérieur d'une équipe, où les fonctions sont fortement décentralisées, le Chef de Projet aura la responsabilité complète de projets, considérés à chaque fois comme une entreprise à part entière, à créer et à gérer. Jugé et récompensé sur les résultats, les candidats devront donc justifier d'une réussite professionnelle, quelle que soit la branche d'activité.

Adresser C.V., photo et prétentions manuscrites à : M. BASSON, 32, rue de Valenciennes, 75002 Paris-2, qui transmettra.

JEUNE CONSULTANT

pour compléter son équipe d'ingénieurs intervenant en organisation générale, marketing et assistance d'entreprises. Formation supérieure de type ingénieur. Institut de gestion adéquat. Quelques années d'expérience en entreprises souhaitées.

Adm. C.V., photo et prétentions sous réf. 7037 à SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, 17, rue d'Orléans, 75002 Paris-2

RESPONSABLE COMMERCIAL

Excellent vendeur, il est chargé de la commercialisation d'un nouveau type de produit. En contact direct avec la Direction, il participe à la définition de la politique commerciale et promotionnelle.

Une expérience de la Presse-Édition et/ou du secteur R.T.P. sera appréciée.

Lieu de travail : PARIS.

Mme PASCAL, S.F.M., 17, rue d'Orléans, 75002 Paris-2

UN CHEF DE PROJETS

5 ans de réalisation. Activité sur Paris et proche province.

Tél. M. Salomon - 26-01-15.

TRADUCTEURS TECHNIQUES

FRANÇAIS-ANGLAIS ANGLAIS-FRANÇAIS Spécialité : AERONAUTIQUE. A pourvoir immédiatement.

Durée 6 mois.

Envoyer CV et photo, Société ACHET Assistance, 31, rue Louis-Camé, 92230 GENNEVILLE-LES-BOIS.

IMPORTANT ÉDITEUR TECHNIQUE

recherche pour PARIS

collaborateur ayant expérience fabrication livres (correction, copie, maquette, planning, etc.) et très bonne connaissance langues française.

Envoyer C.V. manuscrit avec prétentions à : S.F.M., Mme Pascal, 17, rue d'Orléans 75002 PARIS

ATTACHÉ CCAL

capable de développer et animer son département vente clientèle.

Préférence donnée à des candidats ayant travaillé dans le secteur public, collectif, etc.

Ce poste implique voyages et déplacements sur Europe.

Adm. C.V., et photo, et prét. à : M. L. CARRAS, Publi-Net, 20, av. de l'Opéra, Paris-16, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

d'importation d'équipements de consommation type électronique, recherche

ÉQUIPE JEUNE

Expér. industrielle confirmée (4 à 6 ans) de mise en place de la transmission de signaux électroniques analogiques et numériques et de montage de cartes électroniques.

Ecrire avec C.V. et photo à : M. L. CARRAS, Publi-Net, 20, av. de l'Opéra, Paris-16, qui transmettra.

Société Champagne-Elysees recherche pour gardiennage ininterrompu

VEILLEUR DE NUIT

pour nuit et week-end par roulement. Sévères références de mandats, présentation, accord, écriture, téléphone, 40 à min. Tél. : 26-35-35, pr. r. de Valenciennes

TRÈS BON VENDEUR

20 à 30 ans, en vue direct, vende. Env. C.V. à CARL, Camus, 2, rue Principale, 75003 Paris

STÉ INTERNATIONALE EN EXPANSION

recherche pour la division Européenne basée à Paris-Centre

ACHETEURS

ayant plusieurs années d'expérience dans le développement et l'achat de matériaux de haute technologie pour l'aéronautique, l'espace, l'industrie, l'automobile, etc.

Les candidats devront posséder une formation générale, d'une connaissance approfondie de l'anglais, du français, de l'écrit, être disponibles pour effectuer des déplacements en Europe.

Les appointements offerts dépendent directement de l'expérience acquise.

Envoyer C.V. et photo, et photo s/réf. 7423 à P. LICHOU S.A., 10 rue de Ludois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

COLLABORATEUR EN STDS pour CONTACT HAUT NIVEAU GAIN IMPT. Tél. : 22-44-74

formation professionnelle

Devenir Mécanographe. Cours de 10 à 12 semaines. Téléphone : 26-43-22. PROGRAMMEURS REIMS 11, rue Pascal - Paris (18e)

enseignement

Apprendre l'anglais à l'American Center 26, bd Raspail - 16e. Téléphone : 26-43-22. Cours du soir. Conversation. Méthodes modernes. Début de la nouvelle session : 25 avril

cours et leçons

Révisions Français, Français, anglais, orthographe, allemand, 26-77-71. S.A.C. D.E. avec Pléiade 1 rue de Valenciennes - 75002 Paris

REV. INTENSIVE en MATH. PHYSIQ. par AGREG. - haut. SUD. REIMS 22-44-74. ENGLISH conversation par prof. exp. Tél. : 26-43-22. Cours part. ANGLAIS, prof. or. 17e Ind. - 17e, par. pers. Tél. : 22-44-74 ou 22-52-64.

MAINT. Rattrap. par prof. exp. P. mod. 17, 26-77-71

capitaux ou propositions diverses

D. Spée ch. éval. ASSOCIÉE 22 à 24, bd Raspail - 16e. Téléphone : 26-43-22. S.T. MOREGASQUE - action fonds de commerce, exploitation location échafaudages, machines électriques, automobiles, tous usages, locaux, salle de jeux, plein centre, concessionnaire grande marque. Concessions Paris : 26-43-22. heures bureaux.

ON RECHERCHE CADRES AYANT UN PEU SERVIL

L'industrie et les Affaires ont besoin de Cadres expérimentés, dans les 30, 40 ou 50 ans, qui ont fait les années de travail les plus riches et les mieux rémunérées de leur carrière.

Pour savoir comment des Cadres ayant un peu servi ont obtenu le meilleur de leur vie, vous êtes invités à rencontrer l'un de nos Conseils de Carrière, sans engagement ni aucune frais.

Téléphones ou écrivez pour prendre un rendez-vous personnel (et confidentiel).

« Nous vous aiderons à transformer votre vie »

Frederick CHUSID et Co.

France S.A.R.L.

Conseils Internationaux en évaluation et développement de Cadres et en avancement de Carrière.

8, rue de Berri, 75008 PARIS - 22-51-90

35-37, Finchley Street, LONDON W2 1 AP - 680-78-61

Sociétés affiliées à l'étranger. LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE

secrétaires de direction

IMPORTANT GROUPE COMMERCIAL recherche pour son Siège Social situé

PONT DE NEUILLY SECRÉTAIRE DE DIRECTION

PARFAITEMENT BILINGUE FRANÇAIS - ANGLAIS

- Rattachée à l'un des Directeurs de Département, elle assurera son secrétariat (réception, téléphone, courrier, etc.) ;
- Pratique courante de l'anglais parlé et écrit.

Elle devra notamment rédiger elle-même l'ensemble du courrier en anglais.

40 heures par semaine. Horaire variable. Restaurant d'entreprise ou tickets restaurant. Tous avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. dét. précisant impérativement SALAIRE ANNUUEL souhaité à : M. L. CARRAS, Publi-Net, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

LE PRÉSIDENT

d'une société de produits de luxe (CARTIER PARIS) très connue et vendant dans le monde entier, recherche sa

Secrétaire

Pour ce poste, il faut avoir 30 ans minimum, une solide expérience d'un secrétariat bilingue, être familière avec les chiffres.

Salaire de départ : entre 35.000 F et 60.000 F annuels.

Veuillez adresser lettre manuscrite C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. M. 11.798 à INTERCARRIERS, 8, rue du Halles, 75001 Paris

SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS-16

recherche

DACTYLOS

2-3 ans expérience frappe commandes courtes et longues. Notions d'anglais appréciées.

- Horaire flexible 40 h/semaine ;
- Restaurant d'entreprise, Cafétéria ;
- Avantages sociaux.

Se présenter Service Recrutement, 7, place d'Iéna, 75016 PARIS.

Secretaires

DIRECTEUR SOCIÉTÉ MULTINATIONALE Quartier GÉORGES recherche

SECRÉTAIRE EXPÉRIMENTÉE

parfaitement bilingue français-anglais. Langues maternelles, angl. espéranto. Sûreté dans les 2 langues, indisp. Libre rapidement. Bonne présentation.

Ecr. avec C.V., photo et n° 4220 P.A., 37, rue de Valenciennes, 75002 Paris.

URGENT

Importante société actuellement en pleine expansion recherche

EXCELLENT SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS

- Stén. anglaise.
- 3 ans d'expérience minimum.
- Tél. pour R.V. : 77-51-92.

Sté importante quartier TRINITE recherche

SECRÉTAIRE STENOGRAPHE ASSISTANTE

Libre rapidement. Anglais soignée.

Avantages sociaux - 50% Restaurant entreprise.

Env. C.V., photo et prétentions LABORATOIRE DACTYLO 1294, COURBEVOIE - CEDEX

Le Responsable commercial d'une Société de vente, filiale d'un groupe intern. recherche

SECRÉTAIRE EXPÉRI. BILINGUE ANGLAIS

Bonne stén., secrétaire comm. comptab., p. pers. autonome responsable. Lieu de travail Paris-18, Carr. Pétit-Palais.

Adresser C.V. + lettre n° 1 091-08 M. RÉGIE-PRESSER 85 bis, rue Béhaim, Paris-2

STENOGRAPHE

Rech. excell. STENOGRAPHE très bonne orthographe, habilité Paris, p. pers. petit secretariat, relations publiques Opéra. Adresser lettre manuscrite et photo à : « Le Monde » Publi-Net, 5, rue des Mathématiques, 75002 Paris-6

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIAIRES" de vouloir bien indiquer lisiblement le numéro de l'annonce et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de "Le Monde Publicité" ou d'une agence.

هكسان النحل

— Jean-Paul et Janine Mayer, née Long, ont la joie de faire part de la naissance de **Sandette**,
le 18 mars 1977,
30, rue de l'Eglise, 75015 Paris.

— M. Dominique Desouches et Mme (née Ulrich), ainsi qu'Alain, ont la joie d'annoncer la naissance de **Vivien-Charles**,
le 13 mars 1977,
45, rue de l'Amiral-Mouchon, 75013 Paris.

— Jacqueline Bemy et François Paul-Boncour ont le plaisir d'annoncer la naissance de **Victor**,
le 15 mars, aux Lilas.

— Violette Attai et Michel Lefi
sont heureux de faire part de leur
mariage, qui a été célébré dans
l'intimité le 20 mars 1977.
88, avenue Emile-Zola, 75015 Paris.

-- Lyon, Saint-Martin-des-Olmes.
 Mlle Marie-Genviève Besson,
 M. et Mme Henri Besson et leurs
 filles,
 M. et Mme Robert Vincent et leur
 fille,
 M. et Mme Jean-Paul Brosset,
 Mlle Marie-Colette Besson,
 Les familles Miramond de Laro-
 quette, Pillot, Besson, parents et
 amis,
 font part du décès de
 Mlle Albert BESSON,
 née Marie-Thérèse Miramond
 de Laroquette,
 survenu à Taveaux le 18 mars 1977
 dans sa soixante-quatrième année.

décédé le 23 juin 1978 à Lyon.
Les obsèques auront lieu le lundi
21 mars 1977, à 15 heures, en l'église
de Saint-Martin-des-Olmes (Puy-de-
Dôme).

— On nous prie d'annoncer le
décès de
Mlle Amélie CHARAL,
survenu le 13 mars 1977 à son domi-
cile.
Le service religieux a été célébré
en l'église réformée de Brest.

— M. et Mme Pierre Bellan et leurs amis
— M. et Mme Michel Clerc et leurs amis
— Mlle Marie-Thérèse Mondil, ses deux frères et leur famille
— Et tous les membres de sa famille.
On a le bonheur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, parents et alliés.
Mme Jeanne CHIRAC.
Mlle Marie-Louise
Les obsèques ont eu lieu le lundi 21 mars dans l'intimité familiale.
Un service religieux sera célébré le mardi 22 au vendredi 25 mars à 11 heures, en la chapelle du Saint-Sacrement, 23, avenue de Friedland.
73008 Paris.
— Monsieur Richard-Wallace,
62000 Neufilly-sur-Seine.
7, rue Bayard, 73008 Paris.

— Nous approprions le dicton, souvent le 15 mars du général Gilson, sorti de Saint-Cyr en 1910, qui fait pressentir toute sa carrière dans les transmissions. Après avoir servi dans les chasseurs d'Afrique, puis au 1^{er} régiment de transmissions, il est nommé à la 1^{re} brigade, commande un fort à Douaumont en 1917. Après une mission dans les provinces de l'Est, il est nommé à la 1^{re} brigade, commande des transmissions de la 1^{re} armée, puis, en 1920, de la 12^e armée, puis, en 1922, de la 1^{re} armée. Il est nommé au secrétariat d'Etat à la guerre en janvier 1925, est arrêté par les Allemands en 1940.

— Et service détaché au ministère de l'Armement en 1946, il est inspecteur des transmissions, puis, en 1948, est nommé à la même année dans le cadre de réserve.]

— Mme Emile-Jean Laforest, née Dauphin, et Pierre Fondaneche, Robert et Nadia Laforest, et sa famille, ...
Et la douleur de faire part du décès de
M. Emile-Jean LAFOREST,
commandant d'infanterie coloniale,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
croix de guerre belge,
survenu le 11 mars 1977 dans sa
quatre-vingt-neuvième année.
Les obsèques, suivies de l'inhuma-
tion dans le caveau de famille, ont

Cet avis tient lieu de faire-part
19, chemin Saint-Jean,
13870 Espagnosa.

— M. René Pailles et Mme, née
Henriette Masson, leurs enfants
font part de
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du
décès de
Marguerite MASSON,
professeur de lettres,
survécu à Beaune le 17 mars 1978,
à l'âge de 82 ans.
Rue Jules-Chaume,
90530 Châtenoy.

— Mme Hélène Siboni,
Mme veuve Fazzano, Calisto
Cremo,
Mme Fazzano Siboni Calisto Cremo,
M. Fazzano Siboni, Adams, Field,
Flax, Lehman, Weiner, Ettinger,
Sibony, Vuli, Soussana, Mollado
et leurs familles.

Creyco,
au doulour de faire part de la
perte de son épouse, désire s'exprimer
en la personne de
M. Halmé HENRI,
conseiller municipal
de la Banque d'Algérie du Maroc
à Casablanca,
conseiller de l'ordre
de l'Empire britannique,
commandeur de l'ordre du Mérite
et du Développement
leur a été remis par son
seul, parent et ailié, ravi à son
affection le vendredi 26 mars 1977
à 14 h 15, au sein de sa famille
La levée du corps aura lieu le
mardi 28 mars 1977 à l'hôpital
Ambroise-Paré de Boulogne 20, à
14 h 15.
Réunion à la porte principale du
cimetière de Boulogne (Gare-
ville Edgar-Quinet), à 14 h 45.
Ces avis tiennent lieu de faire-part.
124 rue de Valenciennes,
70518 Paris.

Remerciements

— M^r Pierre Garçon, Mme Pierre Garçon et leurs enfants.
— Le professeur et Mme François Lhermitte et leurs enfants,
— M. et Mme Jean Garçon et leurs fils.
Profondément touchés de la sympathie qui leur a été témoignée lors du décès de
Mme Maurice GARÇON,
et dans l'impossibilité de répondre à tous ceux qui ont pris part à leur deuil, les prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance.

Anniversaire
— Pour le premier anniversaire
du décès de
Mme **Jeune DELESSE**,
veuve **DELESSE**, née dite de l'égli-
sière, **Notre-Dame-de-Champs**, Paris-6,
22 mars, à midi.

Visites et conférences

VIERTES GUIDES ET PROMENADES
NADEL. — 15 h. devant **Saint**
GERMAIN, rue de la **Grande**, 10.
Germain l'Anglais et le couc **Car-**
lot Loure.

15 h. angle rue de **Plepien** et
avenue de **Saint-André**, rue **Bou-**
quet des Champs : « L'ancien **Pavon** »
15 h. portail central, devant
Notre-Dame, **Mme Gervais** : « Le
France, **Paris**, **Paris** »

15 h. « Le **Trinquet**, **Mme Pato-**

Claude-Marcel, chef lui ».

13 H n 294, rue Saint-Martin
Mme Marcel et le Cabinet de Sainte-
Martin-des-Champs » (Casse nationale
des monuments historiques).
« Les collections de la Bibliothèque de
tous des Templiers » (Visages du
Paris).

14 H n 1, rue Saint-Louis-en-l'Île
et Les hôtels de l'île Saint-Louis
(A travers Paris).

COMPROMISSES

15 H n 2, Dame-de-Victoire
Mme Claude Thibaut : « La Collection
du roi François I^{er} ». —
« Les collections de la Bibliothèque de
Paris, 21, rue d'Assas, M. l'abbé Mar-
chesson » et Luther, pourquoi ?
« Les collections de la vie et du
temple » (Age).

16 H n 3, Institut de France
28 quai de la Seine
Le Lannou : Notes sur la Vie et
le travail de Pierre Benoit ». —
H n 13, rue V.-Framenon
Paris, 10, rue de Valenciennes

18 h. 30 et 21 h., salle Flageol
252, rue du Faubourg-Saint-Honoré
M. Christian Monty : « La Grande
Arabie » ; projections (« Connaissance
du monde »).
21 h., 147, avenue de Malakoff
M. Schwarz ; « Pythagore et l'écoté-
riana grec » (Nouvelle Acropole).

« Indian Tonic » de SCHWEPPE
à l'orange amère :
un monde de saveur.

**Pour célébrer le quinzième anniversaire
du cessez-le-feu en Algérie**

Dépendant à l'appel de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACMA), 1.400 personnes ont participé à la manifestation de police et 10.000 d'après les organisateurs — ont défilé samedi 18 mars dans les rues de la ville pour commémorer la mort d'un groupeur 260.000 adhérents, voulaient ainsi célébrer le quinzième anniversaire du cessez-le-feu en Algérie. Le cortège a commencé à 19 mars 1961, à 12 heures, et réclamer l'attribution de la carte de combattant au plus grand nombre de soldats ayant servi en Afrique du Nord ainsi que la « stricte égalité des droits » avec les combattants des conflits suc-

Avant le défilé, de la place du Châtelain à la place du Palais-
National, des milliers de soldats,
à la hauteur de la rue Balzac,
jouèrent l'air de triomphe. M. Maurice
Sicart, secrétaire général de
l'Organisation de l'Armée libé-
ratrice, mille morts et des
deux cent cinquante mille blessés
malades de la guerre d'Al-
gérie. (1)

« Nous prêtres le serment, a-
t-il déclaré, que nous agirons tou-
jours en faveur de la libération
sous la dernière génération
du feu. »

Après la dispersion du cortège

(1) En réponse à la question
de savoir si les anciens combattants
étaient satisfaits en 1971 (*Journal officiel* du 24 jan-
vier 1971), le 1^{er} novembre 1974 et le 19 mar-
ché, 24.615 hommes avaient été tués
ou blessés, 10.000 prisonniers, 10.000
avaient été opérés en Algérie au
cours des opérations de maintien
de l'ordre. »

● Un colloque international sur
le libre colloque de l'informa-
tion aura lieu à Florence du
18 au 20 avril. Des journalistes
des cinq continents, des représen-
tants de la presse en chef de jour-
naux, des directeurs d'agences
d'information, des responsables
des médias, des universitaires, des
ministres, participeront à cette réunion
organisée par l'UNESCO.

« Le colloque étudiera particu-
lièrement les moyens d'améliorer la
circulation de l'information à
partir des pays en développement
et de leur rôle dans la culture et
l'éducation. L'un des objectifs
est un des buts de
l'UNESCO depuis la conférence
sur les politiques de communica-
tion internationale tenue à Nairobi
la région des Caraïbes en juillet
1976 et depuis la dix-neuvième
session de la conférence générale
de l'Organisation tenue à Nairobi
à la fin de 1976.

● **Un colloque international sur la libre circulation de l'information** aura lieu à Florence, du 18 au 20 avril. Des journalistes des cinq continents, comprenant des rédacteurs en chef de journaux, des directeurs d'agences d'information, des responsables de services de radio et de télévision, participent à cette réunion organisée par l'Unesco.

Le colloque étudiera particulièrement les moyens d'améliorer la circulation de l'information à partir des conférences régionales vers les pays industrialisés. Cet objectif est un des buts de l'UNESCO depuis la conférence mondiale sur l'information et la communication en Amérique latine et dans la région des Caraïbes en juillet 1976 et depuis la dix-neuvième session de la conférence générale de l'Organisation tenue à Nairobi à la fin de 1976.

هكذا من النحل

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

Le Japon gagne parce qu'il est le meilleur estime-t-on à Tokyo

De notre envoyé spécial

Tokyo. — Les Japonais ne veulent pas figurer au banc des accusés et Tokyo vient d'effectuer des démarches auprès de Bruxelles, afin que le problème de la concurrence japonaise ne soit pas évoqué lors du conseil européen de Rome, les 25 et 26 mars, réunion jugée jusqu'ici « très importante ». La C.E.E., souligne-t-on à Tokyo, doit « évaluer favorablement les efforts » accomplis par le Japon dans le domaine de l'automobile, de la construction navale et de la sidérurgie, face aux « multiples demandes » européennes. Pour Tokyo, en tout cas, il n'est pas « réaliste » d'attendre du seul Japon une réduction du déficit bilatéral enregistré par les pays européens (4 milliards de dollars en 1976). Le commerce extérieur devant être apprécié de façon globale, les membres de la C.E.E. doivent, dit-on à Tokyo, « évaluer d'ensemble leurs exportations vers d'autres pays. Cette invitation signifie peut-être que, malgré les menaces officielles, la C.E.E. ne doit pas trop espérer développer ses ventes au Japon.

Sur ce marché de 115 millions d'habitants, dominés par les firmes nationales, les importations de produits manufacturés sont limitées : 20 % du total des achats à l'étranger. Le commerce extérieur ne représente d'ailleurs que 10 % du produit national, contre au moins le double pour les pays européens. Dans le domaine agricole, les responsables japonais font valoir, comme en France et ailleurs, le nécessaire de protéger leurs paysans qui, eux aussi, « produisent des vœux ». Enfin, même si les grandes entreprises présentent des articles étrangers, priorité est donnée, notamment dans l'administration, aux produits nationaux.

En fait, les demandes de la C.E.E. ne sont pour l'empire du Soleil Levant que l'expression de « désirs ».

● LA JORDANIE A OBTENU UN PRÊT DE 250 millions de francs de Paris pour la réalisation d'un complexe d'engrais phosphatés à Ajlun. Ce nouveau complexe d'un montant total de 15 milliards de francs sera financé également par des capitaux arabes.

● LA LOI NATIONNALE SUR LA CONSTRUCTION NAVALE ET L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE ET SPATIALE en Grande-Bretagne est entrée en vigueur jeudi 17 mars. Elle porte sur la nationalisation de deux grands groupes aéronautiques : « British Aircraft Corporation » et « Hawker Siddeley Aviation », ainsi que « Hawker Siddeley Dynamics » (fusées et missiles), et la petite société « Scottish Aviation » qui produit des avions légers. Treize sociétés de construction navale sont nationalisées.

Pour faire passer la loi malgré la résistance de l'opposition, le gouvernement de M. James Callaghan a renoncé à nationaliser les chantiers de réparation de navires, qui resteront privés. — (A.F.P.)

● LE FONDS SPÉCIAL DE L'OCDE vient d'attribuer dix pays en voie de développement des crédits d'un montant de 33,8 millions de dollars. Le Ghana, le Cameroun, le Sénégal, l'Éthiopie, le Tchad, le Rwanda, le Niger, le Laos, la Sierra-Leone et le Burundi bénéficieront de crédits sans intérêt, remboursables en vingt-cinq ans. — (A.F.P.)

MICHEL BOYER.

LES ÉTATS-UNIS VUS PAR LES AMÉRICAINS

D'après l'institut de sondage Gallup, le pourcentage des Américains qui estiment que les grandes entreprises constituent un danger pour les États-Unis a pratiquement doublé en dix ans (23 % contre 12 % en 1968) tandis que baisse le nombre de ceux qui croient qu'un gouvernement puissant est dangereux. Des syndicats puissants sont ressentis comme une menace par 26 % des personnes interrogées, ce qui est un résultat identique au sondage de 1968. Enfin, 40 % des Américains pensent que la moralité des milieux des grandes affaires est inférieure à la moyenne américaine.

AFFAIRES

LA SOCIÉTÉ SPIE-BATIGNOLLES AURAIT ACCEPTÉ LE PRINCIPES D'UN ACCORD DE TROC AVEC L'IRAN

L'Iran a proposé à une société française, Spie-Batignolles, un accord de troc, à savoir cette firme vendrait 18 mars, le contrat dont le montant global n'est pas précisé porterait sur la construction d'infrastructures dans le domaine énergétique (gazoducs, pipelines) et dans le domaine des transports (autoroutes et voies de chemin de fer) contre « quelques millions de tonnes de pétrole brut par an ».

Spie-Batignolles, qui a accepté le principe du troc, a pris contact avec des courtiers et des sociétés pétrolières. Les négociations en cours ne devraient donc pas tarder à aboutir.

La société française est déjà en possession d'une lettre d'intention « iranienne lui confiant l'électrification et le doublement de la voie ferrée qui relie Téhéran à Bandar Shapour sur le Golfe. — (A.F.P.)

CONFLITS ET REVENDICATIONS

A l'usine B.S.N. de Rive-de-Gier (Loire)

DES INCONNUIS TENTENT D'INCENDIER LE BUREAU DU DIRECTEUR

Une quarantaine de personnes ont envahi, dans la nuit du 19 au 20 mars, les locaux de l'usine B.S.N.-Gervais-Danone de Rive-de-Gier (Loire). Après avoir saisi le bureau du directeur, M. Philippe Fleury, détruit des dossiers et endommagé sa voiture, ce groupe d'inconnus a tenté, avant de s'enfuir, d'allumer un incendie en trois endroits différents. Le sinistre a été rapidement maîtrisé par les pompiers. M. Fleury a porté plainte et une enquête a été ouverte.

Dans un communiqué, les sections syndicales C.G.P. et C.F.D.T. de l'entreprise ont dénoncé ces « actions » de « telles méthodes », disent-elles, « n'ont rien à voir avec la pratique des organisations syndicales et ne peuvent être que le fait de provocateurs ». Ce sabotage a eu lieu quelques heures après que les grévistes qui occupent l'établissement de Rive-de-Gier depuis le 22 février pour protester contre l'annonce de trois cent cinquante suppressions d'emploi eurent décidé de reprendre le travail ce lundi 21 mars (le Monde daté 20-21 mars).

A TROYES ET A PARIS

La police évacue des établissements occupés par des grévistes

Le tribunal de grande instance du Puy vient d'ordonner l'évacuation de l'usine Elastelle-Tissel (fabrique de tissu élastique employant trois cent quatre-vingts ouvriers), qui est occupée depuis le 8 mars, à l'appel de la C.F.D.T., pour appuyer des revendications salariales.

D'autre part, en application de décisions du tribunal des référés, deux opérations de police ont eu lieu dimanche 20 mars et ce lundi 21 : à Troyes, les forces de l'ordre ont fait évacuer les établissements Petitjean (poteaux électriques), dimanche vers 2 heures du matin. Cette usine était occupée depuis dix jours par une partie des cinq cents ouvriers qui réclamaient l'amélioration dans leurs conditions de travail et une augmentation de salaire.

A Paris, la police est intervenue ce lundi, à 6 heures du matin, au Centre de traitement de l'informatique (C.T.I.R.) de la B.N.F., situé boulevard Barbès, pour expulser les grévistes qui occupaient les locaux depuis le lundi 14 mars. Le Monde a daté 20-21 mars, afin de défendre leurs « avantages acquis ». La direction ayant pris des sanctions — notamment deux révocations — contre des grévistes, une manifestation, réunissant environ un millier de personnes, a eu lieu en fin de matinée devant le siège social de la B.N.F., boulevard des Italiens.

En fin de matinée, après une entrevue entre la direction et les syndicats, il a été décidé que les deux syndicalistes C.F.D.T.-envoyés, allaient saisir le conseil de discipline d'ici à la réunion de ce conseil qui devrait se tenir, le mardi 22 mars, les sanctions sont suspendues. Les informaticiens en grève devraient se prononcer, mardi, sur le pourcentage de leurs actions, en fonction des résultats du conseil.

Au petit matin...

5 h. 40 : Il fait nuit noire. La longue file de cars bleus des gendarmes mobiles et de cars gris de la police prend position tout autour du pâté de maisons où est installé le centre Barbès de la B.N.F. Friement, des travailleurs du quartier — immigrés pour la plupart — se pressent vers la station de métro. Dans quelques instants, la ronde des éboueurs va commencer.

Toutes les rues qui mènent aux entrées de la banque sont maintenant bloquées par des gendarmes mobiles. Au coin du boulevard Barbès et de la rue de Sofia, un petit groupe de femmes, s'interpellant en espagnol, en portugais ou en arabe, grossit à vue d'œil. Ce sont les femmes de ménage, surprises de ne pouvoir gagner leurs lieux de travail.

6 heures : le jour se lève. À l'extérieur du bâtiment, accompagnés du directeur de la sécurité de la B.N.F., vingt-cinq à trente policiers en uniforme, quatre gendarmes vêtus de trillis militaires, et un commissaire de police prennent position devant la porte donnant sur le centre informatique. Celle-ci, bien que bloquée par les occupants avec des cartons remplis de listes d'ouvriers, est rapidement forcée. Pendant ce temps, sur le trottoir du boulevard Barbès, à quelque distance des forces de police, des membres du personnel — quelques dizaines maintenant — se demandent si les nouveaux élus du 18^e arrondissement — qui viennent de l'emporter sur Michel d'Ornano, prévient dans la nuit de l'intervention policière, se rendront sur place.

6 h. 15 : La soixantaine d'occupants qui ont passé la nuit sur place n'opposent pas de résistance et quittent les lieux en scandant : « Laissez les sanctions. »

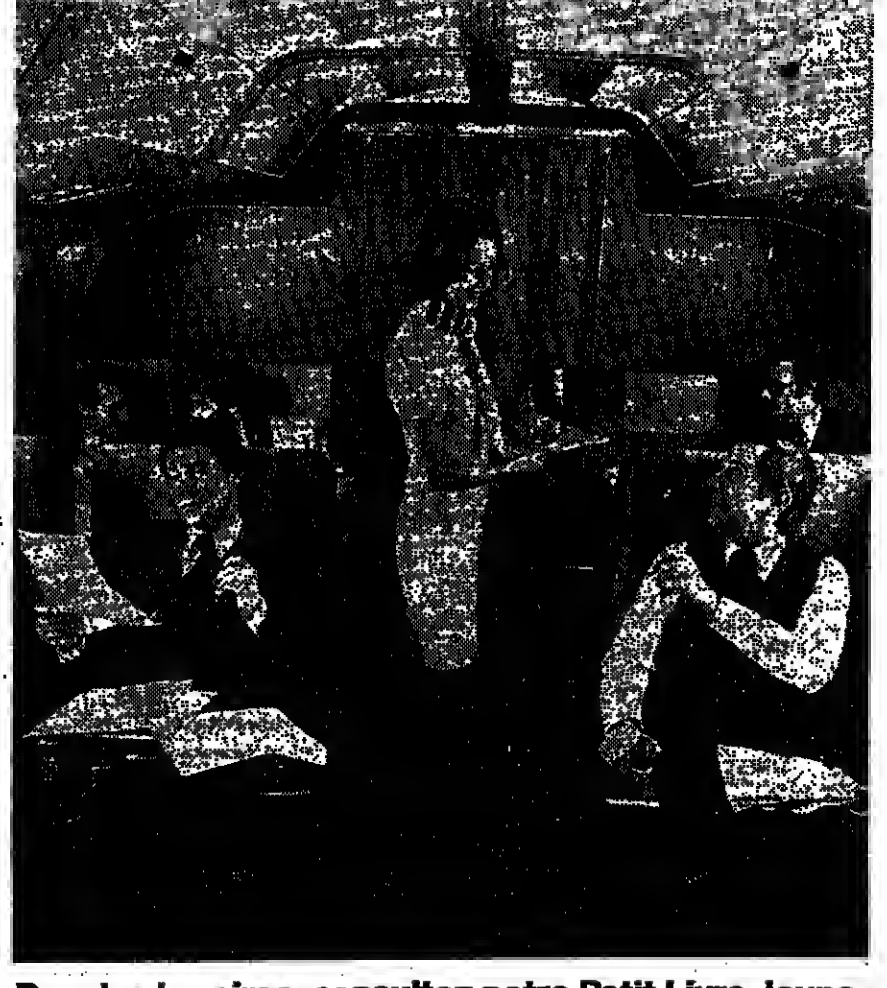
« Du local syndical du premier étage qui donne sur le boulevard Barbès, quelques syndicalistes munis d'une mégaphone appellent sans arrêt à la manifestation qui doit avoir lieu à 10 heures devant le siège social de la B.N.F. Quelques minutes plus tard, l'entrée de la rue de Sofia est libérée par les forces de l'ordre. Très vite, un certain nombre de salariés entrent dans le hall. Une bande-roule — probablement préparée depuis un certain temps — est déployée. Elle proclame : « Le C.T.I.P. vient d'être évacué par la police. Pouvez-vous travailler dans ces conditions ? » Des tracts sont distribués dans le hall et dans la rue. Les prises de parole se multiplient.

Peu avant que les employés administratifs de la B.N.F. n'arrivent, toutes les forces de police quittent les lieux. Face à l'entrée du personnel, un petit groupe de non-grévistes du centre informatique commente les événements : « On ne va quand même pas faire le coup de poing avec nos collègues pour rentrer travailler. » Et puis, ajoute un autre, la quarantaine, « on ne peut pas reprendre le travail après l'intervention policière ; ce serait gênant ». Se mêlant au groupe, un autre souligne : « Il y a aussi le problème des révolutions qui ne sont pas levées. C'est grave. Alors, on attend... »

Pour les administratifs, le travail va probablement reprendre ce lundi après-midi. Mais le centre informatique reste en grève. Seuls deux ou trois cadres ont pu pénétrer dans les locaux et libérer les entrées. Pour la direction de la B.N.F., la situation est difficile, car, depuis une semaine maintenant, les positions des comptes des clients sont bloquées, et ces derniers peuvent retirer de l'argent sans qu'il soit possible de vérifier leur approvisionnement.

Tandis que les deux salariés révoqués annoncent leur intention de commencer, dès ce lundi, une grève de la faim jusqu'à la levée des sanctions qui les frappent, les quatre syndicalistes demandent un entretien au président de la B.N.F., M. Ledoux. — E. G.

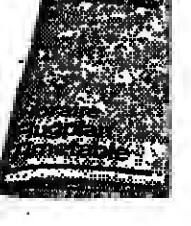
Qui peut vous offrir la 1^{ère} classe pour autant de villes d'Allemagne?



Pour les horaires, consultez notre Petit Livre Jaune.

Brème, Cologne/Bonn, Dusseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Munich, Nuremberg, Sarrebruck et Stuttgart.

Chaque jour, 12 vols directs ou 34 correspondances via Francfort vous relient à toutes ces villes d'Allemagne. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement: 15 minutes seulement.



 **Lufthansa**

COMMERCE INTERNATIONAL

« ACHETEZ FRANÇAIS »

M. Fourcade, ministre de l'équipement, recommande à ses services, dans une circulaire datée du 23 février, d'« acheter français », tout en respectant les règles de la concurrence internationale.

« L'une des orientations essentielles de la politique économique et sociale du gouvernement, écrit M. Fourcade, vise à favoriser la compétitivité des produits de notre industrie et à améliorer ainsi la situation de l'emploi. Le plan de lutte contre l'inflation a mis en place, à cet effet, un certain nombre de dispositifs dont les premiers résultats sont actuellement perçus.

« Il est de la plus haute importance que les acheteurs du secteur public et para-public adoptent, dans le choix de leurs fournisseurs, des attitudes qui concourent au succès de l'action gouvernementale.

« Certes, toute discrimination systématique à l'égard des entreprises étrangères doit continuer d'être bannie comme

contraire aux engagements internationaux pris par notre pays. « Mais il est bien évident qu'à qualité technique et à prix équivalents, il serait injustifié de donner la préférence aux fournisseurs et aux matériels étrangers.

« Ces orientations doivent trouver une application aisée dans le domaine des fournitures courantes et du matériel de bureau.

« Avant de passer une commande de ce type, vos services doivent examiner attentivement les possibilités du marché national et, si ce marché offre des conditions concurrentielles, lui adresser de préférence leurs commandes.

« Je vous demande de veiller également à éviter que des spécifications techniques ou des exigences injustifiées au regard des besoins et satisfaisables n'aboutissent à éliminer les fournisseurs nationaux. » Et que le meilleur gagne...

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Fr. suisses	Fr. français
48 heures	4 1/4	5 1/4	4	5
3 mois	4 3/8	5 1/8	4 1/4	5 3/4
6 mois	4 7/8	5 3/8	4 3/4	6 1/4
9 mois	5 1/8	5 7/8	4 7/8	6 5/8

UN JOUR DANS LE MONDE

21-22. LE DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

20. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
— Débat exemplaire en Basse-Saône.
— A PROPOS DE... Aménagements, démolitions.

20. ÉQUIPEMENT

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- pages 21 à 24
— Les prolongements du plan Sarrailh : les réformes de structure.
— Point de vue : l'expérience de la S.N.C.F.
— Les investissements étrangers diminuent fortement en France.

25. PROCHE-ORIENT

26. AFRIQUE
— ZAÏRE : Washington exclut la livraison d'armes et de munitions au gouvernement de Kinshasa.

26. OUTRE-MER

- Après l'accord de Paris, la démission persiste dans les rangs des nationalistes de Djibouti.

26 à 28. ASIE

- 29-30. EUROPE
— ALLEMAGNE FÉDÉRALE : manifestations antinucéaires.
— GRANDE-BRETAGNE : les libéraux posent à M. Callaghan des conditions difficiles.
— UNION SOVIÉTIQUE : condamnations à Leningrad.

31. ÉDUCATION

- Quand les professeurs hument du « H ».

31. RELIGION

- Les prêtres de Saint-Nicolas manifestent une impatience croissante.

31. SCIENCES

- M. Carter interdit la construction d'un supergénérateur.

32-33. SPORTS

- RUGBY : la France invaincue dans le Tournoi des cinq nations.
— JUDO : les championnats de la « nouvelle donne ».

34-35. ARTS ET SPECTACLES

- CINÉMA : Noue, d'Abdelaziz Yabli.
— EXPOSITIONS : une étrange odeur de mort.
— MUSIQUE : Paul Paray chez Lemoine.

36. JUSTICE

43-44. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- CONFLITS : la police évacue des établissements occupés par des grévistes.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (33)
— ANNONCES classées (37 à 41) : Carnet (42) ; Aujourd'hui (43) ; « Journal officiel » (44) ; Météo (45) ; Mots croisés (46) ; Bourse (47).

1953/1977
24^e ANNIVERSAIRE
LA PLUS
BELLE COLLECTION
DE TISSUS COUTURE
ET TOUTES
LES SÉDUISANTES
NOUVEAUTÉS
PRINTemps-Été 1977
• cotons suisses imprimés,
• impressions soies
exclusives,
• lainages et tweeds,
• jerseys imprimés,
• dessins exotiques,
folkloriques, etc.
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le numéro du « Monde »
daté 20-21 mars 1977 a été tiré
à 535 393 exemplaires.

A B C D E F G

DEVANT LE CONGRÈS DES SYNDICATS SOVIÉTIQUES

Les prétentions de Washington d'apprendre à vivre aux autres ne pourront être acceptées par aucun État souverain

DÉCLARE M. LEONID BREJNEV

Moscou. — Dans un long discours prononcé ce lundi matin 21 mars, à l'ouverture du séminaire des syndicats soviétiques, M. Leonid Brejnev a exigé des États-Unis qu'ils cessent leurs interventions dans les affaires intérieures de l'Union soviétique, sous peine de compromettre gravement la « normalisation » des relations entre les deux pays. M. Brejnev, qui a parlé pendant près de

deux heures, a d'autre part clairement laissé entendre que la campagne menée en Occident en faveur du respect des droits de l'homme n'aurait aucune conséquence bénéfique pour les dissidents soviétiques qu'il a qualifiés de « renégats » et d'« ennemis de leur propre patrie (...) liés aux centres de subversion installés à l'étranger ».

De notre correspondant

Commence à propos d'une menace militaire existentielle de la part de l'O.R.S.S. et les tentatives d'« américanisation » des organismes officiels soviétiques pour s'inscrire dans les affaires intérieures de l'Union soviétique. (...)

« Les prétentions de Washington d'apprendre à vivre aux autres ne peuvent être acceptées par aucun État souverain, d'autant plus que, ne la situation des États-Unis ne leur action dans le monde, ne justifient de telles prétentions. Nous ne supporterons d'aucune part et sous aucun prétexte une ingérence dans nos affaires intérieures », s'est exclamé M. Brejnev, avant de préciser qu'il s'agit d'une condition indispensable pour « la normalisation » des relations avec les États-Unis.

M. Brejnev a ensuite évoqué la visite que doit faire Moscou, à partir du 27 mars, M. Cyrus Vance. Il a affirmé notamment : « Nous allons bien voir dans quel esprit il arrive ! ». M. Brejnev a mis en contraste l'attitude de la nouvelle administration américaine avec les positions de certains pays d'Europe occidentale. Il s'est en particulier félicité des gouvernements de Paris, Rome, Londres, ainsi que de celui de Bonn, de la « retenue » de ces gouvernements. Après avoir confirmé qu'il se rendrait cette année en France et en Allemagne fédérale, M. Brejnev s'est félicité

du rétablissement des relations diplomatiques avec l'Espagne.

C'est sans doute à propos du Proche-Orient que M. Brejnev a innové le plus. Après avoir réaffirmé les trois principes de la politique soviétique (déclaration par Israël des territoires occupés, droit de tous les États de la région à une existence autonome et à la sécurité, respect des droits inaliénables de tous les territoires occupés ne devant pas être immédiat, mais pouvant se faire « en quelques mois », il s'est prononcé en faveur de la création pour un certain temps, de zones démilitarisées qui pourraient être contrôlées par les forces des Nations unies. Il a affirmé que la conférence de Genève devrait enfin garantir la liberté de navigation des navires de tous les pays, ainsi bien dans le détroit de Tiran et le golfe d'Aden que dans le canal de Suez, qui se trouve entièrement sous la souveraineté de l'Égypte. (...) « Les conditions d'un règlement pacifique », a affirmé M. Brejnev, doivent être garanties par le Conseil de sécurité de l'ONU et éventuellement par des puissances comme l'Union soviétique, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne. »

JACQUES AMALRIC.

APRÈS LE MEURTRE DU CHEF DE L'ÉTAT

L'ancien président Massamba-Debat a été arrêté à Brazzaville

Brazzaville (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.). — Mis en cause dans l'assassinat du président Marien Ngouabi, vendredi 18 mars, à Brazzaville, l'ancien président Alphonse Massamba-Debat a été arrêté samedi, ainsi que plusieurs de ses anciens collaborateurs. Ces personnes ont été interrogées par le comité de onze membres qui a été mis en place par le comité central du parti congolais du travail (P.C.T.) pour assumer le pouvoir.

Dans un éditorial diffusé dimanche, M. Charles Bathelme, directeur de la radio-diffusion congolaise, avait déclaré : « Ce sont des tueurs à gage de la capitale qui ont tué le président Marien Ngouabi ». Le rédacteur en chef de la radio-diffusion congolaise, M. Charles Bathelme, a déclaré : « Ce sont des tueurs à gage de la capitale qui ont tué le président Marien Ngouabi ». Le rédacteur en chef de la radio-diffusion congolaise, M. Charles Bathelme, a déclaré : « Ce sont des tueurs à gage de la capitale qui ont tué le président Marien Ngouabi ».

Une vaste chasse à l'homme a été organisée à travers tout le territoire congolais pour tenter d'arrêter les capitaines Barthélémy Kiladi (1), accusé d'être le chef du commando qui a tué le président Marien Ngouabi, l'autre... (2) Le capitaine Barthélémy Kiladi, chef du commando, a été arrêté à Brazzaville.

Comme M. Alphonse Massamba-Debat, il appartient à l'ethnie Bakongo ou Lari, groupée dans la région dite du « pool », au sud de Brazzaville.

part, la Voix de la révolution congolaise, capitée à Ndjamena, a donné des précisions sur la situation de l'ancien président.

Le commandant Ngouabi, qui résidait à l'époque à Brazzaville, se trouvait vers 14 heures pour déjeuner dans sa résidence. Une 404 Peugeot, avec quatre hommes à bord dont un capitaine au baret rouge de para-commando, se présente au poste de garde puis franchit un deuxième commandement en affirmant qu'il a été convoqué par le président. La voiture se dirige vers la résidence. Les hommes pénètrent dans la villa et ouvrent le feu. Le fils du commandant et les gardes du corps du président ripostent. Deux de ces derniers sont tués. Le chef de l'État est atteint de plusieurs balles à la tête.

Quarante-huit heures après le meurtre du président Ngouabi, dont les obsèques ont été fixées au 2 avril, le couvre-feu reste en place. Les aéroports congolais sont interdits au trafic international, les frontières sont fermées et les rassemblements de plus de cinq personnes interdits. À Brazzaville, où la situation est calme, les forces armées, qui ont investi les grandes artères, procèdent à des contrôles d'identité.

Ausulté comme la mort tragique du président Ngouabi, trois personnalités politiques congolaises qui se trouvaient en France ont quitté Paris samedi pour regagner leur pays. Il s'agit de M. Jacques Oumou-Oumou, ministre des transports, Rodolphe Adada, ministre des mines et de l'énergie, et Henri Lopez, ancien premier ministre.

Le groupe américain Case prend 40 % du capital de Poclain

Des intérêts français détiendront la minorité de blocage

Le dossier de Poclain, premier fabricant européen de pelles hydrauliques, devrait être définitivement réglé dans les prochaines heures. D'ores et déjà, les grandes lignes du schéma de la nouvelle répartition du capital de l'entreprise ont été arrêtées. Comme prévu, le groupe américain Case l'emporte avec 40 % du capital de la firme. Un consortium regroupant Benoit, Peugeot, diverses banques — dont le Crédit lyonnais et le Crédit du Nord — et des compagnies d'assurance acquerra une participation qui, ajoutée à celle que détient la famille Bachelin, devrait permettre aux intérêts français d'avoir la minorité de blocage (plus du tiers du capital) dans Poclain. Quelques détails restent à régler avant que les pouvoirs publics ne donnent leur aval définitif à l'opération. Le conseil d'administration de la régie Renault doit examiner le dossier mardi 22 mars.

« Une bien triste histoire »

« Poclain ne passera pas sous contrôle étranger », avaient affirmé les pouvoirs publics. Les apparences sont suivies : Case ne détient que 40 % du capital de Poclain et les intérêts français auront une minorité de blocage (plus du tiers du capital). Ce n'est pas négatif. Mais, au-delà de cet habillage reste la réalité : Poclain, premier producteur européen de pelles hydrauliques, entre dans la mouvance du groupe américain. On voit mal l'effet Case acceptant de mettre des fonds importants dans l'affaire — plusieurs centaines de millions de francs — et se contenter du rôle de « sleep-partner » (partenaire dormant).

L'administration a désespérément cherché une solution française. Elle a échoué. On ne saurait jeter la pierre aux fonctionnaires : ils ont fait ce qu'ils ont pu, compte tenu des moyens dont ils disposaient.

Un dépôt de bilan aurait-il facilité les choses ? Certainement pas. Mais une telle décision eût entraîné de lourdes pertes pour les banquiers de l'entreprise, dont les chefs de file sont le Crédit lyonnais et le Crédit du Nord (du groupe Paribas). On y a renoncé. Dès lors, la note à payer était si lourde que seul un groupe du secteur disposant de moyens financiers importants pouvait se porter candidat.

Que Poclain soit tombé si bas peut surprendre. Cette entreprise et ses dirigeants n'étaient-ils pas, il y a quelques années encore, classés en exemples pour leur réussite et leur dynamisme ? Poclain a été victime, en fait, de la crise qui a suivi le quadruplement du prix du pétrole. La rupture de croissance durable qui en a résulté lui a été fatale.

Pour deux raisons : Poclain s'était endormi sur ses lauriers, ses dirigeants n'avaient pas jugé utile de faire autre chose que la pelle hydraulique, qui avait fait son succès, imitée par ses concurrents, l'entreprise était vulnérable comme toutes celles qui vivent pour l'essentiel sur un seul produit. Second motif des difficultés : Poclain ne possédait pas les structures financières correspondant à son développement : ses fonds propres étaient insuffisants, et son endettement trop important.

Affaire de gestion et de mode

Affaire de gestion, dira-t-on : affaire de mode aussi. Le temps n'est pas si éloigné où la croissance et l'inflation aidaient l'importance des fonds propres apparaissant négatifs aux spécialistes dans le vent. On en revient maintenant à une plus stricte orthodoxie. Pour bien des entreprises cependant, le mal est fait. Si les responsables des entreprises, des dirigeants de Poclain dans ce domaine, comment ne pas s'interroger sur celles des banques, qui ont laissé les structures financières de l'entreprise se dégrader à ce point ?

Comment ne pas s'interroger également sur l'attitude des pouvoirs publics dans le règlement de

cette affaire ? Si l'on considère que Poclain — seule entreprise française de taille internationale du secteur — devait rester dans la communauté nationale, de fait, il ne peut que l'être, au moins sur pied une solution à base de capitaux publics : quelle soit la formule juridique ?

L'évolution du marché dans ce secteur est telle qu'une alliance avec un groupe étranger était sans doute inévitable. Mais l'assainissement de la situation financière de Poclain eût dû moins permettre de négocier dans de meilleures conditions. L'administration a tenté de trouver une voie moyenne en cherchant à amener des entreprises françaises à s'investir à Poclain sans accepter de mettre au pot de l'argent public. Le résultat n'est pas probant. Le « libéralisme avancé » montre une nouvelle fois ses limites.

« Une bien triste histoire », disait un des protagonistes de l'affaire. Triste, elle l'est en effet... sauf pour Case.

PHILIPPE LABARDE.

BÉBÉS-PHOQUES : CONTESTATAIRES DÉPITÉS

Les six barreaux canadiens qui ont été autorisés à chasser les phoques au large de Terre-Neuve ont déjà entassé dans leurs cales plus de cinquante mille peaux de phoques. Comme les quotas de prises a été fixé à quatre-vingt-dix mille peaux, leur campagne devrait se terminer cette semaine. D'autres bébés-phoques, au nombre de six, ont été saisis. Ils seront accusés et éliminés par les chasseurs locaux. Le travail des uns et des autres se déroule plus rapidement que prévu : sans doute, la hâte d'en finir avec une chasse qui, décidément, a mauvaise presse.

Cependant, le mauvais temps favorise les chasseurs, car il empêche les écologistes d'intervenir. Brigitte Barette elle-même a refusé d'aller à Terre-Neuve. Si la tempête ne se lève pas, les journalistes vont en faire autant.

Les manifestations d'hostilité devant les ambassades du Canada et de l'Ontario ont continué samedi 19 mars à Paris et à New-York. Elles n'ont réuni que quelques centaines de personnes, qui se sont dispersées sans incident.

Le gouvernement canadien ne semble pas décidé pour autant à interdire la chasse aux phoques, qui rapporte aux hommes de Terre-Neuve 200 à 400 dollars par an, soit 10 % de leur revenu annuel. Il n'aurait d'ailleurs d'autre argument que l'indignation des amis des animaux, car les rapports scientifiques établissent que de nombreux phoques meurent prématurément à cause de la pollution.

Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter
BOUTIQUES POUR ELLE
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagny/Nation
BOUTIQUES POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre
ouvert le lundi après-midi

A LA SEIGNEURIE
74-78, avenue de Paris VERSAILLES
Bureau de vente ouvert sept jours sur sept de 14 h à 20 h. Tél. 931.32.67
20, rue Chateaub. 75 014 PARIS

